

Combat pour l'histoire : à propos du Piatakov volant.

« *Il reste des gens qui ne veulent pas nous rendre notre passé, car ils espèrent que notre futur sera pareil.* »,

Kamil Ikramov, fils d'Akmal Ikramov, victime du 3^e procès de Moscou,
Les nouvelles de Moscou, 1^{er} mai 1988.

Le mobile du présent article pourra surprendre certains camarades : valait-il bien la peine de traiter autrement que par le mépris un pensum de près de 900 pages visant à nous expliquer que les accusations des procès de Moscou contre Trotsky étaient bien réelles, car celui-ci avait partie liée avec les nazis, notamment Rudolf Hess, auquel il avait promis de livrer l'Ukraine ? On pourrait se dire que mieux vaut en rire, et rire et mépris sont ici tout à fait salutaires. L'ouvrage en question, intitulé *Le vol de Piatakov*, nanti d'une couverture consistant en un portrait de Léon Trotsky défiguré d'une croix gammée, pondu par trois « *essayistes italiens* » et traduit en français par le responsable d'une maison d'édition (Delga) offrant d'autres ouvrages de révision de l'histoire, est défini par ses promoteurs comme réglant définitivement leur compte aux trotskystes : puisqu'il est « *prouvé* » que Trotsky avait tendu la main à Rudolf Hess, si les trotskystes sont des communistes sincères ils n'ont plus maintenant qu'à se faire hara-kiri et à rejoindre les derniers staliniens, pour leurs combats contemporains contre le « *capitalisme anglo-saxon* », le « *sionisme* » et leur « *mondialisation* », aux côtés des pays « *communistes* » et tout autant nationaux et traditionalistes, impérialismes russe et chinois. Il est certain que cet appel à l'union sacrée n'entraînera personne.

Mais il y a pourtant plus important : en ce XXI^e siècle où rodent la catastrophe climatique, la guerre et les pandémies, mais où des insurrections populaires déferlent dans des dizaines d'États que ceux-ci soient « *néo-libéraux* » ou « *anti-impérialistes* », se pose gravement la question de s'organiser pour que tous ces soulèvements soient victorieux, renversent le capitalisme et tous les impérialismes (le chinois et le russe y compris, soyons bien explicites !), et assurent la survie de l'humanité, de la biosphère et de la culture. Or l'organisation pour gagner, internationale et dans chaque pays, si elle ne procédera certainement pas de la croissance de quelque « *embryon du parti révolutionnaire* » autoproclamé que ce soit, nécessite la liaison, le débat et l'appropriation de l'histoire et donc la compréhension de ce qui a raté au siècle précédent, ce XX^e siècle dont les miasmes pourrissent parmi nous pour nous faire à nouveau trébucher. La question du stalinisme est et demeure incontournable, d'autant que les impérialismes russe et chinois en sont les produits directs. Il est donc inévitable que la falsification des combats passés, des victoires et des défaites, des espoirs et des trahisons, revienne dans l'actualité.

De ce point de vue, la petite musique des groupuscules staliniens n'a que l'importance que lui confère la nécessité, pour les classes dominantes, d'empêcher les opprimés de se saisir de leur propre expérience. Mais c'est là une importance réelle. La petite floraison de prétendus « *historiens* » entendant calomnier le trotskysme, et les révolutions du premier XX^e siècle, dans certaines universités, non pas chinoises, ni russes, mais nord-américaines, en est un signe, pendant que le régime chinois fait ouvertement de l'histoire une question gérée par l'État et que le régime poutinien, qui veut dissoudre *Mémorial* au moment où sont écrites ces lignes, a entièrement repris les pratiques et les conceptions du stalinisme et du brejnévisme, refusant que le peuple russe et ses voisins connaissent leur propre histoire, car c'est l'histoire de la révolution et de la contre-révolution.

Le bon côté de la réfutation des énormités, c'est qu'il exige de revenir sur les faits et leur analyse. C'est pourquoi le présent travail comportera deux parties suivies de deux codicilles, en commençant par un rappel résumé de l'histoire soviétique et, en partie, mondiale, réelle, de la révolution d'Octobre au pacte Hitler-Staline et à la seconde guerre mondiale, et en particulier des procès de Moscou, ainsi que du combat de Trotsky et de la très actuelle question ukrainienne, qui n'est pas par hasard l'objet d'une fixation haineuse de nos « essayistes ». Il est probable que les zélateurs du Piatakov volant et du Trotsky allié de Hitler ne verront là que digression ou diversion, mais comme leurs « travaux » s'émancipent allègrement de cette épaisse réalité historique, c'était de toute façon nécessaire, et, en outre, cela donne l'occasion, indépendamment d'eux, d'une analyse historique indispensable, susceptible d'intéresser tout lecteur éclairé, y compris parmi ceux qui n'auraient pas envie de se plonger ensuite dans la gadoue de l'examen critique proprement dit de ce produit, lequel constituera donc la seconde partie. En conclusion, je redirai tout de même un mot, pour exprimer l'épaisseur et la tragédie réelles de l'histoire, de quelques personnages utilisés dans ce pavé insipide, puis je reviendrai sur les enjeux du combat mené ici pour la vérité historique et pour la mémoire révolutionnaire, qui sont toute une.

J'espère ainsi que la tache assez pénible pour quiconque ayant les pieds sur terre, consistant dans la lecture, crayon en main, de cette lourde, chère et avariée mayonnaise (29 euros !), aura du coup permis de marquer quelques points dans la lutte pour l'histoire, partie intégrante et nécessaire de la révolution prolétarienne, si celle-ci est l'auto-organisation de l'immense majorité.

Première partie : Rappel des faits.

Le résumé que je présente ici n'est pas de l'histoire officielle, et ne correspond pas non plus à l'histoire convenue de la gauche anti-stalinienne : il incorpore des données historiques qui, après des décennies, ont ressurgi grâce à la recherche, en même temps que des grandes lignes fondamentales déjà connues, mais qu'il importe de se réapproprier dans toute leur ampleur.

D'Octobre à Hitler : les quatre vagues révolutionnaires.

En février 1917, après trois années de boucherie impérialiste, l'une des grandes puissances en conflit craque. Le tsar est renversé par le soulèvement des femmes, des ouvriers et des soldats de Petrograd, et les libertés démocratiques les plus amples sont instantanément imposées dans tout le pays, faisant apparaître de plus en plus la guerre comme une monstruosité qui doit cesser. Pendant sept mois, des combinaisons gouvernementales de bourgeois et de socialistes modérés dits « démocratiques », en fait terrorisés par le peuple et théorisant qu'il ne saurait y avoir d'ordre que bourgeois, se succèdent dans une impuissance croissante, devant le déferlement montant des paysans qui veulent la terre, des ouvriers qui veulent le pain, des nationalités qui veulent la souveraineté, et de tous qui veulent la paix. Malgré la politisation généralisée et la formation de soviets (conseils), d'ouvriers, de paysans, de soldats, cette situation aurait débouché sur le chaos, les pogroms et la contre-offensive militariste si une force politique ne l'avait pas centralisée, et ne lui avait permis de vaincre par la révolution dite d'Octobre 17 (qui correspond au mois de novembre en Occident).

Cette force, ce fut le parti bolchevik, c'est-à-dire la fraction « dure », majoritaire, du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, section de l'Internationale ouvrière morte en 1914. Une tradition, des cadres. Encore faut-il préciser que ceci n'a pas suffi tout seul. Lénine de retour en avril s'est heurté à ces cadres qui, participant de l'intelligentsia militante, étaient alors entraînés vers l'orientation des « socialistes modérés ». Et l'organisation pratique de l'insurrection d'Octobre, qui ne fut en rien un coup d'État car elle reposait sur le soutien des millions de prolétaires, femmes et hommes de Petrograd, fut assumée par une structure issue du soviet, autour du rallié récent le plus connu à ce parti, Trotsky, qui réussit en même temps à faire correspondre l'insurrection et le second congrès des soviets, lequel devient alors le dépositaire du pouvoir.

Pour la première fois à l'échelle d'un grand État - la seconde fois, certes, depuis la Commune de Paris, mais avec une conscience délibérée qui avait manqué à la Commune -, le pouvoir est saisi par des organisations formées directement par les prolétaires, les exploités, les opprimés. Ceci explique que la République soviétique de Russie, malgré ses imperfections, a réalisé en quelques semaines un ensemble de mesures sans précédent, et depuis sans équivalent, qui ont fait sa légende, alors que rien de tel ne se retrouve dans les formations politiques qui vont lui succéder : appel à la paix immédiate et armistice, reconnaissance du droit à l'auto-détermination des nationalités, partage des terres par les paysans avec abolition du salariat agricole et fréquentes redistributions périodiques, gestion des usines par des comités ouvriers élus, abrogation de la dette extérieure, organisation du commerce par les coopératives, création d'un système de sécurité sociale géré par les syndicats, séparation de l'Église et de l'État, égalité des femmes et des hommes, abolition de toute législation contraignante en matière de mœurs, réforme du calendrier. Sans qu'il s'en rende clairement compte, cet État est flanqué de formations socio-politiques similaires, qui, dans les faits, sont tout autant des « dictatures du prolétariat » que lui : la Finlande où constituante et démocratie sont placées sous la

garde des milices ouvrières, l'Ukraine où la rada (ce qui veut dire soviet) et les soviets bolcheviks rivalisent, dans une certaine mesure la Géorgie menchevique, voire la République des montagnards du Caucase, tchétchènes et abkhazes ...

Octobre est le grand événement d'une première poussée révolutionnaire générale, commencée en Irlande à Pâques 1916 et poursuivie dans les mutineries des « poilus » de France ou des marins d'Allemagne. Cependant, l'impérialisme central d'Europe, l'Allemagne, tient, par la force d'un État puissant étayé par l'appareil de la social-démocratie. Les bolcheviks sont acculés à négocier la paix avec lui, ce qui les déchire. Les grèves de Berlin, Vienne et Budapest sont l'apogée de la vague mais elles n'aboutissent pas. Avec le traité de Brest-Litovsk, prend fin cette première vague : il est aussi un coup pour les spartakistes d'Allemagne. L'État soviétique russe reflue : les soviets ne sont plus des assemblées populaires tumultueuses, mais des réunions sous contrôle, et Lénine dit alors opter pour un « capitalisme d'État» afin de tenir dans un monde toujours en guerre. Son centre n'est plus Piter la rouge, mais Moscou, et à Moscou le Kremlin. L'impérialisme allemand tente de saisir l'Ukraine et de vassaliser la Géorgie – il échouera. La dictature du prolétariat est renversée en Finlande sans que les bolcheviks ne l'aient jamais reconnue pour ce qu'elle était. C'est le reflux de la première vague. Mais *l'Achéron est en mouvement* comme disait Rosa Luxemburg à la suite de Ferdinand Lassalle : il y aura d'autres vagues.

La seconde vague mettra fin, enfin, à la boucherie impérialiste commencée en août 1914. Elle commence d'une certaine façon à Sviajsk, quand l'armée rouge naissante conduite par Trotsky sauve la République, de peu, et que commence la forme militarisée de l'État soviétique. Dans les semaines qui suivent, les mutineries de masse mettent fin à la guerre en Bulgarie, puis l'Autriche-Hongrie éclate. A Berlin, des manifestations de masse largement impulsées par les Délégués révolutionnaires des usines et les spartakistes renversent le second Reich le 9 novembre, vraie date de la fin de la guerre. Mais la social-démocratie contrôle les *räte*, soviets et conseils, de soldats, et s'en sert pour préserver le dernier cercle de l'État qu'est la caste des officiers, et prétendre stopper la révolution à son stade « démocratique ». Ceci ne réalise pas la démocratie mais sauve l'État autoritaire, dont les milices et les corps francs assassinent Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, la première grande critique du régime bolchevik qui avait écrit que de toute façon, « *les bolcheviks sont les premiers qui peuvent dire avec Hutten : j'ai osé !* ». Sous les coups des corps francs et les chenilles des chars, les conseils ouvriers sont écrasés une ville allemande après l'autre, et le gouvernement d'unité ouvrière nationale de Hongrie, né de circonstances exceptionnelles et qui n'avait pas détruit l'État existant, est battu par les troupes françaises. C'est le reflux de la seconde vague : il aboutit au traité de Versailles. En Russie soviétique, l'espoir de la jonction avec la révolution allemande et européenne aura été de courte durée, et début 1919 la guerre civile bat son plein, la forme militaire et policière de l'État s'accentue, ainsi que sa contamination par la domination nationale russe, qui fait perdre l'Ukraine soviétique et son blé au printemps. A nouveau, la République rouge semble menacée de mort.

La troisième vague a d'abord eu comme points d'appuis la résistance des paysanneries russe, ukrainienne, sibérienne, contre les blancs, et la victoire finale de l'armée rouge, et la résistance des ouvriers allemands à travers notamment la continuation de leur parti traditionnel en rupture avec la bourgeoisie, dans l'USPD, Parti Social-Démocrate Indépendant - alors, de fait, le plus puissant et prometteur des partis ouvriers, devant le parti bolchevik de plus en plus étatique et étatisé. Au printemps 1920, le putsch de Kapp en Allemagne rencontre la grève générale et la recherche par la classe ouvrière d'un gouvernement ouvrier de front unique. C'est une grande victoire mais les leçons

n'en sont pas tirées par le second congrès, premier grand congrès, de l'Internationale Communiste, grisée par l'offensive de l'armée rouge sur Varsovie qui, le congrès fini, se termine en fiasco : ce sont les masses qui font les révoltes, pas les baïonnettes. Néanmoins, la poussée révolutionnaire se poursuit en Europe, avec la formation de Partis communistes de masse en Allemagne, France, Tchécoslovaquie. Mais la scission d'un socialisme italien se voulant pourtant communiste, au moment où apparaissent les bandes fascistes, annonce une grande défaite. Et alors que le parti allemand s'engageait dans une politique de front unique, il est littéralement court-circuité par des émissaires incontrôlés venus de Moscou qui le font déraper dans l'offensive putschiste de mars (*Marzaction*). Exactement au même moment, la Russie soviétique semble imploser : le maintien du régime étouffant du soi-disant « communisme de guerre » a abouti à des révoltes, ce sont alors Cronstadt et aussi l'annexion militaro-bureaucratique de la Géorgie, elle aussi réalisée par des émissaires incontrôlés. Fin de la troisième vague.

Il y eut une quatrième vague. Plus lente, plus profonde, mais sans doute potentiellement plus puissante, car riche des expériences des vagues précédentes. La Russie rouge devient l'URSS fin 1922 -une appellation a-nationale imposée par Lénine contre Staline. Depuis début 1921 et la famine causée par les années de guerre et la réduction des emblavures durant la guerre civile et ses réquisitions (pas seulement celles des rouges), la NEP (Nouvelle Politique Économique) est un abandon des utopies militaristes du communisme de guerre, un capitalisme sous cloche (le monopole d'État du commerce extérieur) avec une industrie lourde d'État. En fait, je vais y revenir, la bureaucratie s'étend comme un cancer. Mais la direction politique – Lénine et Trotsky avant tout – impose à l'Internationale Communiste, en 1921-1922, la politique du front unique ouvrier : combat pour l'unité avec la social-démocratie, d'abord défensive contre la pauvreté et les menaces de guerre. Ceci répond à un puissant besoin venu d'en bas – le front unique n'est pas une invention soviétique, son premier inventeur fut Paul Lévi que le III^e congrès de l'IC ne réintègre pas, et son premier grand praticien fut le syndicaliste réformiste Edo Fimmen. Ainsi, sauf en Italie où le fascisme l'écrase, la classe ouvrière reconstitue ses forces, et le passage de la défensive à l'offensive s'annonce : arrive alors le mot d'ordre apparu en Allemagne en mai 1920 du gouvernement ouvrier, ou, par exemple en Bulgarie, ouvrier et paysan. Quand l'occupation de la Ruhr produit l'hyperinflation allemande, la question du pouvoir est posée et, déjà, les bandes nationales-socialistes inspirées par les fascistes lui proposent une réponse contre-révolutionnaire. La grève générale d'août qui renverse le gouvernement Cuno montre ce qui est possible. Pour la dernière fois, l'appareil soviétique va se mobiliser pour faire une révolution : Staline retourne temporairement au néant, Trotsky et Zinoviev (Lénine est paralysé) s'accordent pour tenter un « Octobre allemand », l'Octobre allemand qui rouvrirait la marche de l'histoire. Sans doute tenté déjà un peu tard, mais aussi parce que la conception bolchevique déjà marquée d'étatisme ne saisissait pas toute la place du front unique et de l'aile gauche de la social-démocratie, il n'aura pas lieu.

Avec la fin de la quatrième vague, s'achève le premier âge de la révolution prolétarienne en Europe et, par là, dans le monde. Derrière cet avortement de l'histoire, Hitler et Staline vont monter. Voyons d'abord Staline.

D'Octobre à Hitler : Thermidor et la formation sociale stalinienne.

La République rouge de Russie n'a bien entendu jamais été l'Arcadie de la démocratie absolue, mais un premier essai que Lénine tenait pour nécessairement très imparfait. Le pouvoir des soviets n'a réellement existé qu'au début : Brest-Litovsk le fait régresser puis la guerre civile lui donne la forme

militarisée, policière et monolithique d'un pur appareil d'État, non des soviets qui ne sont plus qu'une légende. La bureaucratie, comme couche sociale, est dénoncée par les Communistes de gauche (issus de la majorité du parti initialement hostile à Brest-Litovsk) dès le printemps 1918. L'héritage du passé, la pression de la division du travail, la pénurie et l'encerclement ne pouvaient avoir d'autre effet. C'est donc sur l'arène de la révolution européenne et mondiale que la nature de l'URSS s'est jouée. L'antagonisme entre l'appareil bureaucratique d'État, tenu par le parti, et la majorité paysanne et ouvrière, a failli produire un Thermidor à chaud, lors de Cronstadt. Le Thermidor à froid se déploie ensuite progressivement et prend le dessus fin 1923-début 1924.

Dans ce processus, se forme l'appareil stalinien proprement dit. A l'origine, il s'agit d'un réseau clientélaire de chefs locaux militaires et politiques, formé à Tsaritsyne (Stalingrad, Volgograd) et étendu sur le Caucase, responsable de l'annexion géorgienne début 1921, et qui s'installe au cœur de l'appareil du parti et de l'État à la faveur de la crise de fin 1920-début 1921. Le secrétariat général, donné à Staline après avoir failli l'être à Smirnov au congrès du parti de début 1922, d'instance soi-disant purement fonctionnelle et administrative, devient le centre du pouvoir réel. L'appareil stalinien prend en main toute la bureaucratie, puis assiège et séquestre littéralement Lénine malade qui est entré en lutte contre lui, son dernier combat. Il n'est pas consciemment thermidorien : il s'agit du pouvoir pour le pouvoir, et de la montée des priviléges qui vont avec.

Par « Thermidor » proprement dit, ainsi que Trotsky l'a reconnu après coup onze ans plus tard, nous entendons le moment où le pouvoir bureaucratique incontrôlé s'émancipe des pressions prolétariennes et du contrôle de la « vieille garde » bolchevique. Il fait directement suite à la non-réalisation de l'Octobre allemand : plus jamais l'URSS n'appuiera une révolution. L'Opposition de gauche, formée alors par Trotsky dans le prolongement des injonctions de Lénine au début de l'année, est battue par la pression administrative et les votes truqués. Lénine meurt, la promotion « appel de Lénine » noie les vieux militants dans une masse de carriéristes illettrés. L'appareil stalinien prend en main l'Internationale Communiste au nom de sa « bolchevisation », et se risque au seul acte de créativité théorique de son histoire en mettant en avant, fin 1924, une perspective nouvelle, contraire à toute la tradition marxiste : la construction du « socialisme dans un seul pays », qui signifie que la révolution prolétarienne mondiale n'est ouvertement plus le but, et que les PC seront mis au service du « seul pays ». Ce « tournant obscur » (Victor Serge) forme un ensemble cohérent : l'État « soviétique » a coupé ses racines. Il n'est plus l'État né d'Octobre, mais son antithèse qui se développe en son nom.

« Thermidor » signifiait, pour Trotsky, la fin de la période révolutionnaire déterminée par l'activité des larges masses. Mais la référence à la fin de la Révolution française correspond à une confusion : si l'on considère cette révolution comme « bourgeoise » (ce qui, par ailleurs, se discute), alors Thermidor puis Brumaire ne mettent pas fin du tout à la domination bourgeoise, bien au contraire. L'exercice bureaucratique et même monocratique (bonapartiste) du pouvoir n'a pas la même signification pour le prolétariat que pour la bourgeoisie. Pour le prolétariat, il signifie le contraire de son épanouissement politique, la perte totale du pouvoir, à travers la disparition de toute démocratie : la démocratie n'est donc pas une abstraction formelle, mais la réalité vivante du caractère prolétarien du pouvoir. D'autre part, le Thermidor soviétique ne se situe pas dans la même situation historique globale que le Thermidor français. Le capitalisme comme mode de production domine le monde, à travers et comme expression de la loi de la valeur et de la production de marchandises par les travailleurs salariés. Une couche sociale bureaucratique au pouvoir s'émancipant du prolétariat ne reste pas dans un vide intermédiaire, mais se soumet par là même à

cette domination mondiale. Il est assez naturel que les courants du parti bolchevik désormais soumis à la bureaucratie aient, tous, considéré que le danger était celui d'une restauration des couches sociales récemment expropriées, capitalistes et propriétaires fonciers : en ce sens, pour Trotsky, la « droite » boukharinienne a pu sembler, jusqu'à la fin des années 1920, plus dangereuse que le « centre » stalinien. Mais la transformation de la bureaucratie au pouvoir s'émancipant de tout contrôle prolétarien en une bureaucratie faisant fonction du capital en tant que force sociale mondiale, pouvait prendre d'autres formes que cette restauration élémentaire.

Tel fut l'enjeu des luttes internes au parti bolchevik tentant de survivre, et à l'Internationale Communiste, dans les années 1923-1929. Le courant trotskyste n'est au fond pas né avec l'initiative de Trotsky lançant la déclaration des 46, fondateurs de l'Opposition de gauche en novembre 1923, mais du dernier combat de Lénine ; il représentait directement la tradition d'Octobre et la résistance prolétarienne à Thermidor, rejoint dans cette lutte par les restes des oppositions antérieures (décistes et Opposition ouvrière). Le courant zinoviéviste représentait les couches de la bureaucratie se considérant subjectivement comme dépositaires d'Octobre et ne voulant pas avaliser Thermidor et le « socialisme dans un seul pays ». Le courant boukharinien installé au contraire dans ce cadre, envisageait un développement lent, et la fin des violences sociales. Ces courants étaient des courants politiques authentiques. Le « centre » stalinien, faction du pouvoir pour le pouvoir, a d'abord combattu les courants se situant le plus sur le terrain d'Octobre, puis a engagé, à partir de janvier 1928, une fuite en avant violente visant à asservir la paysannerie et généraliser le salariat, en présentant la chose comme étant la « construction du socialisme ».

Ce tournant décisif se produit juste après l'exclusion et la répression finales contre l'opposition de gauche, complétées par la capitulation de Zinoviev, qui sera suivie d'autres capitulations de militants prenant la collectivisation pour un tournant « gauche » (parmi eux : Smilga, Preobrajensky, Piatakov, et la capitulation tenue pour la plus obséquieuse et cynique, celle de Radek). Et il se produit aussi juste après la défaite profonde de la révolution prolétarienne en Chine, provoquée par l'alliance, voulue par Moscou, du PC chinois et du Guomindang bourgeois (il n'était pas prévu que dans les convulsions qui suivront, un appareil spécifique se formerait à la tête d'armées rurales, celui de Mao). La défaite de la gauche en URSS et l'évitement d'une nouvelle révolution prolétarienne, cette fois-ci dans le vaste monde non-européen, étaient, pouvons-nous dire après coup d'un point de vue historique large, les préconditions pour que le tournant vers la collectivisation s'effectue avec un minimum de risque, encore élevé néanmoins, pour le pouvoir en place en URSS.

Le gros du tournant se déroule fin 1929-début 1930, après la défaite finale de l'aile droite. Il consiste en une prise d'assaut des villages par des commandos « collectivisateurs », instaurant une quasi guerre civile, qui force Staline à battre en retraite au printemps (le « *vertige du succès* » !), mais seulement pour continuer à un rythme moins frénétique, la paysannerie ayant déjà été totalement déstabilisée. Sous le nom de « collectivisation », toutes les formes réellement collectives, qu'elles soient ancestrales ou issues d'Octobre, sont détruites, et la population est expropriée de ses conditions d'existence. La commotion ainsi produite provoque l'exode des jeunes vers les villes et les chantiers, stimulant une industrialisation rapide et brinquebalante, appelée après coup « planification » bien que rien n'ait été réellement programmé et planifié. L'inflation galopante comprime les salaires au moment précis où le salariat est généralisé. Le marché est partout présent, dans les pores de l'économie prétendument planifiée : marchés kolkhoziens, marchés des lopins privés, marché noir, marché gris, contrebande, accords entre bureaucraties, fiefs semi-privés jusqu'à dans le Goulag, etc. Ce n'est donc pas un « capitalisme d'État » - une formation sociale qui n'a jamais

existé – mais bien un capitalisme *sui generis* qui se développe par une accumulation rapide et forcée, centrée sur le capital fixe, qui sue par tous ses interstices des relations de marché, tout en étant privée de connexion directe au marché mondial des capitaux et d'un système de crédit distinct de l'État.

Le tournant vers cette forme *sui generis* de capitalisme officiellement sans capitalistes, géré et parasité par la bureaucratie stalinienne, a mis le pays à feu et à sang et, correspondant à une orientation « ultra-gauche » de violence verbale et physique contre les autres courants du mouvement ouvrier affublée de la fallacieuse formule « classe contre classe », il est contemporain de la montée du nazisme en Allemagne. Ces deux faits – en résumé le spectre de la famine et celui du nazisme – suscitent un profond mécontentement dans de larges couches de l'appareil dirigeant, dont l'idéologie se réclame d'Octobre. C'est dans ce contexte que s'esquisse un Bloc des oppositions, connu depuis les recherches de Pierre Broué, dès 1980, dans la partie jusque-là fermée des archives de Trotsky à Harvard, composé des trotskystes, des capitulards trotskystes sincères revenant sur leur capitulation de 1929 (Smirnov), des zinoviévitistes, bloc prévoyant de s'étendre au groupe de Safarov (des ex-zinoviévitistes ayant capitulé plus tard que Zinoviev), et, fait important, comprenant d'anciens partisans de Staline affolés par la situation (Sten, Lominadzé) et ayant des contacts dans la direction du KPD, le PC allemand (Neumann). Se forme aussi, à partir cette fois-ci de l'aile droite, un courant animé par Martemian Rioutine et Alexandre Slepkov, anciens ultra-droitiers, dont le programme est clair : renverser Staline, stopper la collectivisation, refonder le parti par un congrès démocratique avec retour de tous les opposants dont Trotsky. Fin 1932 la répression brise la plate-forme Rioutine, casse le bloc et refait capituler Zinoviev et Kamenev. Mais Staline n'obtient pas la mise à mort de Rioutine : l'appareil du parti apparaît, malgré sa dégénérescence, comme inapte à aller au bout de ses désirs, qui sont alors ceux d'un despote paranoïaque, mais qui correspondent socialement à l'érection d'un ordre de terreur sur une masse de travailleurs surexploités.

En fait, la répression inachevée contre le réveil des oppositions bolchéviks qui ne voulaient pas de la famine et du nazisme, sera efficace parce que vont justement passer la famine et le nazisme.

C'est en effet aussi fin 1932 qu'une série de décisions incroyables, visant à exporter des grains coûte que coûte et à prélever toutes les récoltes, semaines comprises, provoquent en entière connaissance de cause la famine génocidaire appelée *Holodomor* (4 millions de morts en Ukraine). Le Holodomor est l'acmé d'un cycle de famines commencé en 1930 au Kazakhstan et en Mongolie, et étendue à toutes les terres noires à blé de Russie, dont le Kouban qui est, du coup, « désukrainisé ». Les affamés sont enfermés sur leur territoire : contre leurs migrations désespérées, et en général contre les mouvements nomades de dizaines de millions de travailleurs déracinés marchandant le prix de leur force de travail, sont mis en place tout le système des passeports intérieurs (*propyska*) caractéristiques de l'URSS jusqu'à sa fin. Le déracinement et les déportations, et la famine, ont permis d'écraser le prolétariat soviétique, ou pour mieux dire d'accoucher d'un prolétariat écrasé, apte maintenant à produire de la plus-value investie dans l'essor industriel et les infrastructures et alimentant une bureaucratie en pleine dilatation.

D'Octobre à Hitler : la montée du nazisme.

Cette catastrophe en forme de mensonge déconcertant est parallèle à la catastrophe allemande. Trotsky finira par parler, à la fin des années 1930, d'Hitler et de Staline comme des « étoiles jumelles ». Il y a cependant un ordre de causalité entre eux : Staline n'a certainement pas anticipé tout ce que ferait Hitler au pouvoir, mais il a clairement créé les conditions de sa victoire.

La candidature au pouvoir du NSDAP a été affirmée fin 1923 lors du « putsch de la brasserie », dans les conditions immédiates créées par l'échec de l'Octobre allemand. Le NSDAP est, du côté de la contre-révolution, le produit final des années 1917-1923 en Allemagne. Jusqu'en 1928-1929 ce parti est en veilleuse, mais avant même le krach boursier et le chômage massif, il commence son ascension : la classe ouvrière est paralysée par l'affrontement SPD/KPD, stalinisme versus social-démocratie, et les forces visant la liquidation du traité de Versailles le mettent en avant, avec un ample soutien financier et médiatique (la presse Hugenberg). La crise politique du régime weimarien, régime parlementaire combiné à l'État prussien, amplifiée par la crise économique, voit la formation du gouvernement Brüning, « au-dessus des partis », qui fonctionne par décrets-lois, et le NSDAP en pleine ascension est une pièce du dispositif. Les élections de septembre lui donnent d'un coup 18% des voix et le placent au centre de l'attention générale ; il est alors clair – mais Trotsky est un des rares à l'expliquer nettement – que des masses petites-bourgeoises désespérées veulent un changement de régime qui constitue une menace mortelle pour le socialisme, la démocratie et la culture. Leurs fantasmes peuvent coïncider avec les intérêts du grand capital allemand : écraser la classe ouvrière pour reprendre une expansion impérialiste.

Durant toutes les années de montée du nazisme, le KPD maintient la ligne du « social-fascisme » faisant de la social-démocratie l'adversaire principal, expliquant souvent que l'arrivée au pouvoir de Hitler ne serait pas grave car elle précéderait de peu celle des communistes, combinée à un programme de « libération nationale et sociale » et de « révolution populaire » qui prétend répondre aux aspirations de la base nazie. On a beaucoup glosé (et nos « essayistes italiens » glosent eux aussi dans le *Vol de Piatakov*) sur la « ligne Schlageter » de Radek en 1923, mais la « ligne Scheringer » (du nom d'un militaire nazi qui se rapproche des communistes) en 1930-1933 a historiquement infiniment plus d'importance. A deux reprises et à grande échelle, c'est le « front unique » ... avec les nazis, lors du plébiscite prussien contre la social-démocratie en 1931 (la base ne suit pas, elle s'abstient), et lors de la grève des transports à Berlin fin 1932. En même temps, les militants communistes se battent contre les nazis, surtout fin 1931, détruisant des repaires SA comme à Neuköln, ou réalisant localement le vrai front unique comme à Brunswick, mais une circulaire interne du 10 novembre 1931 ordonne de mettre fin à ces combats.

La ligne imprimée au KPD par Staline ne vise sans doute pas délibérément à la victoire de Hitler, mais celle-ci n'aurait pas été possible sans elle. Ce dont Staline ne veut pas, c'est d'un gouvernement allemand tourné vers l'ouest, notamment social-démocrate ; il est très clair qu'il lui préfère tout gouvernement de droite dure hostile au traité de Versailles. En outre, de manière de moins en moins inconsciente, mais fondamentale, le fait est que la victoire du front unique sur les nazis aurait rouvert la voie à la révolution, constituant un danger direct pour la bureaucratie. La légère progression du vote communiste durant ces années en Allemagne, s'explique par le vote d'électeurs sociaux-démocrates mécontents, qui n'ont aucun autre moyen d'exprimer leur aspiration à l'unité. Les brochures de Trotsky qui y appellent ont des centaines de milliers de lecteurs, mais pas de support organisationnel réel derrière elles. Dans les dernières semaines, trop tard, se forme un parti social-démocrate dissident qui appelle au front unique, le SAP.

Lorsque Brüning voulant se libérer de la pression nazie dissout les SA, le président Hindenburg, qui veut la prolonger, dissout à nouveau le Reichstag où les nazis culmineront à 37%, et le remplace par von Papen, qui met en œuvre la liquidation du gouvernement social-démocrate de Prusse et autorise les patrons à fixer arbitrairement les salaires. La grève des transports berlinois est le sommet de la vague de grèves qu'il a ainsi provoquée. L'alliance communistes/nazis dans cette grève empêche la

classe ouvrière de lui donner sa portée politique, contre von Papen et les nazis. Ceux-ci lui ont retiré leur soutien, soutenus par les secteurs réactionnaires qui veulent un ordre corporatiste et dirigiste et non une déréglementation « libérale ». Le Reichstag est encore dissous et les nazis alors reculent à 33% des voix, ce qui est vécu comme la fin de leur ascension.

C'est en fait ce recul ultime des nazis qui convainc Hindenburg et le grand patronat qu'il faut les porter au gouvernement, maintenant. Le gouvernement von Schleicher est l'ultime variante de bonapartisme pré-nazi ; il prétend réaliser l'association capital-travail, mais indispose les milieux prussiens en prétendant faire des redistributions foncières. Dans les derniers jours de janvier, les SA annoncent qu'ils vont défiler devant le siège du KPD, qui renonce au combat ; son siège est ensuite pris par la police. Les contre-manifestations séparées du KPD puis du SPD rassemblent des centaines de milliers de travailleurs, et dans chacune est présent le SAP dont les slogans unitaires sont repris. C'est alors, le 30 janvier, que Hitler est nommé chancelier.

Après quatre semaines d'une tension extraordinaire mais où il ne se passe pas grand-chose, l'incendie du Reichstag, provoqué par un jeune conseilliste hollandais qui voulait donner le signal de la guerre civile, donne le signal de la curée des SA et de la police : le KPD s'effondre en quelques heures, sans résistance, avec des trahisons à tous les étages et des infiltrés nazis chasseurs de trotskystes sortant de l'ombre. Le tour de l'écrasement du SPD et des syndicats, déjà brisés, viendra quelques semaines plus tard, avec la destruction des syndicats kidnappés par l'*Arbeitsfront* le 1^{er} mai. C'est la plus grande défaite du prolétariat, de la démocratie et de la culture du XX^e siècle.

La relation organique, profonde, entre le destin de la révolution et de la contre-révolution en Russie et en Allemagne, est la trame de toute l'histoire que je viens de résumer à grand traits. Début 1933, Léon Trotsky, pour qui la victoire de Hitler et le suicide de sa fille Zinaïda, qui était en Allemagne, furent des drames combinés, blanchit ; selon Van Heijenoort, il comprend alors qu'il ne reviendra pas dans son pays et que son combat final a commencé, qui visera à préparer l'avenir. C'est alors, et alors seulement, qu'il s'oriente vers une Quatrième Internationale – seuls des ignares prétendant que celle-ci, bien entendu aux ordres de son chef comme l'était en fait l'appareil stalinien, est née dès qu'il fut hors d'URSS début 1929 (je parle bien entendu des auteurs du *Vol de Piatakov*).

Staline, lui, a cherché à maintenir les liens existants avec l'armée allemande depuis 1922 quand Hitler est arrivé au pouvoir : c'est Hitler qui n'a pas voulu. Sur le front intérieur, il s'agit pour lui de se débarrasser de la quasi-totalité des cadres et bureaucrates issus des années révolutionnaires et des suivantes : c'est une rupture générationnelle, par le sang, que l'expérience de la première partie des années 1930 impose. Dans la tête de Staline, cette nécessité impérieuse n'est certainement pas formulée en termes sociaux et politiques, mais en termes de peur et de vengeance : en 1932, il a senti le vent du boulet et n'a pu exercer la répression qu'il voulait. Maintenant qu'Hitler a gagné, il peut. Mais il n'est pas question de présenter la répression en termes d'affrontement politique : la calomnie, niant les contradictions de l'ordre bureaucratique faisant fonction du capital, est indispensable. Au grand mensonge du socialisme réalisé, s'ajoutera le grand mensonge des révolutionnaires calomniés et du plus grand trucage policier de l'histoire. Il est au cœur de la contre-révolution du XX^e siècle, et c'est pour cela que, malgré son discrédit universel, les contre-révolutionnaires du XXI^e siècle veulent le relancer.

Genèse des procès de Moscou.

L'assassinat de Kirov, membre de l'équipe dirigeante, chef de Leningrad ayant pris la place de Zinoviev en 1925, le 1^{er} décembre 1934, est le point de départ de la formation d'une « justice » d'exception visant tous les anciens cadres du parti. Force est d'admettre que l'assassinat lui-même demeure inexpliqué, soit qu'il ait été commandité directement par Staline, soit qu'il ait été un dérapage incontrôlé de complots et de contre-complots internes à l'appareil et impliquant Staline, soit qu'il ait été un acte individuel inattendu dont Staline a immédiatement saisi l'occasion, pour une répression directe et pour la préparation d'une répression beaucoup plus ample dans les années à venir. Pierre Broué et Jean-Paul Joubert dans les *Cahiers Léon Trotsky* penchaient, sans trancher, pour l'hypothèse d'un Kirov devenu un danger pour Staline, Jean-Jacques Marie ne la retenant pas, les premiers accordant un certain crédit à un récit très tardif de Marcel Body sur un émissaire que Kirov aurait envoyé à Sedov, fils de Trotsky, au printemps 1934.

Quoi qu'il en soit, en janvier de cette année-là, le XVII^e congrès appelé, par Kirov, des « vainqueurs » (vainqueurs de quoi ? de la paysannerie, au fond), onze mois avant cet assassinat, était ambigu : tous les opposants repentis présents, de Boukharine à Preobrajensky en passant par Zinoviev, signe d'apaisement pensait-on, y ont chanté les louanges de Staline, signe de soumission, qui aurait été le plus mal élu des membres du CC. Staline explique que « *La ligne générale a vaincu* », mais que le « *travail organisationnel* » reste à la traîne. Les délégués à ce congrès auront très majoritairement été liquidés 3 ans plus tard, remplacés par une nouvelle génération qui ne devait strictement rien, même comme privilégiés, à la révolution, et tout à Staline.

Cette génération – des jeunes comme Jdanov, installé à Leningrad, Khrouchtchev, installé à Moscou, Ejov, Malenkov, Béria ... et un vieil ex-menchevik à droite toute, Vychinsky, est promue courant 1935. Le premier « procès de Moscou », à huis clos le 16 janvier 1935, voit Zinoviev, Kamenev, Safarov et leurs camarades accepter la « *responsabilité morale* » de l'assassinat de Kirov. Des connections de l'assassin, déjà exécuté, avec Trotsky via un consul de Lettonie et avec les nazis, posent le premier jalon vers la théorie officielle du complot « hitléro-trotskyste » qui dominera à partir de 1936.

Dès 1935 tout se met donc en place, malgré une fausse impression de « détente » due surtout, premièrement, à la situation économique – le « bond en avant » des années 29-33 nécessite maintenant le passage à un essor technologique de la productivité du travail, ce qui devient, pour longtemps, le point de blocage – et, deuxièmement, à la nécessité pour Staline de créer des conditions de choc permettant une purge globale de tout l'appareil du parti et de l'État, à ses yeux mal contrôlé et inapte à maîtriser complètement cette société en mouvement.

Le premier procès public de Moscou.

C'est aussi en décembre 1934 que l'orientation vers les « Fronts populaires » est généralisée, avec la décision de tenir un congrès-parade de l'IC avec Dimitrov en vedette. Ce tournant a deux causes : la victoire nazie en Allemagne oblige l'URSS à un réalignement diplomatique vers les puissances occidentales « démocratiques » garantes de l'ordre du traité de Versailles : Royaume-Uni, France, États-Unis - tout en gardant d'ailleurs de cordiales relations avec le régime fasciste en Italie, et en tentant toujours de maintenir des liens avec l'Allemagne, ce qui était l'une des missions du diplomate officieux de Staline qu'est alors Radek. L'autre cause est la pression ouvrière d'en bas, dans toute l'Europe, devant la victoire de Hitler, pour l'unité, qui impose notamment en France une unité d'action PC/SFIO ; les « Fronts populaires » dévieront cette unité, au nom de l'« antifascisme », vers les partis bourgeois supposés être attachés à la démocratie, dans le cadre de la nouvelle ligne

diplomatique : au nom de l'antifascisme, il ne faut surtout pas faire la révolution, ce qui, au final, nourrira les victoires du fascisme.

Ainsi, la préparation lente de purges massives visant l'appareil et avant tout les « vieux-bolcheviks », et le tournant, amorcé en 34, effectif en 35, vers les Fronts populaires, sont les deux faces d'une même politique qui aboutira au massacre des communistes, au nom de l'antifascisme et dans le plus grand déchaînement de calomnie de l'histoire.

Le premier procès de Moscou est préparé confidentiellement à partir de mai 1936, par Staline, Ejov et Vychinski, court-circuitant le chef du NKVD lagoda, avec l'arrestation d'Holtzman (ou Holzman, ou Goltzman), qui avait réalisé des liaisons entre Trotsky et Smirnov, et il est sans doute retardé par la résistance de Smirnov, qui, on le sait aujourd'hui, « capitulera » après avoir aperçu sa fille entre les mains des nervis du GPU. Le procès public est annoncé le 14 août et se tient les 19-21 août sous l'égide du procureur Vychinski. Les accusés sont avant tout Zinoviev et Kamenev, et leurs camarades Evdokimov et Bakaiev, et l'ancien secrétaire de Zinoviev Pikel, ainsi que Reingold. Les ex-trotskystes sont Smirnov, Mratchkovsky, Ter-Vaganian, tous héros de la guerre civile, Dreitser, et Holtzman. On a ensuite une série de personnages obscurs liés au GPU et au monde de la provocation : Fritz-David, Berman-Yourine, les frères Moïsé et Nathan Lourié, et un Valentin Olberg qui s'était proposé comme secrétaire de Trotsky en 1930 et avait été éconduit, soi-disant envoyé en URSS avec un passeport hondurien fourni par les nazis pour le compte de Trotsky avec mission d'assassiner Staline ...

Notons bien qu'on a là quatre russes, un arménien, et pas moins de onze juifs. L'accusation et les aveux consistent en une transposition « terroriste » du Bloc des oppositions de 1932 rebaptisé « *centre terroriste trotskyste-zinoviéviste* » –Staline a vraisemblablement appris son existence en 1932 et a rongé son frein pendant 4 ans. Ils disent avoir tué Kirov et voulu tuer Staline et toute une brochette de dirigeants (où manque Molotov), sur ordre de Trotsky, le tout par « *soif du pouvoir* ». Ils avouent être devenus « *fascistes* » sans expliciter les liens supposés avec l'Allemagne. Ils mettent en cause les droitiers historiques Boukharine, Rykov, Tomski qui se suicide, ainsi que Piatakov, Radek et quelques autres. Dans sa « plaidoirie » finale, Vychinski appelle à « *fusiller ces chiens enragés* », « *vils aventuriers* », « *vipères lubriques* », etc., ce qui est fait le 23 août pour tous les 16, avant même que n'expire le délai d'appel officiellement prévu.

Du premier au second procès.

Ce premier procès public fut un évènement médiatique mondial : c'est la première fois depuis 1917 qu'il est autant question de la Russie. Il est évident qu'il annonce d'autres procès analogues, désignant Trotsky comme mal absolu, spectre de tous les complots. Or Trotsky, alors réfugié en Norvège, a été ciblé début août par une tentative d'intrusion des nazis norvégiens, puis a vu les autorités réformistes de Norvège se retourner contre lui, sous la double pression de l'URSS qui fait du chantage au commerce extérieur, et des nazis : à partir du 2 septembre il sera en résidence surveillée, privé des moyens de s'exprimer publiquement. Il n'y a pas de demande soviétique officielle d'extradition car ceci demanderait une procédure judiciaire où l'accusé pourrait s'exprimer, mais il est clair que le risque pour lui est d'être expulsé sans visas et sans destination, avec possibilité d'être embarqué par le GPU. A l'automne 1936, Trotsky dans des lettres à l'avocat Puntervold, montre qu'il a vu venir, gros comme une maison, une nouvelle provocation mettant en cause Piatakov et lui. Remarquons, pour en situer tout de suite le niveau, que pour les auteurs du *Vol de Piatakov*, c'est là une preuve de culpabilité, de même que l'infiltration nazie dans la police norvégienne n'est pas pour eux un danger pour Trotsky, mais un atout ...

En effet, fin novembre, s'ouvre en URSS un procès, à Novosibirsk, suite à des explosions dans les mines de Sibérie, qui met en cause le vice-ministre de l'Industrie lourde qu'est alors Piatakov, déjà incriminé au premier procès de Moscou. Fin septembre, Staline a viré lagoda de la tête du NKVD et l'a remplacé par Ejov, tout en reprochant aux services de sécurité d'avoir « *quatre ans de retard* », ce qui renvoie à 1932. Le nouveau procès qui se prépare devra à la fois porter sur le présumé sabotage industriel et viser beaucoup plus directement encore Trotsky. Mais le 7 décembre 1936, le président mexicain Cardenas, véritable démocrate anti-impérialiste, après avoir nationalisé le pétrole nord-américain et brisé le premier cercle de la non-intervention en Espagne, a accordé l'asile à Trotsky, honneur pour le Mexique, qui pourra sortir du traquenard norvégien et accoster à Tampico le 9 janvier 1937.

Outre le passage de Trotsky au Mexique, l'autre scenario imprévu par les metteurs en scène de Moscou se déroule en Espagne depuis juillet : le coup d'État militaire de Franco, ourdi à l'ombre protectrice du gouvernement de Front populaire, a été déjoué par le soulèvement révolutionnaire des ouvriers et des paysans socialistes et anarcho-syndicalistes dans les deux tiers du pays. L'histoire souvent sommaire des manuels oublie de rappeler qu'au départ, quand seul le Mexique ne suivait pas la « non-intervention », c'est-à-dire le désarmement des ouvriers et des paysans devant les canons et les avions de Franco et, déjà, de Hitler et de Mussolini, celle-ci a eu pour premier champion l'URSS. C'est seulement à partir de septembre 1936, quand est évitée la formation d'un gouvernement Caballero socialiste/anarchiste et syndical, et qu'à la place se forme le gouvernement Caballero comprenant ministres communistes et républicains bourgeois avec les socialistes et anarchistes, puis après que ce gouvernement ait, en octobre, transféré les réserves d'or de la Banque d'Espagne à Moscou, que les livraisons d'armes gagées sur cet or, d'hommes, de conseillers et d'agents du GPU, commencent à grande échelle.

Or, dans l'intervalle de la « non-intervention » soviétique, qui fut politiquement décisive pour asseoir et légitimer la « non-intervention » française et britannique, il est vraisemblable que se produisit dans l'appareil du PCUS une vague d'inquiétude faisant écho à ce qu'il avait connu au temps de la montée de Hitler. Un article de Karl Radek dans les *Izvestia* des 4-5 septembre en aurait été selon Pierre Broué la manifestation, critiquant entre les lignes la politique de non-intervention et appelant à la guerre antifasciste. Karl Radek, qui par ailleurs hurle avec les loups contre les accusés du premier procès, signe là, selon Pierre Broué, sa future comparution au second procès, qui aurait peut-être eu lieu de toute façon car, comme Piatakov, son profil d'ancien oppositionnel rallié, jouant quant à lui un grand rôle dans la diplomatie officieuse, en fait une cible idéale, pour mettre au pas le parti. Il semble qu'il y a eu une vraie hésitation de Staline et des sommets à propos de l'Espagne : intervenir non seulement supposait un gouvernement capitaliste et non pas révolutionnaire à soutenir, mais conduisait à renvoyer à plus tard toutes les démarches officieuses de liaisons avec l'Allemagne nazie, que Radek connaissait bien pour y avoir été impliqué. Boukharine, le 6 juillet, avait lui aussi écrit dans le sens de l'affrontement avec l'Allemagne ; mouillé par les accusés du premier procès, il est officiellement disculpé le 10 septembre. Bref et illusoire répit.

Car la mise en pas de l'appareil, par une purge que le second procès va démarrer et qui sera la *Ejovcina* de l'année 1937, est sans nul doute l'objectif poursuivi, non réalisé à l'issue du premier procès. Si le premier procès a été avant tout celui du courant zinoviéviste et des ex-trotskystes, et si le troisième sera avant tout celui de la droite, le second ne vise pas des courants politiques, mais l'appareil comme tel, à travers des figures d'anciens oppositionnels y jouant un grand rôle, Radek dans la presse et la diplomatie, Piatakov dans l'Industrie lourde. Le vrai résultat du second procès est

la mort d'Ordjonikidze, autrefois vieux complice de Staline dans le Caucase, devenu baron de l'industrie lourde, qui tentait de protéger ses subordonnés et qui aurait, au XVII^e congrès, défendu un rythme moins rapide et moins violent d'industrialisation. Piatakov était son n°2. Ordjonikidze est retrouvé mort, suicidé, poussé au suicide ou assassiné, après le passage chez lui d'une équipe de séides de Staline menée par Poskrebitchev, le 18 février 1937. Sa famille et son clan sont liquidés par Béria, qui commence son ascension, dans les semaines qui suivent.

Le second procès.

Le second procès, les 23-30 janvier 1937, a pour accusés vedettes Piatakov et Radek, ainsi que Sokolnikov, vieux bolchevik et important administrateur économique qui fut, sans trop insister, zinoviéviste, avec deux ex-trotskystes, Serebriakov et Mouralov, et deux ex-décistes (mais qui furent assimilés à des trotskystes au procès), Drobnis et Bogouslavski, un agglomérat impressionnant de hauts dirigeants techniques, des transports (Livchitz, ancien oppositionnel, Kniazeff, Turok), de l'industrie chimique (Rataitchak, Norkine), les responsables des mines du Kouzbass (Chestov, ancien oppositionnel, Stroilov), et le directeur d'un combinat d'engrais azoté (Pouchine), et enfin deux personnages obscurs, Arnold et Hrashe. 7 juifs sur 17, dont Radek et Sokolnikov. Le thème central est le « *Centre trotskyste parallèle* », pure invention cette fois-ci, qui aurait été créé sur ordre de Trotsky pour doubler le « Centre » jugé au premier procès, occasionnant notamment un voyage de Piatakov allant voir Trotsky en Norvège en décembre 1935 avec l'aide des nazis. Les accusés du second procès eux aussi ont assassiné Kirov et voulaient tuer les dirigeants soviétiques (Molotov réapparaît dans la liste des cibles !).

Piatakov et Radek tentent d'expliquer que, tout en obéissant à Trotsky (ce mystérieux lien d'obéissance relève du complotisme tout en singeant l'obéissance des petits chefs à Staline), ils ont tenté de le contredire à propos de son alliance avec les nazis et les généraux japonais, notamment avec Rudolf Hess, leur promettant l'Ukraine, de larges portions du territoire soviétique et la « *restauration du capitalisme* ». Pour préparer l'invasion nazie, il leur fallait organiser des « *diversions* » consistant à saboter l'économie.

C'est le second aspect essentiel du procès. Tous les déraillements de trains, l'écoulement saccadé des marchandises, la présence de verre pilé dans le beurre ... sont le résultat du sabotage trotskyste au service de Hitler : une théorie du complot qui vaut ce qu'elle vaut est ainsi offerte pour expliquer que tout aille mal quand Staline a dit que tout allait bien.

Les 17 sont condamnés à mort sauf 4 : les obscurs Stroilov (8 ans) et Arnold (5 ans) ainsi que Radek et Sokolnikov (10 ans) (signalons une négligence étonnante des annotateurs de l'édition Syllépse du PV de la commission Dewey supposant que Rasche serait Yvan Vratchev, ex-oppositionnel survivant encore en 1991, puisque Rasche fut exécuté ...).

Radek fut, avec le procureur Vychinski, la vedette du procès, accusé-accusateur, faisant remarquer avec insolence et bouffonnerie que toute l'accusation reposait sur les aveux de lui-même et de Piatakov, deux menteurs. Ils reposent aussi sur un troisième personnage, Vladimir Romm, un curieux « témoin » aux mains du GPU lors des deux procès, correspondant de l'agence Tass à Washington et polyglotte, qui se présente comme ayant été l'intermédiaire entre Trotsky et Radek en 1932, transmettant à Radek les consignes d'assassiner Staline, et prétend avoir rencontré Trotsky fin juillet 1933 ... au bois de Boulogne !

Radek et Sokolnikov auraient été massacrés, plus tard, par des codétenus, avec le consentement de la hiérarchie.

La commission Dewey.

C'est au moment du second procès et dans les semaines qui suivent que Trotsky a enfin eu la possibilité de contre-attaquer. A partir de diverses initiatives venues des trotskystes ou de quelques socialistes de gauche et syndicalistes, se forme, fin 1936, un Comité de défense aux États-Unis, avec des figures littéraires comme John Dos Passos, comité qui accouchera, début mars 1937, d'une Commission d'enquête se voulant impartiale, fondée sur le principe que les accusés, en l'occurrence Trotsky et son fils Sedov, ont le droit de se défendre et de produire leurs preuves. Cette commission interrogera Trotsky du 10 au 17 avril au Mexique (ce qui aurait été impossible dans la « démocratique » Norvège), et rassemblera des documents. Présidée par le philosophe pragmatique, typiquement américain, pédagogue de renommée mondiale et démocrate conséquent, John Dewey, elle comportait la figure populiste (au sens qu'avait ce mot au début du XX^e siècle aux États-Unis) et féministe Suzanne La Follette, les universitaires américains Carleton Beals, philostalinien qui la quittera, Edward Ross et Benjamin Stolberg, l'allemand exilé Wendelin Thomas, ancien dirigeant des marins mutinés en 1917, et Otto Rülhe, communiste conseilliste et second député après Liebknecht à s'être mis à voter contre les crédits de guerre au Reichstag en 14-18, le français Alfred Rosmer (non présent aux sessions de Coyoacan), figure du mouvement ouvrier français et proche de Trotsky, mais qui s'en était éloigné au plan organisationnel en 1930, Carlo Tresca, figure emblématique et multinationale de l'anarcho-syndicalisme sur le continent américain, et le mexicain Francisco Zamora, économiste et syndicaliste. John Finerty, l'avocat de Sacco et Vanzetti et de Tom Mooney, et par la suite de Julius et Ethel Rosenberg, a également participé à ses travaux et aux entretiens avec Trotsky, et l'intellectuel James Thomas Farrel a aidé la commission. Dans l'histoire du XX^e siècle, la « commission Dewey » fut le premier exemple et le modèle des commissions et tribunaux indépendants, tels que le tribunal Russel sur la guerre du Vietnam (qui s'en est ouvertement inspiré), par opposition à la « justice internationale » inter-étatique.

La commission Dewey a établi, en respectant les normes juridiques, que Trotsky et Sedov étaient « *non coupables* », sur la base de deux séries d'éléments. Tout d'abord, les positions politiques et le parcours politique effectif de Trotsky. A cet égard, il a pu y avoir des désaccords de fond entre Trotsky et une majorité de membres de la commission, et des débats intéressants entre eux sur la dictature, la démocratie, le droit, mais indépendamment de ces débats, les positions effectives de Trotsky ne font aucun doute et rendent absurde, contre-productive et vouée au pire des échecs de son propre point de vue, toute alliance avec « Hitler et le Mikado ». C'est là, notons-le, un domaine que les auteurs du *Vol de Piatakov* ne saisissent réellement pas ; il sera intéressant d'analyser leurs conceptions propres, politiques et morales, telles qu'elles ressortent de leur opus frelaté, et leur incapacité d'imaginer qu'il puisse exister des êtres d'une autre teneur morale qu'eux-mêmes. D'autre part, la commission Dewey aurait pu avoir une difficulté, invoquée par certains pour se défausser : « *Il n'y a pas de documents concernant des évènements qui ne se sont jamais produits ou même auxquels on n'a jamais pensé.* » (Albert Goldman, avocat de Trotsky auprès de la commission).

Mais l'accusation a estimé qu'elle devait « *fabriquer* » un minimum de preuves, toutes contenues dans les aveux des accusés. « *Ce fut heureux pour nous* », dit Goldman, car celles-ci ont été faciles à réfuter. Goldman n'envisageait certes pas le fait que pour certains policiers, lorsqu'un prévenu ne déclare pas ce dont on veut l'accuser, c'est bien la preuve car cela montre qu'il le cache : à ce

compte-là, tous les flics politiques du monde peuvent accuser qui ils veulent. Concrètement, les deux premiers procès de Moscou avaient produit tout un échafaudage de rencontres et de contacts entre les accusés et Trotsky, que je résume ici avec leurs réfutations lorsqu'elles sont nécessaires.

Au premier procès, Smirnov déclare avoir été en contact avec Sedov et Trotsky à partir de mai 1931. Or, ceci est vrai, mais naturellement pas pour organiser des attentats : il s'agit du Bloc des oppositions, dont Trotsky, et Sedov convaincu par lui, ont choisi de ne pas parler, avant tout pour protéger des militants, tout en laissant dans leurs archives de quoi comprendre pour les historiens de l'avenir. Ce choix peut se discuter ; il est à mon avis justifié, dès lors que l'on sait quels étaient les courants en train de former le « bloc » : les trotskystes, les zinoviévitistes, et le courant Sten-Lominadzé qui plongeait au cœur de l'appareil, soviétique et international. Aucun membre de ce courant n'a été traîné devant Vychinski, car, comme les trotskystes, ils étaient des dizaines de milliers qui n'ont rien avoué du tout. Dire ce qu'il en était aurait équivaut à condamner à coup sûr ces militants emprisonnés, déportés ou éventuellement encore susceptible de se cacher, et à s'exposer à des amalgames redoublés. Comme l'écrit P. Broué (CLT n°5) : « *Reconnaitre en 1936 l'existence d'un bloc politique avec Zinoviev et Smirnov en 1932 eût été collaborer avec Staline et l'aider à frapper tous ceux qui avaient participé au bloc et n'avaient pu être brisés, voire n'avaient pas encore été « démasqués ».* » Trotsky et Sedov ont toutefois choisi de dire que oui, Sedov avait rencontré ce « vieux Smirnov » par hasard à Berlin en juillet 1931, et que cela avait été amical et émouvant, sans projets politiques mais avec des échanges d'informations sur la situation économique et d'autres rencontres. Ainsi était malgré tout transmis un message de solidarité. Il est donc vrai que, même envers la commission Dewey, Trotsky a menti par omission (mais nullement sur le fond politique), et de cela nous pouvons être solidaires.

Holzmann avait été l'informateur envoyé un peu plus tard, qui avait remis à Sedov un article économique de Smirnov, à Berlin. On le retrouve au premier procès, chantant qu'il s'est rendu à Copenhague fin 1932, où il a trouvé Sedov à « *l'hôtel Bristol* » et s'est rendu avec lui voir Trotsky, qui lui a ordonné de commettre des attentats et de tuer Staline. Cet hôtel Bristol fera bien des vagues, car il a fermé en ... 1917. Nous en retrouverons les vaguelettes avec le *Vol de Piatakov*.

Valentin Olberg, on l'a dit, prétend avoir été envoyé en URSS en 1935 pour tuer Staline, avec un passeport hondurien fourni par l'Allemagne nazie et payé par Sedov ...

Dreitser, oppositionnel réel en 1925-1927, prétend au premier procès avoir communiqué des ordres terroristes de Trotsky et avoir pris le relais des contacts établis avec Smirnov. Il explique avoir déchiffré des messages secrets à Mratchkovski, que celui-ci dit avoir déchiffré lui-même – l'une des contradictions qui surviennent dès que les « aveux » sont trop précis, ce pour quoi ils ne le sont généralement guère. Il dit avoir rencontré Trotsky en 1935. Manifestement, ni Trotsky ni Sedov ne semblent avoir eu de contact avec lui. Sa fille, en revanche, qui n'avait pas capitulé, sera tuée à Vorkouta.

Fritz David a rencontré Trotsky qui lui a ordonné de tuer Staline en plein XVII^e congrès. Il ne dit même pas quand et où a eu lieu cette rencontre et Vychinski ne le lui demande pas : tu rencontres Trotsky, et hop, il t'ordonne de poser une bombe !

Vladimir Romm, « témoin » aux deux procès puis liquidé, se baladait, nous l'avons vu, au bois de Boulogne pour rencontrer Trotsky, qui lui ordonnait, etc.

A l'issue du premier procès, la connexion Trotsky/nazis n'est représentée que par ces « aveux » rocambolesques des personnages de second plan, ni Smirnov ni les zinoviévitistes n'ayant « avoué » de tels liens. Ce sera aussi l'une des fonctions du second procès que d'alourdir un peu la charge, avec les « aveux » de Piatakov et de Radek.

Piatakov dit avoir rencontré Sedov à Berlin en 1931 et pour une fois ceci est vrai, mais n'a rien de politique et doit tout au hasard, un hasard relatif car Sedov rodait sans doute non loin des lieux des ambassades et services soviétiques pour, justement, faire des rencontres. Mais là, comme l'indique sa correspondance avec son père, et surtout avec sa mère, faite sur le coup, Sedov le vire, l'appelle « *traître* » et Piatakov se détourne : il ne fait pas du tout partie du Bloc des oppositions et est un vrai dirigeant économique de la bureaucratie stalinienne.

La prétendue rencontre clef avec Trotsky est celle de décembre 1935, sans que – chose remarquable ! - Vychinski ne fasse dire à l'accusé la date exacte ; par déduction de ses propos, elle se situerait vers les 11-13 décembre, sans certitude absolue, alors que Piatakov était en mission en Allemagne : c'est le « vol de Piatakov » fantasmé par nos « essayistes italiens ». Devant la commission Dewey, il en est longuement question à plusieurs reprises, dans la 6^e session d'une façon générale, dans la 11^e par un dialogue précis entre Trotsky et John Finerty, et dans la déclaration conclusive de Trotsky.

Radek, quant à lui, raconte que c'est Romm qui lui a apporté un billet de Trotsky que lui avait remis Sedov à Berlin, en février 1932, pour qu'il reprenne du service, ce qu'il a fait. Trotsky voulait qu'il organise des attentats contre Staline, etc., mais Radek contredit Vychinski en précisant que, pour des raisons élémentaires de sécurité, de telles choses n'étaient pas écrites en toutes lettres dans les courriers de Trotsky, mais bon, c'était bien ce qu'ils voulaient dire. Radek a reçu plein de telles lettres de Trotsky mais il les a toutes brûlées, c'est ballot. En décembre 1935 il a incité Piatakov à aller voir le chef, car tout de même, celui-ci s'était accoquiné avec Rudolf Hess sans attendre leur aval, c'était un peu gonflé, quoi.

Outre les précisions factuelles sur le séjour de Trotsky en Norvège pendant les semaines où le prétendu « voyage de Piatakov » aurait eu lieu, et l'absence d'atterrissements d'avions étrangers en Norvège dans cette période, l'essentiel de l'argumentation de Trotsky concerne l'orientation politique de Piatakov et de Radek, dont la capitulation devant Staline, depuis 1929, était bien réelle, et excluait tout contact entre eux, d'autant qu'il n'a pas une grande estime de Radek, « *avant tout un journaliste* », qu'il soupçonne d'avoir donné Blumkine, cadre du GPU et premier trotskyste officiellement exécuté, pour se faire bien voir.

Les procès de Moscou dans le monde.

On ne saurait rien comprendre à ce qui se joue si l'on ne saisit pas la dimension internationale des procès de Moscou, corollaire des « Fronts populaires ». Trotsky, avec la commission Dewey, a d'ailleurs situé le combat contre ces parodies à ce niveau. Le n° 3 des *Cahiers Léon Trotsky* sur les procès de Moscou dans le monde, et le chapitre XXXII de l'*Histoire de l'Internationale communiste* de Pierre Broué, intitulé *Massacre à la tronçonneuse*, sont les deux travaux clefs sur ce sujet clef.

Fusiller ces chiens enragés, exécuter les hitléro-trotskystes : cette ligne était mondiale. A l'échelle européenne, elle a joué un rôle clef contre une révolution authentique et puissante, la dernière avant la catastrophe : la révolution espagnole et catalane. La résistance héroïque d'Andreu Nin, mort sous la torture, a empêché l'appareil stalinien de monter le procès qu'il envisageait contre le POUM,

parti désormais interdit dans l'Espagne républicaine. La pénétration de l'appareil d'État républicain par le GPU et les disparitions de militants anarchistes et de militants ouvriers ne s'alignant pas, est ici en continuité directe avec la répression de masse pour rendre les usines aux patrons, les terres aux propriétaires, et ramener les femmes au foyer. Le résultat devait être de montrer aux franco-britanniques à quel point l'URSS et ses PC pouvaient combattre le fascisme sans faire la révolution, en écrasant la révolution. Ainsi furent créées les conditions de la victoire ... de Franco.

Les prises de position sur les procès de Moscou ne sont donc neutres nulle part, et ne sauraient être tenues pour concernant une affaire « interne » à l'URSS ou au communisme. Elles engagent, et assez rapidement, pour ou contre la révolution : la suite des Fronts populaires sera le Pacte Hitler-Staline.

La bataille de la commission Dewey et les manipulations stalinienennes se sont directement affrontées : il est très probable que Moscou voulait organiser une série de procès de Moscou « mondiaux », contre Nin en Espagne, contre le militant révolutionnaire allemand Grylewicz réfugié en Tchécoslovaquie, que le GPU a tenté de compromettre en plaçant des documents policiers allemands dans une valise qu'il avait remis à un « camarade », et directement contre John Dewey aux États-Unis lors de la provocation dite « affaire Robinson-Rubbens », vite éventée, fin 1937, qui a conduit Carlo Tresca à dénoncer plusieurs agents aux États-Unis, ce qui est peut-être la cause de son assassinat en 1943.

Staline a aussi probablement souhaité un grand procès dirigé contre des dirigeants de l'Internationale communiste, mais la résistance à la torture des Bela Kun et des Piatnitsky l'aura empêché - ils s'étaient pourtant déclaré stalinien mais l'opposition de Kun prend ses racines dans les espoirs et regroupements de 1932, et Piatnitsky avait ouvertement appelé à ne pas mettre à mort Boukharine. Il ne fait pas bon, à la fin des années 1930, être un réfugié politique d'une dictature en URSS. Environ 2000 communistes italiens, 800 yougoslaves, la grande majorité des Hongrois, le PC polonais en tant que tel, le PC d'Ukraine occidentale, seront liquidés au nom de l' « antifascisme », avant que les communistes allemands ne soient livrés à Hitler suite au pacte. D'une certaine manière, ce dont Staline et ses hurleurs accusent Trotsky, ils le font.

La *Ejovcina*.

L'année 1937 est celle de la plus grande purge. De ce point de vue, les procès qui la scandent ne sont que la partie émergée de l'iceberg, mais leur délire donne le ton des accusations qui, de haut en bas, s'abattent sur des millions de victimes, et leur vacarme mondial couvre l'ampleur de la répression. C'est pourquoi la formule de l'historien Nicolas Werth, qui parle d' « évènements-écran », n'est que partiellement vraie. S'il s'agit de dire que l'immense majorité des victimes n'a pas avoué, certes. Mais s'il s'agit de dire que l'essentiel de la répression ne visait pas des communistes, ou que l'enjeu n'était plus dans l'affrontement entre Staline et le communisme, non.

Le second procès est suivi de la mort d'Ordjonikidze et d'un plenum de terreur du CC, où Boukharine et Rykov déjà emprisonnés sont traînés.

Le 11 juin, l'arrestation de Toukhatchevski, figure emblématique de l'armée rouge depuis 1918, et d'une dizaine d'autres généraux, jugés à huis clos et condamnés à mort – Iakir, Ouborévitch, Eideman, Kork, Poutna, Feldman, Primakov, Gamarnik s'étant suicidé -, sonne la purge du corps des officiers rouges, avec la promotion d'officiers formés uniquement à la discipline – un coup grave aux capacités militaires du pays, dont les conséquences se feront sentir en juin 1941. Trotsky qualifie

parfois dans ses articles Toukhatchevski d'opposant, tout en l'estimant peu politique, mais nullement de capitulard. Le nombre de victimes dans les cadres de l'armée est sans doute de l'ordre de 35 000.

Un aspect politiquement important de l'opération menée contre l'état-major de l'armée rouge, est le suivant : en décembre 1936, le chef nazi Heydrich est informé par le général blanc Skobline, en fait agent du GPU, d'un complot de Toukhatchevski contre Staline associant des chefs de la Wehrmacht avec lesquels Toukhatchevski était en contact dans le cadre des accords secrets de 1922, jusqu'à mi 1933. Sans exclure que ceci soit une opération de désinformation, Hitler estime intéressant d'abonder dans ce sens en direction des services soviétiques, afin de décimer le commandement militaire soviétique. Les services allemands répondent donc largement à la désinformation soviétique en faisant circuler des documents falsifiés, et en répandant des rumeurs qui marchent fort bien, de l'émigration blanche au président tchèque Bénès, accréditant le complot. Hitler a marché joyeusement dans la combine, tout content que Staline massacre des fournées de « trotskystes » en les traitant d'agents d'Hitler ... (sur ce sujet, voir V. Rogovine, *La provocation Hitler-Staline* in *Cahiers du mouvement ouvrier* n° 11).

En juillet 1937 une circulaire du BP, tenue secrète mais dont l'existence est attestée par une circulaire du CC du 10 janvier 1939, systématise l'usage de la torture (la « *pression physique* »). En juillet 1937 aussi tombent les directives sur l'arrestation de tous les koulaks, ex-koulaks, « éléments criminels », « gardes blancs », l' « organisation militaro-japonaise des cosaques » et les familles des ennemis du peuple arrêtés. Après le Holodomor, premier acte relevant d'une répression visant une nationalité comme telle, la répression prend un tour ethno-national marqué : il est alors dangereux d'être polonais, 248 000 morts en Ukraine et Biélorussie (dont la quasi-totalité des communistes polonais), allemand (41 589 exécutions), letton, japonais, coréen (170 000 « coréens » déportés au Kazakhstan). Les chiffres totaux d'exécutions ont été publiés en 1996 et sont donnés par Moshé Lewin dans *Le siècle soviétique* ou par Vadim Rogovine dans les *Cahiers du mouvement ouvrier* n°2 : on passe de 1118 exécutions en 1936 à 353 074 en 1937 et 328 618 en 1938 et 2552 en 1939.

Est-il de bonne méthode de distinguer fondamentalement la répression contre les membres du parti, qui sont une minorité importante, mais une minorité, dans ce total, de la répression contre des groupes nationaux entiers et contre les « koulaks » ? De moins en moins à cette date, car les couches inférieures de la bureaucratie, par exemple les directeurs de kolkhozes pas trop regardants sur les provenances de leur personnel, les cadres de l'État et de l'économie pas forcément membres du parti, les groupes nationaux dont les éléments communistes ont été particulièrement visés tels les Polonais, le tout sans oublier le grand nombre d'anciens membres du parti, exclus mais aussi démissionnaires, forment une large frange de victimes commune aux diverses catégories. Nous n'avons plus affaire à une répression « communiste » au sens de la guerre civile, ni même à une répression anti-paysanne de masse comme après 1929, mais à une répression stalinienne, visant toute expression sociale indépendante et, en ce sens, à une répression anticomuniste, dirigée comme l'ennemi réel et imaginaire Trotsky.

Le troisième procès.

Les 2-13 mars 1938, le 3° procès fut, au fond, le plus délivrant. Se fondant sur une circulaire du CC des 11-20 janvier qui semblait, en termes ambigus, dénoncer les « *excès de zèle* » dans la répression, Nicolas Werth dans son petit livre sur *Les procès de Moscou* lui assigne une fonction d'apaisement bien qu'il eut ressemblé à un sommet, le message étant que les cibles étaient les anciens, les « vieux-bolcheviks », mais pas les jeunes de la promotion Staline. Ceci semble en partie fondé, mais reste fort

discutable par rapport au rythme même de la répression : j'ai donné ci-dessus le nombre de fusillés sur toute l'année 1938, et après le troisième procès, les servants des mitrailleuses de la briqueterie de Vorkouta finissent d'y tuer les quelques 1500 trotskystes qui n'avaient pas capitulé, et qui organisaient encore des grèves de la faim contre les procès de Moscou. D'ailleurs, la purge peut même continuer en dénonçant ceux qui avaient dénoncé trop de monde, comme Postychev (voir l'article de Rogovine sur le plenum du CC de janvier 1938 dans le n° 2 des *Cahiers du mouvement ouvrier*).

Les accusés les plus importants politiquement sont Boukharine et Rykov, ce qui en fait le procès de la droite, ou plus exactement la fantasmagorie de procès de la droite. Mais d'autres vieux-bolcheviks sont alignés, avant tout Rakovski, qui fut un grand ami de Trotsky et plus européen que russe (roumano-bulgare et polyglotte, il a connu Jaurès, Guesde et Bebel ...). Il apparaît comme un homme âgé et brisé au procès, depuis sa capitulation de 1934 qu'expliquait le désespoir causé par la victoire de Hitler, mais il a subi aussi des tortures physiques. Autres figures du parti d'autrefois : Krestinski, opposant de gauche avant 1928 et dirigeant de premier plan de l'appareil naissant du parti pendant la guerre civile, et Rosengoltz, collaborateur de Trotsky pendant la guerre civile mais n'ayant que très brièvement soutenu l'opposition à ses débuts, et, chose que n'indiquent en général pas les différents historiens ayant traité de ce procès, plusieurs bolcheviks liés à l'affirmation des nationalités non russes : Grinko, commissaire du peuple aux Finances, est aussi un ukrainien, dirigeant borot'biste jusqu'en 1919, Vassili Charangovitch est le dirigeant de la RSS de Biélorussie accusé d'être à la solde de la Pologne, Akmal Ikramov est le fondateur du communisme ouzbek, et Fayçullah Khodjaev vient du nationalisme turkestani rallié au communisme. D'autres sont des responsables gouvernementaux à l'itinéraire moins marqué : Ivanov dirigeait l'industrie du bois avant son arrestation, Zelensky avait été dirigeant du parti à Moscou en 1920-24 et avait aussi travaillé en Asie centrale, Tchernov était le commissaire du peuple à l'agriculture, avec l'un de ses subalternes, Zoubarev. A côté de ces bolcheviks et de ces administrateurs, une présence baroque : celle de lagoda, chef du NKVD jusqu'à fin 1936, remplacé par Ejov, et donc connisseur et organisateur de ce dont il est maintenant victime. Plusieurs accusés sortent de la « valise de lagoda » : son secrétaire Boulanov, les secrétaires de personnalités censés avoir été complices de leur assassinat ordonné par lagoda et par ... Trotsky : Krioutchkov, le secrétaire de Maxime Gorki, et Maximov-Dikovsky, secrétaire de Kouibychev, et trois malheureux médecins du Kremlin, dont deux juifs, accusés d'empoisonnement, ce qui recommencera en 1953 : Lévine, Kazakov et Pletnev, ce dernier arrêté l'année précédente pour un « meurtre sexuel » pour lequel il avait été laissé en liberté, en fait un crime imaginaire permettant de le faire chanter pour le 3^e procès. Enfin, Bessonov, accusé-accusateur cuisiné pendant pratiquement un an, employé à la légation commerciale de Berlin, qui avait eu quelques contacts avec l'opposition internationale (Naville) en 1930 (un fait qui n'apparaît pas au procès, il parle de tout autre chose). Cela nous fait 21 accusés.

Le champ de l'accusation reprend les procès précédents en l'élargissant. Il s'agit cette fois, d'un « *Centre des droitiers et des trotskystes* » qui apparaît, tout compte fait, comme le centre originel, car il existe pour ainsi dire de toute éternité : l'histoire de Brest-Litovsk et des divergences publiques qui, en 1918, opposèrent alors Lénine, Trotsky et Boukharine, chacun sur une position différente, devient le point de départ du complot (voir avant encore, car Ivanov et Zelenski sont accusés d'avoir appartenu à l'Okhrana tsariste), et bien entendu Boukharine et Trotsky voulaient supprimer Lénine, et Staline, forcément. Trotsky devient un agent allemand en 1921, et britannique en 1926 – Rakovski étant un agent japonais. Cette remontée dans le passé nous rapproche des calomnies de 1917 sur les

bolcheviks agents allemands, qui visaient d'abord Lénine. Il y a là une jonction possible entre fantasmes staliniens et fantasmes réactionnaires, que nous retrouverons, se dessinant avec une netteté croissante, chez nos inénarrables « voleurs de Piatakov » nourris à la prose de Robert Service, « historien » réactionnaire et antisémite, et, surtout, stupide, d'Oxford.

Mais revenons en 1938 : Trotsky, dans un article du 10 mars 1938, observe que les accusations d'espionnage se sont élargies à la Grande-Bretagne et à la Pologne en raison de l'évolution de la situation diplomatique. L'abandon de l'Espagne républicaine et antifasciste, malgré l'efficacité répressive que lui a procuré le GPU, a commencé. Trotsky lui-même commence à être un peu moins un agent nazi et allemand, car il est aussi un agent britannique, polonais, japonais ... Au final, on sait avec qui Staline fera un pacte ...

Bien entendu, les accusés, à leur tour, ont tué Kirov (encore l'accusé Rykov se plaint-il : les trotskystes nous ont grillé en tuant Kirov que nous voulions tuer aussi !). Ils ont saboté, saboté, saboté : par exemple F. Khodjaiev a fait exprès de faire déraciner les mûriers d'Ouzbékistan, pour saboter la production de soie, bien entendu, puisque Trotsky le voulait. Bessonov a vu Trotsky à Paris fin juillet 1934 qui lui a expliqué à quel point il importait d'assassiner Gorki. Rosengoltz a rencontré Sedov – mort dans des circonstances louches peu avant le procès ... - dans une ville d'eau, Karlsbad (où il n'est jamais allé) et il lui a dit que Trotsky voulait bien que Toukhatchevski fasse un coup d'État, mais qu'il fallait se méfier de lui, et pour cela, poster des trotskystes vigilants aux endroits stratégiques ...

Quant à ce pauvre Krestinski, après avoir nié pendant une journée, il admet que fin 1933 il est allé voir Trotsky dans le Tyrol autrichien, à Merano, décrivant cette fois-ci avec force détails (à la différence des « aveux » très laconiques sur les lieux et les horaires, dans les procès précédents) les lieux, l'hôtel, etc. Trotsky était alors en France ... Enfin, les médecins avouent avoir empoisonné Gorki, Menjinsky (dirigeant du GPU), Kouibychev, et même le fils de Gorki – ce pauvre Pletnev donne un récit très réaliste du chantage de lagoda, avec menace sur les siens, qui montre en fait comment le régime de Staline fonctionne ...

Boukharine, maître du double sens, et dans une moindre mesure Rykov arrivent encore à faire des déclarations finales contenant des piques et des vérités, tout en se vautrant dans la gadoue exigée. Vychinski éructe encore une diatribe contre ces « *fumiers à face humaine* », et tous sont condamnés à mort et prestement exécutés, sauf Pletnev (25 ans), Rakovski (20 ans) et Bessonov (15 ans).

La « clémence », toute relative, envers Rakovski, s'expliquerait selon P. Broué par sa célébrité européenne, la consternation de beaucoup de socialistes, et une intervention, tout à fait exceptionnelle, du gouvernement français. Mais Rakovski, en prison, s'est ressaisi : il a harcelé le pouvoir de lettres, annoncé qu'il ne demandait aucune grâce, mais l'annulation de tous les jugements, et leur a écrit, en toutes lettres, que les morts se vengerait. Il a été fusillé, sur ordre de Staline et en toute discrétion, le 11 septembre 1941.

Le 3^e procès fut un sommet dans la bouffonnerie sanglante. Nos « essayistes italiens » experts en aéronautique sont-ils, en plus du reste, des feignants ? Ils ont totalement laissé tomber les accusations du 3^e procès ! Un peu d'ardeur, messieurs ! Prouvez donc que Trotsky volait lui aussi, grâce aux nazis, of course, et était à Merano dans le Tyrol fin 1933 ! Mais comme les 2000 pages que vous nous pondrez à ce sujet seront du même tabac que vos 865 pages sur le Piatakov volant, on pourra de toute façon s'en passer.

De Ejov à Béria et de l' « antifascisme » au pacte Hitler/Staline.

Le 3° procès n'a pas mis fin aux purges massives, mais il est vrai qu'un 4° procès, prolongeant le crescendo de plus en plus absurde des accusations, aurait été contre-productif : l'« opinion publique », prise en 1936 par surprise, en pleine mystique « front populaire » et « antifasciste », adhère de moins en moins à ce qui apparaît comme de sordides mascarades. Dans ce cadre, l'impact direct et indirect de la contre-attaque démocratique que fut la commission Dewey n'est pas à négliger.

L'inflexion d'en haut arrive en fait le 17 novembre 1938, par une résolution secrète du BP, dénonçant les « excès » du NKVD « *infiltré par les ennemis du peuple* ». Le 8 décembre, on apprend que Beria a remplacé Ejov, nommé commissaire aux Transports fluviaux (!), en réalité mis au secret à son tour (il sera liquidé en 1940). Les « amis de l'URSS » dans le monde se rassurent plus ou moins en se disant qu'il y a donc eu des excès dont Staline n'était pas responsable, légende que l'on retrouve d'ailleurs aujourd'hui ... aux éditions Delga. Ejov a évidemment été l'instrument de Staline, qui n'a jamais hésité à se débarrasser de ses instruments. La terreur ne prend pas fin à proprement parler : la grande purge a façonné les mentalités et modelé le régime, et nulle accalmie n'est proclamée. Elle se calme dans les faits, tout simplement parce que la destruction physique de ce qui provenait du parti ayant fait Octobre 17 est faite. C'est un autre parti, pure expression de l'État, qui l'a remplacé dans le sang et les mensonges, et le rythme des exécutions, qui avait perturbé la croissance économique, ne pouvait pas continuer à cette allure, même si Staline continue à fusiller. Et même si le NKVD et le GPU n'étaient certainement pas, avant 1937, des instruments d'une dictature prolétarienne, c'est aussi un autre NKVD qui émerge de la grande purge : selon V. Rogovine, 21 800 tchékistes, comprenant les organisateurs des principaux trucages, ont été éliminés. Béria qui remplace Ejov est adapté aux circonstances résultant de la *Ejovcina* : il n'est pas un psychopathe, mais un cynique dominateur.

L'inflexion du 17 novembre 1938 correspond aussi à une autre inflexion, celle des relations internationales, irréversible depuis les accords de Munich de septembre, où les impérialismes britannique et français ont livré la Tchécoslovaquie à Hitler. Mais attention : les accords de Munich, Chamberlain/Daladier/Hitler/Mussolini, datent des 29-30 septembre. Le retrait des Brigades internationales à Barcelone, après la défaite de la bataille de l'Ebre, annonçant la prise prochaine de la Catalogne par les franquistes, est proclamé le 21 septembre. Les reculs britannique et français devant Hitler donnent le ton, mais l'URSS, tout en prenant ses distances avec Londres ... par les accusations d'espionnage anglais lancées contre Trotsky, ne les contrecarre pas : quand l'ambassadeur Maïski (un menchevik de droite rallié, comme Vychinski) déclare au moment de Munich : « *Nous sommes disposés à apporter une assistance armée à la Tchécoslovaquie si les autres sont prêts à faire leur devoir. Seront-ils à la hauteur des exigences de ce moment historique particulièrement grave ?* », cette déclaration ne signifie pas que l'URSS tente de forcer la main aux puissances occidentales pour faire la guerre à Hitler, mais bien qu'elle s'en lave les mains. La politique des fronts populaires était liée à la « sécurité collective » avec les puissances garantes du traité de Versailles. Son détricotage progressif par Hitler signe la faillite de la « sécurité collective ». Cette perspective est tout à fait claire dès 1938, comme il est clair que c'est à la guerre que cela conduit.

Avec la réalisation des objectifs d'« ingénierie sociale » de la purge - la refonte physique des personnels du parti et de l'État - , la seconde raison de l'arrêt des procès de Moscou est donc qu'il est

de plus en plus difficile de monter des spectacles pseudo-judiciaires contre les soi-disant agents de Hitler au moment où Staline est suspendu en l'air quant à sa politique internationale, n'excluant nullement l'alliance avec Hitler.

Hitler, fin janvier, convaincu de son échec à satelliser la Pologne, fait un discours incendiaire célèbre, annonçant le génocide contre les Juifs dans la prochaine guerre. Le 15 mars, il achève le dépeçage de la Tchécoslovaquie, violant les récents accords de Munich.

Or, le XVIII^e congrès du PCUS, premier depuis la grande purge, se tient en même temps, et Staline dans son discours d'ouverture ne dénonce que les impérialismes britannique et français, traités de bellicistes qui voudraient faire se battre Moscou et Berlin « *pour l'Ukraine* ». Le message reçu 100% par Staline, avec satisfaction, est ici le feu vert de Berlin à l'occupation ukrainienne de l'ersatz d'Ukraine indépendante qui était apparu lors de Munich, en Ruthénie : Staline a bien saisi qu'Hitler n'en voulait pas plus que lui. Le 11 mars, Trotsky est le premier à apprécier ce discours à sa juste valeur : Staline y annonce une orientation d'alliance avec Hitler.

Il est cependant probable que l'initiative des négociations est encore venue de Hitler, force dynamique de l'alliance en formation, après que le 29 mars Chamberlain ait annoncé que le Royaume-Uni défendrait la Pologne. Commencent alors des négociations secrètes bilatérales simultanées Berlin/Moscou et Londres/Moscou, menées par le nouveau ministre des Affaires étrangères, Molotov ayant remplacé Litvinov dont la figure était liée à la période des alliances « fronts populaires » et qui, en outre, était juif. Dans les négociations l'Allemagne propose à l'URSS partage de la Pologne et aussi liberté d'action envers la Finlande, l'Estonie et la Lettonie. Le 20 août les troupes soviétiques se livrent à une démonstration de force anti-japonaise à l'Est de la Mongolie, dont la proximité avec l'annonce du pacte, le 23 août, signifie que Berlin invite le Japon à regarder plutôt la Chine, et l'affrontement à venir avec les États-Unis, que l'URSS. Le pacte porte officiellement sur la non-agression et le commerce. Il ouvre directement la voie, quelques jours plus tard, à l'invasion de la Pologne par l'Allemagne, suivie des déclarations de guerre britannique et française à l'Allemagne.

La partie secrète du pacte est vite connue : le 17 septembre, l'armée « rouge » envahit à son tour la Pologne, occupant notamment les régions nationalement ukrainiennes et biélorusses. Le partage est officialisé le 28 octobre avec une modification : la zone soviétique ne va pas jusqu'à la Vistule et aux portes de Varsovie, mais la Lituanie est attribuée à l'aire d'influence soviétique. Officiers staliniens et nazis trinquent à Brest-Litovsk, où s'effectue une autre partie des accords secrets : la livraison des communistes allemands réfugiés en URSS, généralement déjà arrêtés, à Hitler.

Voilà ce que Trotsky a réellement combattu.

A propos de l'Ukraine.

« Les Ukrainiens sont des nazis » : cette rengaine raciste est un grand refrain de la poutinosphère, de « gauche » ou d'extrême-droite, de ces dernières années, depuis qu'en 2014 un autocrate lié au Kremlin a été chassé par une insurrection populaire à K'yiv. Le thème des Ukrainiens « fascistes » a des racines plus anciennes, dans l'époque stalinienne. Déjà, en 1933, les affamés aux ventres gonflés tentant de fuir les plaines de la mort étaient accusés de propagande contre-révolutionnaire au service du régime polonais ...

Dans le long opus de nos « essayistes italiens », l’Ukraine occupe une place centrale. En effet, Trotsky et avec lui Piatakov, Radek, etc., ont été accusés au second procès de Moscou d’avoir offert l’Ukraine aux nazis, comme s’ils avaient pu avoir un tel pouvoir. Et une « preuve » en serait qu’après 1939, Trotsky aurait écrit « quatre » articles en faveur de l’indépendance ukrainienne. Ce nombre de « quatre » articles est très impressionnant pour nos essayistes et autres affabulateurs à la sauce Delga : il semble que ce soit pour eux vraiment quelque chose d’écrasant que d’écrire « quatre » articles. Quatre articles sur l’Ukraine, donc, et en réalité un peu plus, sur les centaines d’articles produits par Léon Trotsky chaque année : que voilà une preuve de conversations secrètes avec Rudolf Hess !

Nous allons donc revenir sur la place de l’Ukraine et de son histoire dans la tragédie historique résumée dans les pages précédentes, cela pas seulement parce que nos « essayistes » font une certaine fixation ukrainienne, ou plutôt anti-ukrainienne, mais parce que cette histoire est par elle-même fort méconnue et d’une grande importance globale. Elle est méconnue parce que tant la vulgate stalinienne que la vulgate nationaliste tentent d’effacer la mémoire des faits des années 1917 et suivantes, quand l’émancipation nationale rimait avec révolution sociale – ce qui vaut d’ailleurs aussi pour la Finlande, les pays baltes, la Biélorussie, le Caucase.

La question nationale ukrainienne fut à la fois sous-jacente et occultée dans toute l’histoire des mouvements social-démocrates et socialistes-révolutionnaires de l’empire des tsars.

En 1917, la question de l’auto-détermination est posée à une échelle de masse, en relation incontournable avec l’aspiration des paysans et des ouvriers agricoles à la terre. La rada de K’yiv tentant, comme le gouvernement provisoire russe, de différer la prise des terres à la paix et à la constituante, est débordée. En outre, le rôle des soldats ukrainiens à Petrograd en février puis contre Kornilov est essentiel. Le passage à l’indépendance est à l’ordre-du-jour avec la révolution d’Octobre, mais sous des formes concurrentes : la rada négociant puis se soumettant à l’impérialisme allemand, certains partisans des soviets voulant réélire une rada, la plupart d’entre eux avec les bolcheviks de Kharkiv proclamant leur propre pouvoir, sans parler de ceux qui tentèrent de créer une république du Donbass et de Krivoï Rog, désavoués par Lénine. La faible prise en compte de la question nationale-paysanne par la plupart des dirigeants bolcheviks a contribué à la confusion. Brest-Litovsk correspond ici à l’occupation allemande, installant au pouvoir, à la place de la rada, l’hetman Skoropadski, également en contact avec les blancs, sur une ligne de restitution des terres aux grands propriétaires.

La deuxième vague révolutionnaire explose fin 1918, quand l’impérialisme allemand s’effondre et qu’une vague d’insurrections chasse l’hetman. Les nationalistes « de droite » autour de l’ex-social-démocrate Petlioura, qui vont, avec les restes de la rada reconstituée, former une République populaire ukrainienne, d’abord victorieux, sont complètement débordés par une vague soviétique qui porte en avant différents courants : les socialistes-révolutionnaires de gauche ukrainiens, ou borot'bistes, les communistes indépendantistes, les diverses armées paysannes dont les deux principales furent celle de l’ataman Grigoriev et de l’anarchiste-communiste Nestor Makhno. Ceci facilita grandement la conquête de l’Ukraine par l’armée rouge, conduite d’abord par Piatakov, puis l’installation d’un gouvernement soviétique dirigé par Christian Rakovski (mars 1919). Mais l’ignorance effarante de la question nationale-paysanne, malgré la présence d’une opposition bolchevique ukrainienne, le seul programme étant de prendre le blé tout en ne parlant pas ukrainien et en refusant toute coalition soviétique avec les courants que je viens de citer, conduisit à

l'effondrement, par une série de révoltes militaires au sein même de l'armée rouge. Du chaos total du printemps 1919, les Juifs furent les principales victimes, toutes les forces en présence commettant des pogroms (seules l'armée rouge et Makhno tentant réellement de réprimer leurs auteurs), et l'armée blanche de Denikine, menaçant bientôt Moscou, fut la bénéficiaire.

La troisième vague révolutionnaire voit les paysans miner les arrières de Denikine, pendant que l'armée rouge contre-attaque. Les blancs s'effondrent, en Ukraine comme devant Petrograd et en Sibérie (fin 1919-début 1920). Les rouges ont changé de ligne dans la reconquête de l'Ukraine : Trotsky et Lénine lancent une proclamation, *Vive l'Ukraine soviétique libre et indépendante*, les borot'bistes et les oukapistes (communistes indépendantistes), ouvertement prêts à prendre les armes si le scénario de l'année précédente recommençait, se rallient - les premiers entrent dans le PC, les seconds existeront légalement jusqu'en 1925 en se considérant comme section sympathisante de l'Internationale communiste. Notons que l'intégration du Donbass ouvrier et minier dans l'Ukraine soviétique, décidée par Lénine et déplorée par Poutine et les nervis dits « séparatistes », procédait de cette volonté de reconnaissance bolchevique de la réalité ukrainienne. Mais c'est le même État qui revient : l'équilibre est donc très précaire. Il se rompt définitivement en faveur d'une domination bureaucratique russe quand la Pologne de Pilsudski, aidée des bandes de Petlioura, attaque au printemps 1920 : son refoulement voit un retour en force du nationalisme russe.

Durant les années 1920, malgré le fait qu'elle était sous domination bureaucratique russe, l'Ukraine soviétique était attractive pour les Ukrainiens de l'ancienne Autriche-Hongrie, désormais opprimés notamment en Pologne (Galicie et Volhynie), ainsi qu'en Tchécoslovaquie (Ruthénie) et en Roumanie (Bukovine). En effet, la langue et la culture ukrainiennes furent respectées et favorisées ; cette politique d'« ukrainisation » était le principal acquis des promesses de fin 1919, non respectées par ailleurs. L'URSS se constituait comme un cadre d'oppression nationale, mais avec des limites et des freins hérités de la période révolutionnaire (proclamation du droit des peuples à l'autodétermination par le second congrès des soviets en octobre 17, proclamation en faveur d'une Ukraine et d'une Biélorussie soviétiques libres et indépendantes par Lénine et Trotsky fin 1919, et appellation même de l'« URSS » imposée par Lénine contre Staline, qui voulait l'appeler « Russie », fin 1922). Les anciens borot'bistes, en particulier, géraient les questions éducatives et culturelles dans la RSS d'Ukraine. Comme le faisaient remarquer les oukapistes, il s'agissait d'une politique paternaliste, ne s'étendant pas aux questions économiques et sociales et encore moins militaires, toutes gérées par le centre. Durant cette période, les communistes étaient majoritaires parmi les Ukrainiens de Volhynie, de Ruthénie et de Bessarabie.

Ce sont bien sûr la prétendue collectivisation, puis le Holodomor, qui changent radicalement la situation. L'ordre social stalinien s'est construit et affirmé par l'écrasement physique de la nation ukrainienne. Dans les régions ukrainiennes de Pologne, de Tchécoslovaquie et de Roumanie, l'Ukraine soviétique, de porteuse d'espoir, devient un repoussoir. En outre, la Pologne de Pilsudski signe un traité de non-agression avec l'URSS juste au début du Holodomor, en juillet 1932, et participera à l'omerta internationale sur ce qui se passe en Ukraine.

Commence alors l'ascension des épigones des courants nationalistes pétliouristes qui s'étaient, après leur défaite devant les rouges, basés dans ces régions. S'affirme un nouveau courant « nationaliste intégral » et regardant du côté de Mussolini, puis de Hitler, dans l'OUN (Organisation Nationaliste Ukrainienne), fondée en 1929 et qui mène une guerre d'attentats contre le régime polonais et les

implantations de colons polonais en Volhynie et Galicie. Le « nationalisme intégral » est raciste, antisémite et anti-polonais, avec toutefois cette particularité qu'il prétend parler au nom d'une nation opprimée. En Volhynie, sa victoire n'intervient qu'à la fin des années 1930, quand les purges staliniennes ont éliminé le Parti communiste d'Ukraine occidentale, dissous par Moscou en même temps que le PC polonais (Roman Rosdolsky est le théoricien le plus connu issu de ce courant). L'OUN, connue plus tard sous le nom de « bandérisme », doit tout son essor au repoussoir stalinien.

A propos de Trotsky sur l'Ukraine.

En ce qui concerne maintenant Trotsky, sa prise de position historique, conjointe à celle de Lénine, pour une Ukraine « soviétique et indépendante », date donc de la fin de la guerre civile, en novembre 1919, afin de gagner. La réaffirmation de cette position dans les années 1930, en relation cette fois-ci avec le droit à la sécession et la sécession effective d'avec l'URSS, a une histoire que la publication des *Œuvres* de Trotsky par Pierre Broué dans les années 1970-1990 nous permet de suivre. Manifestement, les « essayistes italiens » de chez Delga ignorent cette source, et sont dépendants pour les articles de Trotsky de citations de seconde main et d'internet, ce que nous pourrons constater à nouveau plus loin. Ils sont convaincus que Trotsky ne s'est mis à parler de l'indépendance ukrainienne qu'en 1939, comme ... Rudolf Hess le lui avait demandé, et comme Piatakov accusé du second procès de Moscou en avait prévenu les populations inquiètes !

En fait, nous avons dans les *Œuvres*, tome 4, un premier article de Trotsky sur l'Ukraine, daté du 20 octobre 1934 et qui est une lettre adressée à un journal ukrainien de Toronto, le *Robitnichi Vistii* (« Informations Ouvrières » en ukrainien), qui l'a publiée le 1^{er} décembre 1934. Les prolétaires ukrainiens émigrés au Canada ont joué un rôle essentiel dans le communisme et le trotskysme. Par cette lettre, Trotsky veut encourager le seul journal de ses partisans en langue ukrainienne, et il s'excuse de leur écrire en russe, son vocabulaire ukrainien étant trop léger « *bien que j'aie connu la langue ukrainienne dans mon enfance et que j'ai appris les poèmes du grand Chevchenko par cœur* ». L'idée principale de cet article est que le « socialisme dans un seul pays » de Staline est encore pire pour les Ukrainiens que pour les autres peuples d'URSS, car les Ukrainiens d'URSS et ceux de Pologne, Tchécoslovaquie et Roumanie souhaitent se réunifier alors que le « socialisme dans un seul pays » s'y oppose. Le fait que la prétendue collectivisation et la famine ont anéanti tout souhait des Ukrainiens de ces pays de se « réunifier » avec ceux d'URSS est complètement ignoré de Trotsky à cette date, ce qui s'explique par la carence générale d'informations sur la situation, par un non approfondissement de la question nationale ukrainienne, et par sa position sur la collectivisation elle-même, prise pour une mesure en elle-même progressiste, mais déformée par la bureaucratie.

Ce même thème – l'unification ukrainienne par-dessus les frontières existantes – revient dans un article du 18 mars 1936 (tome 9 des *Œuvres*), publié dans la presse trotskiste internationale, qui commente une interview de Staline du 1^{er} mars sur la politique étrangère donnée à la presse américaine. Trotsky y oppose les propos de Staline sur les « amis de la paix », la révolution mondiale qui serait un « malentendu tragi-comique », et l'inviolabilité des frontières, à une décision soviétique concrète qu'il approuve, de faire savoir au Japon que toute agression contre la Mongolie extérieure serait un *casus belli*, ce qui va à l'encontre de l'exclusion de toute intervention extérieure, comme ce serait le cas si l'armée rouge devait venir en aide aux Ukrainiens opprimés en Pologne, une action qui dépend du rapport des forces et ne saurait être exclue par principe.

Ce sont en fait ses camarades ukrainiens du Canada qui cherchent à faire prendre position Trotsky non seulement pour le principe d'indépendance et d'unité de l'Ukraine, mais pour le droit à la

sécession de l'Ukraine soviétique. C'est donc que ces militants, via la diaspora ukrainienne, ont été touchés par le rejet croissant de cette prison infernale qu'est alors l'Ukraine soi-disant « soviétique ». Les animateurs du bureau ukrainien du Workers party du Canada - qui provient de l'ancienne structure ukrainienne du PC, et, avant lui, du PS -, Podolinsky, Terein, Garmach, et le responsable trotskiste de Toronto, également d'origine ukrainienne, Bosovitch, ont adressé à Trotsky deux lettres, signées Bosovitch, et une lettre ouverte du bureau ukrainien. Le 6 avril 1936 Trotsky leur répond très humblement : « *J'éprouve, à ne pas vous avoir répondu à temps, un grave remords de conscience.* ». Dans cette lettre il ne leur répond toujours pas sur le fond, mais annonce qu'il le fera en relation avec l'ensemble de ses travaux sur l'URSS : « ... *j'ai pris ces dernières années beaucoup de retard en ce qui concerne le développement de la question nationale ukrainienne, que ce soit en Ukraine soviétique ou en Ukraine occidentale.* » Pour Trotsky, manifestement, se prononcer pour l'indépendance de l'Ukraine par rapport à l'URSS constitue une étape à franchir qui implique toute son analyse de l'URSS. Cette réponse, d'une grande honnêteté intellectuelle, est faite d'une manière positive envers ses camarades ukrainiens de Toronto, auxquels il adresse ses « *vœux les plus vifs de réussite dans votre travail* », et s'estime pour lui-même tenu à une réflexion de fond.

Il faut bien comprendre, en effet, que Trotsky était profondément imbu d'une sorte de « raison d'État » soviétique, qu'il avait contribué à façonner. Sa grandeur passe par le fait qu'il l'a progressivement surmontée alors qu'il s'était dans les premières années radicalement identifié à cet État, au point, par exemple, d'écrire en 1921 une justification théorique de l'annexion de la Géorgie qu'en réalité, comme Lénine, il désapprouvait (*Entre l'impérialisme et la révolution*). Admettre que le droit à la séparation, et plus encore la séparation effective (le droit à la séparation est inscrit, formellement, dans les constitutions soviétiques), de la plus importante des nationalités non russes de l'union, était un mot d'ordre révolutionnaire et démocratique, à la fois anti-bureaucratique et anticapitaliste (car toujours associé à l'unité avec les Ukrainiens occidentaux), impliquait que la lutte révolutionnaire contre la bureaucratie pouvait passer par le détricotage de l'union, et si ce mot d'ordre valait pour les Ukrainiens, il pouvait valoir pour les autres nationalités qu'elle comportait. Ceci impliquait une rupture avec la « raison d'État » soviétique que prônait en général Trotsky, y compris en accusant Staline d'y porter atteinte. Juste après que la théorie de l'« État ouvrier bureaucratiquement dégénéré » ait pris sa forme achevée, fort nuancée et susceptible d'évoluer pour son auteur, dans *La révolution trahie* (1936), la prise de parti pour l'indépendance de l'Ukraine soviétique montre que cette théorie doit nécessairement évoluer et, d'ores et déjà, ne veut pas dire qu'il est interdit de toucher à l'État soviétique.

Il semble probable que la conception de Trotsky était formée quand il décide de la rendre publique, par un article court et efficace, destiné à avoir de l'écho et à ouvrir la discussion, qu'il présente comme ne relevant que de sa responsabilité personnelle (n'engageant donc pas la IV^e Internationale, appelée par lui à prendre position après discussion). Cet article important paraît en russe, avant d'être traduit dans d'autres langues, le 22 avril 1939 (tome 21), et est intitulé *La question ukrainienne*. Le choix du moment est clairement présenté dans l'article. La raison décisive de sa rédaction à cette date est la manière dont Hitler a traité la Ruthénie subcarpathique, qui après les accords de Munich était devenue soi-disant indépendante, et qu'il a finalement livrée à la Hongrie, non sans massacres. Les nationalistes ukrainiens au pouvoir avaient, pendant quelques semaines, appelé à une « grande Ukraine » contre l'URSS ; Hitler et Horthy y mettent donc fin. La deuxième raison est que Staline a apprécié le « geste », ce que Trotsky déjà avait relevé dans son premier article annonçant ouvertement l'heure du rapprochement Staline/Hitler, le 11 mars 1938 en le

mettant en relation à la livraison des Ukrainiens de Ruthénie à l'opresseur hongrois. La troisième raison est que cette démonstration de cynisme permet de dénoncer les illusions des nationalistes ukrainiens prêts à se vendre à Hitler, alors que les impérialismes – et Trotsky qualifie au passage l'URSS d' « *impérialiste* », glissement de plume significatif – asserviront toujours une Ukraine simplement « *démocratique* », c'est-à-dire capitaliste.

Jugeant que la question ukrainienne prend dans l'Europe du XX^e siècle l'importance qui fut celle de la question polonaise dans l'Europe du XIX^e, Trotsky a cette fois-ci intégré le fait que l'oppression bureaucratique et stalinienne, pire en Ukraine que dans le reste de l'URSS précise-t-il souvent, a détruit toute attractivité de l'Ukraine soviétique, et que seule l'indépendance de celle-ci, par la révolution anti-bureaucratique, en ferait à nouveau, et rapidement, le pôle de regroupement national. Une Ukraine soviétique, unifiée et indépendante est donc le mot d'ordre efficace pour le prolétariat, contre Staline mais aussi, voire surtout, contre Hitler, car « ... *sans le viol de l'Ukraine soviétique par la bureaucratie stalinienne, il n'y aurait pas de politique hitlérienne pour l'Ukraine.* ». Le mot d'ordre d'une « *Ukraine soviétique, ouvrière et paysanne, libre et indépendante* » est donc défini comme un mot d'ordre transitoire de valeur stratégique, combinant la révolution sociale contre le capital et la révolution politique contre la bureaucratie, dans la perspective générale des États-Unis soviétiques d'Europe.

Cet article a suscité deux types d'attaques – et significativement un profond silence côté stalinien - auxquelles Trotsky répond dans deux autres articles.

Le plus développé, du 30 juillet 1939, *L'indépendance de l'Ukraine et les brouillons sectaires*, répond au petit groupe de Oehler aux États-Unis mais, à travers lui, à des réactions sectaires prévisibles et sans doute fréquentes. Comme il faut faire la révolution politique en URSS il ne faudrait surtout pas en détacher l'Ukraine. A ce type de raisonnement schématique, Trotsky oppose la réalité concrète dans laquelle la voie de la révolution pour les masses ukrainiennes passe par la lutte pour leur indépendance. Il précise que si, en toute orthodoxie, les tâches démocratiques ne sont pas socialistes, il appartient de toute façon aujourd'hui au prolétariat de les réaliser. Et il approfondit la notion d'auto-détermination : pour s'autodéterminer, même si c'était pour décider de ne pas former un État indépendant, il faut être indépendant : « ... *pour posséder le droit de dire oui ou non, l'Ukraine doit posséder sa totale liberté d'action (...). Il n'existe aucun autre nom pour cela que l'indépendance étatique.* », qui correspond, précise-t-il ensuite, à un « *congrès constituant* » - et ce raisonnement vaut en fait pour toutes les nationalités opprimées. Au-delà même de la question ukrainienne et à travers elle, nous avons là un approfondissement démocratique important de la pensée de Trotsky.

Puis, le 5 août 1939, il répond au journal émigré de Kerensky qui s'est élevé contre le danger que ferait courir pour la Russie la position de Trotsky faisant le jeu de Hitler en appelant à l'indépendance ukrainienne. Belle ironie de l'histoire : les rengaines stalinienennes sont, sur ce sujet, celles des émigrés blancs et « *démocrates* », que Trotsky traite ici de « *féodalistes* » pour qui il y a une hiérarchie des nations avec une Russie toujours assise sur l'Ukraine ...

Arrive le pacte Hitler-Staline et le partage de la Pologne. Fait très significatif, nous avons une lettre de Trotsky au militant canadien d'origine ukrainienne Mykola Oleniuk, du 6 septembre 1939, qui lui a demandé d'enlever d'un de ses textes (sans doute de la réponse à Oehler) des formules dépréciatives sur Volodomir Vynnitchenko. Trotsky accepte (ces formules ont disparu) et ajoute qu'il est maintenant près à écrire « *non pas une, mais une dizaine de lettres* » à celui-ci, « *dans la mesure où*

un rapprochement aurait une importance énorme ». Il souhaite qu'on le contacte et, le sachant en France en guerre, craint de le compromettre en lui écrivant directement. Qui était Vynnitchenko ? Le dernier survivant de la troïka dirigeante de la rada en 1917, puis de la République populaire ukrainienne de 1918-1919, les deux autres étant Petlioura, avec qui il avait rompu, et l'historien Ruhshevski, retourné en URSS et mort à temps, en 1930. Vynnitchenko avait de bonnes relations avec les communistes indépendantistes et, en 1919, avait séjourné en Hongrie sous Béla Kun, puis à Moscou, puis avait émigré en 1920. Trotsky était donc prêt à discuter avec celui que les bolcheviks et lui-même, en leur temps, avaient qualifié de leader du « nationalisme petit-bourgeois » : voici un fait d'une grande importance politique et morale, même si ce contact ne se produisit pas.

Le 18 septembre 1939 (tome 22), dans un article sur le partage de la Pologne entre Staline et Hitler, *Le mystère est éclairci* (publié en anglais dans le *Socialist Appeal* du 24 octobre 1939 sous le titre : *Stalin- The temporary holder of the Ukraine*), Trotsky refuse d'accorder une portée démocratique quelconque à l'annexion par l'URSS des régions polonaises ukrainiennes et biélorusses : « ... il ne s'agit pas de l'émancipation d'un peuple opprimé, mais de l'agrandissement du territoire sur lequel vont s'exercer oppression et parasitisme bureaucratique », associé à l'asservissement de la Pologne. Citons un paragraphe clef sur l'approche hitlérienne de la question ukrainienne :

« La presse hitlérienne approuve totalement l' « unification » et l' « émancipation » des Ukrainiens dans les griffes du Kremlin. Hitler mène ainsi à bien deux tâches. Premièrement, il attire l'Union soviétique dans son orbite militaire. Deuxièmement, il effectue un pas préparatoire dans la direction de la réalisation de son programme d'une « Grande Ukraine ». La politique de Hitler est la suivante : l'établissement d'un ordre précis pour ses conquêtes, l'une après l'autre et la création, en vue de chaque nouvelle conquête, d'un nouveau système d' « amitiés ». A l'étape présente, il cède à son ami Staline la Grande Ukraine à titre de dépôt temporaire. A l'étape suivante, il posera la question de savoir qui est le propriétaire de l'Ukraine, Staline ou lui, Hitler. »

Toutefois, demeure chez Trotsky l'idée que le système social soviétique est non capitaliste et « progressiste » malgré tout. A Max Shachtman, qui rompt à ce moment-là avec la théorie de l'État ouvrier bureaucratiquement dégénéré à défendre malgré tout, et pour qui le soutien à l'indépendance ukrainienne est une étape importante vers cette position, il oppose que « *Ce mot d'ordre ne constitue qu'une application dans le domaine de la question nationale de notre mot d'ordre général de renversement révolutionnaire de la bureaucratie.* », manière non concluante d'en réduire la portée (6 novembre 1939).

Dans son important article du 4 décembre 1939, *Hitler et Staline, étoiles jumelles*, il revient en ces termes sur la soviétisation de l'ancienne Pologne orientale : « *Mais la soviétisation de l'Ukraine occidentale et de la Biélorussie (Pologne orientale), comme la tentative actuelle de soviétisation de la Finlande, ne sont-elles pas des actes de révolution socialiste ? Oui et non. Plutôt non que oui. Quand l'armée rouge occupe une nouvelle province, la bureaucratie de Moscou établit un régime qui garantit sa domination. La population n'a d'autre choix que de voter oui aux réformes réalisées par un plébiscite totalitaire. Une « révolution » de cette espèce n'est faisable que dans un territoire occupé militairement avec une population dispersée ou arriérée.* »

Ainsi se présente l'évolution et de la question ukrainienne et des positions de Trotsky à ce sujet durant les années trente du XX^e siècle : comme on le voit, ceci n'a rien à voir avec le nombre terrible de « quatre » articles écrits en 1939 pour satisfaire à une commande de Hitler, pardon, de Rudolf Hess ...

La preuve par la seconde guerre mondiale.

S'il y a un « pronostic » de Trotsky entièrement confirmé par les faits, à vrai dire pas très difficile à faire, c'est que l'Allemagne nazie allait attaquer l'URSS. C'est l'impréparation soviétique, l'absence de concentrations de troupes pour protéger la frontière, le déni par Staline des informations de ses propres services sur les mouvements de troupes préparatoires, qui sont l'aspect le plus étonnant de cette affaire. Au-delà de sa psychologie – fondamentalement conservatrice et se détournant des initiatives autres que de vengeances et de précautions contre les adversaires réels ou supposés, donc sans vision historique et stratégique – cette étonnante irresponsabilité a une cause profonde : au fond, la bureaucratie dont Staline était le chef se trouvait très bien du pacte avec Hitler. Elle lui aurait vendu ses matières premières et aurait poursuivi une « construction du socialisme » dans laquelle nationalisme grand-russe, épurations ethniques et antisémitisme prenaient de plus en plus de place. Côté Japon, un traité avait été signé au printemps 41. La guerre ouverte avec Londres, et latente avec Washington, occupaient Berlin dont Moscou pouvait être un allié paisible, maître chez lui. Que demander de plus ? Si toutefois Hitler avait voulu ...

Trotsky avait également pronostiqué que seul le mouvement révolutionnaire des masses pourrait, lors de l'attaque, sauver l'URSS, mais que Staline et la purge des officiers de 1937-1938 seraient un facteur négatif pour la « défense de l'URSS » et que si tout dépendait d'eux, c'était la défaite. Là aussi, les faits ont confirmé ces analyses. L'opération Barbarossa, le plan d'invasion qui était prêt début 1941, a été décalée de plusieurs mois par les soulèvements populaires et la naissance des guérillas paysannes de masse en Grèce, en Albanie et en Yougoslavie, souvent dirigées par des militants communistes sortant complètement, *de facto*, de la ligne du pacte Hitler/Staline. Ce décalage a été décisif dans le retard pris par Barbarossa, qui approche de Moscou en octobre-novembre seulement, avec des troupes fatiguées et non équipées pour l'hiver. Et là, elles rencontrent une résistance populaire farouche : sur les flancs de Moscou, de Leningrad et de Rostov-sur-le-Don, des milices des deux sexes viennent renforcer l'armée rouge. Le tournant global de la seconde guerre mondiale se produit là, et pas à Stalingrad : c'est fin 1941 que l'échec d'Hitler à conquérir l'URSS signifie au monde entier que sa défaite est acquise.

En revanche, l'avancée allemande du 22 juin à octobre 1941 a été foudroyante, et le pire est que dans les trois premières semaines, dans les territoires qui avaient été occupés par l'URSS en 1939-1940 dans le cadre du pacte Hitler/Staline, elle a rencontré un soutien populaire initial. Comme l'avait, là encore, dénoncé par avance Trotsky, les nationalistes petits-bourgeois ukrainiens de l'OUN, ne tirant aucune leçon de la Ruthénie, ont voulu s'adosser aux forces allemandes pour proclamer une Ukraine indépendante. Il ne faudra pas une semaine pour que celles-ci jettent à la poubelle tout rêve d'une « Grande Ukraine » : le Reichkommissariat Ukraine sera la pire forme de colonialisme débridé du XX^e siècle. A partir de là, l'UPA, armée de guérilla issue de l'OUN, se battrra sur plusieurs fronts, retrouvera dans son programme certains éléments sociaux et démocratiques des combats ukrainiens des années 1917-1920, mais tout en poursuivant une politique ethno-nationaliste criminelle conduisant à des massacres contre les Juifs et les Polonais.

Dans la zone annexée par l'URSS en 1939-40, la population s'est retournée en quelques semaines contre les nazis, des barbares pillards et meurtriers, et toutes les nationalités de l'URSS, malgré l'effondrement militaire rapide, ont compris qu'il en allait, directement, de leur vie, ici et maintenant. Les larges masses ont compris cela bien plus vite que les chefs. Voilà le facteur décisif de la défaite allemande.

En fait de « Grande Ukraine », le *Generalplan Ost* prévoyait la mort de 35 à 40 millions de slaves par les massacres et par la faim, l'évacuation des villes, l'attribution des secteurs énergétiques et miniers à des firmes allemandes, et le regroupement du reste de la population survivante dans les kolkhozes maintenus, confiés à des chefs allemands. Le choix de garder les kolkhozes fut fait peu avant l'adoption du plan le 23 mai 1941, avec comme motif principal qu'un retour à la petite propriété favoriserait le dangereux nationalisme ukrainien. Le chargé aux questions alimentaires auprès de Goering, Herbert Backe, affirmera que si « ... les soviétiques ne l'avaient déjà fait, les Allemands auraient dû introduire la ferme collective », cadre idéal pour l'exploitation semi-esclavagiste, impérialiste, et à terme commerciale, de la population. Mais ce vaste programme n'a pu se déployer dans toute son ampleur car Barbarossa a échoué fin 1941 ; le meurtre de masse par la faim a concerné les prisonniers de guerre et la population de Leningrad assiégée.

En même temps, se déployait le génocide antisémite, en trois phases : dans la zone occupée par l'URSS en 1939-40, des pogroms « à l'ancienne », mais plus massifs que jamais, associant une partie de la population, puis, durant tout le second semestre 1941, les massacres de masse de la Shoah par balles commis par les *Einsatzgruppen*, et à partir de début 1942 la « solution finale » des camps d'extermination.

La dimension de réaction sur toute la ligne, de barbarie absolue, du début de mise en œuvre du programme nazi, produisit la résistance spontanée de larges masses, dont la majorité des juifs ayant échappé aux premiers massacres. Elle fut structurée par des unités de l'armée rouge isolées, et aussi par des courants nationalistes dans le cas ukrainien. Comme l'appareil d'État stalinien résistait désormais par les armes à la destruction totale nazie, la population s'est naturellement adossée à lui, d'autant que bien des aspects répressifs étaient temporairement suspendus ; dès fin 1941, et pour le restant de la guerre, c'est le marché libre qui approvisionne les magasins. Les lopins familiaux ou villageois prennent la plus grande place dans les kolkhozes, qui sont véritablement maintenus ... en Ukraine occupée !

L'effondrement de l'appareil d'État soviétique dans les zones conquises a été à peu près total. Surtout, une proportion assez importante des soldats bloqués, appelés les *Hiwis*, se mettent ou sont mis au service de la Wehrmacht, et une proportion considérable des officiers des purges se rallie au nazisme, bientôt sous la conduite du colonel Vlassov, promu de 1938, ancien séminariste et jusque-là adorateur de Staline, qui l'avait reçu. La principale force collaborationniste des nazis, en nombre d'hommes et en capacité militaire, loin devant les nationalistes ukrainiens, biélorusses ou baltes, est issue de l'armée et du parti, elle est d'origine stalinienne : c'est l'« armée Vlassov », qui atteint les 1,5 million d'hommes.

Mais, dans les zones non conquises, l'appareil se maintient et, comme je l'ai dit, la population, qui n'a pas le choix, s'adosse à lui. Les peuples des Balkans au printemps, les prolétaires de Leningrad, Moscou et Rostov en décembre, ont donc sauvé l'URSS de l'invasion complète (en tout cas la Russie d'Europe), et aussi Staline et son État, qui furent le jouet des événements plus qu'une force active de juin à décembre 1941. Sa principale initiative est l'invasion ... de l'Iran, de concert avec les Britanniques !

Ceci reste encore vrai en 1942. Si l'avis des généraux allemands avait prévalu, un retrait total ou partiel se serait peut-être produit. La prise de Moscou et le contrôle durable de la Russie sont désormais exclus. Quand la Wehrmacht reprend l'offensive, ce n'est plus en vue de la soumission de l'URSS, mais de la course au pétrole du Caucase et du Proche-Orient. Hitler l'a littéralement enfoncée

dans le piège de Stalingrad, qui était à la fois le verrou protégeant de la conquête du Caucase, et la base de départ pour une éventuelle progression dans la vallée de la Volga prenant Moscou à revers, en réalité tout à fait invraisemblable. Ni Grozny, ni Ordjonikidze (Vladikavkaz) ne sont prises, et Stalingrad se transforme en tombeau de l'armée allemande, l'armée rouge prenant cette fois-ci pour de bon l'initiative, sous l'égide d'une génération d'officiers qui n'est pas celle des promus de 1938, mais des promus directs de la guerre plus quelques survivants, comme Rokossovski. Stalingrad est bien, militairement et psychologiquement, et donc politiquement, le tournant de la guerre, mais Stalingrad n'est pas le glas du nazisme : celui-ci date des faubourgs de Moscou, un an avant.

Les impérialismes américain et britannique, bien qu'ils aident l'URSS matériellement depuis 1941, restent hésitants, n'excluant pas, jusqu'à l'été 43, un nouveau retournement d'alliance ou une paix séparée – ce qui n'aurait pas été illogique d'un point de vue purement militaire, mais qui était totalement exclu par Hitler désormais engagé dans une fuite en avant jusqu'au bout. Stalingrad n'avait pas totalement tranché le rapport de force militaire : c'est la bataille de chars de Koursk qui le rend désormais effectivement irréversible, les camions et les boîtes de conserve US ayant fait la différence.

La progression vers l'ouest du « rouleau compresseur » de l'armée rouge ne peut pas s'analyser concrètement de manière purement militaire. De Koursk au printemps 1943, l'effondrement de la partie Sud du front allemand voit la reconquête de l'Ukraine, qui s'achève dans le ventre mou des régions bessarabiennes et galiciennes, où les combats ne sont pas qu'entre armée rouge et Wehrmacht, l'UPA ukrainienne, l'AK polonaise, l'armée Vlassov, intervenant également.

A l'été 1944, l'effort principal de l'armée rouge porte sur la Biélorussie et conduit à la reconquête des régions baltes et polonaises déjà annexées en 1939-40. L'« opération Bagration » s'arrête devant Varsovie, alors que la résistance polonaise y avait déclenché une insurrection, de façon à ce que les forces allemandes l'écrasent, depuis début août 1944 jusqu'en janvier 1945.

Fin août 44, la crise politique en Roumanie permet son occupation et sa satellisation, rapidement suivie de celle de la Bulgarie. Officiellement communiste, la Yougoslavie des partisans échappe au contrôle militaro-étatique de Moscou. Remontant en direction de Budapest, que la Wehrmacht verrouille, l'armée rouge devient massivement une cohorte de violeurs de masse. La Ruthénie, comme la Galicie, la Volhynie et la Bukovine, est incorporée à l'Ukraine, dont la réunification s'effectue dans le cadre stalinien. En Slovaquie, l'armée rouge donne le temps à la Wehrmacht et aux SS de détruire le « conseils des commissaires du peuple » établi à Banska Bistrica, qui avait commencé à proclamer une Slovaquie soviétique.

En janvier 1945, la progression reprend en Pologne, dans la direction de l'Allemagne. Viols de masse et épuration ethnique résument le type de guerre alors mené. La population allemande de Silésie, Poméranie et Prusse orientale, est massacrée ou chassée, remplacée par des déplacés de force polonais dans les deux premières de ces régions, russes et biélorusses en Prusse orientale, la future « enclave de Kaliningrad ». Ces opérations, précédées par la Shoah, et suivies par l'épuration des Ukrainiens et des Lemkos jusqu'en 1947, voient l'appareil stalinien réaliser le programme de la droite nationaliste et antisémite polonaise : une Pologne réduite, mais « ethniquement pure ».

Le peuple allemand est pris dans une Apocalypse, avec, au centre l'appareil nazi qui poursuit la Shoah, partout les bombardements dévastateurs menés par les occidentaux, et à l'Est le viol des trois quarts de la population féminine par l'armée dite « rouge » appelée russe par les populations. Vienne

est prise par elle le 13 avril, et Prague le 9 mai, après une attente de quelques jours permettant aux SS de contre-attaquer contre les insurgés, annulant les comités de libération élus à son arrivée.

La réalité historique portée par l'armée russe n'est pas celle du printemps des peuples et de la jonction des drapeaux rouges souvent espérés -cette jonction n'a eu lieu qu'à Belgrade, dans la tension. C'est celle des villes détruites, des viols de masse, et de la purification ethnique. Antifascisme ? Contre l'inéluctable renversement du nazisme par les insurrections populaires engagées, c'est l'écrasement préventif de la révolution européenne et du prolétariat allemand, dans lequel le rôle de l'URSS stalinienne est prépondérant.

En Asie, l'entrée en guerre finale de l'URSS contre le Japon condamné, le 8 août, entre les bombes d'Hiroshima et de Nagasaki, permet à Moscou d'occuper la Mandchourie et la Corée du Nord et d'annexer le sud de Sakhaline et la majeure partie des Kouriles.

L'URSS est évidemment, avec les États-Unis, le grand vainqueur de la seconde guerre mondiale, ayant opportunément profité du vide créé par les effondrements des impérialismes allemand et japonais. Son statut a changé : en 1939, elle était un associé inférieur de l'impérialisme nazi, quatre ans plus tard la voici pilier de l'ordre mondial, puissance égale en apparence à l'impérialisme dominant le marché mondial, les États-Unis. Les deux puissances qui lui faisaient peur, Allemagne et Japon, sont écrasées : elle occupe une partie clef de l'Allemagne, mais le centre de la puissance industrielle et financière allemande, la Rhénanie, se trouve dans les zones d'occupation occidentale, et le Japon, sauf les Kouriles et Sakhaline, est intégralement passé sous contrôle nord-américain. L'URSS n'est plus le partenaire de second rang d'un impérialisme européen, mais le partenaire égal d'un impérialisme mondial. Le système social stalinien – accumulation du capital sous l'égide d'une bureaucratie gestionnaire parasitaire – s'est reproduit, dans une modification profonde de sa place dans l'ordre mondial et donc dans le mode de production capitaliste comme réalité mondiale unifiée (quoi que différenciée).

Avant 1939, l'URSS est le produit d'une contre-révolution niant Octobre, révolution prolétarienne, au nom d'Octobre. Elle a joué un rôle contre-révolutionnaire international essentiel, en assurant les principales défaites prolétariennes (Chine, Allemagne, Espagne), mais elle n'est pas une puissance mondiale en tant que telle et sa situation reste précaire. En 1945, elle est au cœur de l'ordre mondial qui ne saurait tenir sans elle, et qui va se réengager dans une phase d'accumulation capitaliste (les « trente Glorieuses ») dans les conditions qu'elle a créées, et seulement ainsi.

En URSS même, l'élan populaire, militaire, ouvrier, national, contre le nazisme, a dû être réprimé. Des peuples entiers sont « punis » : Allemands de la Volga, Tatars de Crimée, Tchétchènes ... Les années d'après-guerre seront celle de la glaciation. Et pour commencer, la remise en ordre des kolkhozes, y compris leur rétablissement suite à leur effondrement là où les nazis s'en étaient emparés et où ils s'étaient effondrés avec leur départ : en 1944-1945 il n'y a plus vraiment d'agriculture prétendument collectivisée en Ukraine, en tout cas étatisée, la débrouille prédomine. Le système est rétabli en 1946 seulement et sa cristallisation sociale passera à nouveau par une famine ...

Ces processus n'étaient naturellement pas prévus par Trotsky, qui n'était pas prophète, mais simplement stratège révolutionnaire marxiste. Concernant l'URSS, il envisageait fondamentalement deux issues possibles : le renversement révolutionnaire du stalinisme prolongeant le soulèvement des peuples d'Europe contre la domination nazie, ou son renversement par le nazisme ou l'impérialisme. Il avait en outre envisagé, dans la polémique avec Shachtman qui ne voulait plus

considérer l'URSS comme un « État ouvrier », l'hypothèse de victoires de l'URSS confortant le capitalisme, et précisé que ceci serait le point de départ d'une nouvelle appréciation de la nature de cet État. Dans les faits, la résistance des peuples au nazisme a été assez forte pour l'empêcher de détruire l'URSS, et pas assez pour renverser le stalinisme. Mais ce n'est pas la défaite d'Hitler que nous devons au stalinisme. Nous lui devons les conditions de son ascension et de son asservissement de l'Europe, et celle de l'écrasement des peuples commençant à se soulever contre lui. En ce sens, ce qui a été confirmé des « pronostics » de Trotsky, à un point dépassant ce que Trotsky avait envisagé lui-même, puisqu'il continuait avec de plus en plus de nuances à associer étatisme soviétique et caractère « ouvrier » de l'État, c'est bien la nature contre-révolutionnaire du stalinisme, nœud du XX^e siècle.

Deuxième partie : vol au-dessus d'un nid de policiers.

Nous allons maintenant descendre de la saisie de l'histoire réelle à l'examen de sa falsification policière la plus mesquine, la plus étriquée.

Quelques considérations de méthode de Dupont-Dupond, suivie d'une petite mise en bouche hôtelière.

La préface du *Vol de Piatakov* donne toute la portée de la « méthode » des auteurs : si jamais il était prouvé que Piatakov est bien allé voir Trotsky en cachette en décembre 1935, alors, abracadabra : le trotskysme n'est plus ! Voici donc le but : en finir avec le trotskysme. Et comment fait-on pour en finir avec le trotskysme ? Bon sang mais c'est bien sûr, on prouve que Piatakov a pris l'avion !

Cinq prétendues preuves accablantes de la collusion de Trotsky avec les nazis ressortent : 1°) ce fameux vol de Piatakov, 2°) une lettre qu'il aurait écrite à Radek en mars 1932 alors qu'il a affirmé devant la commission Dewey n'avoir eu aucun contact avec lui après 1929, 3°) les prétendus lapsus révélateurs de Trotsky devant la commission Dewey en relation avec le présumé vol. Ces trois « preuves » là sont l'œuvre immortelle de nos croquignolets auteurs. Nous allons nous en occuper. Les deux autres « preuves » sont 4°) le fait que le présumé historien américain Grover Furr a « accumulé intelligemment » une « *masse importante de matériaux empiriques et d'indices* » et 5°) la soi-disant affaire de l'hôtel Bristol à Copenhague. La preuve par l'intelligence du dénommé Grover Furr postule une connexion indémontrable entre son intelligence, si elle existe, et les relations nazies de Trotsky : nous pouvons donc la laisser de côté, et dire tout de suite quelques mots de l'amusante « preuve » par l'hôtel Bristol, car elle n'est pas reprise dans le reste de l'ouvrage. Ceci sera un hors d'œuvre donnant le goût du reste.

L'hôtel Bristol, à Copenhague, est celui où Trotsky aurait rencontré Holzmann en décembre 1932, selon le 1° procès de Moscou, bien entendu pour lui donner des ordres terroristes. « *Les socio-démocrates et les trotskystes ont constaté que l'hôtel avait été démolie en 1916* ». Non : en 1917. La presse danoise, social-démocrate ou non, a souligné lors du premier procès public de Moscou que cet hôtel n'existe plus depuis 1917, ce qui était un tantinet gênant pour l'accusation. Qu'à cela ne tienne : le « *méticuleux chercheur suédois Sven-Eric Hölstrom* » a découvert qu'il existait en 1932 une cafétéria Bristol, le « *Konditori Bristol* ». Donc Vychinski s'est juste trompé, ce n'était pas un hôtel, mais une cafette, et Trotsky y a bel et bien comploté !

Nous avons affaire à des rigolos doublés de feignants. Toute cette histoire date en effet non pas du « méticuleux » suédois, mais d'il y a 84 ans : c'est cinq mois après le premier procès de Moscou que la presse stalinienne a découvert que le nom de « Bristol » figurait dans les parages de l'inexistant hôtel, dans une sorte de cafétéria gastronomique ne donnant pas sur la même rue, et a pathétiquement tenté de dire que c'était donc là que Trotsky œuvrait, on n'ose penser à quoi ...

Le « méticuleux » suédois et nos « essayistes italiens » brandissent donc ici comme « preuve » un sujet largement traité, avec ironie, par Trotsky en personne (*Œuvres*, tome 13, 13 mars et 3 avril 1937), qui avait involontairement démolie par avance cette « preuve » pitoyable ...

Quant aux bricolages du « méticuleux » suédois, un « essayiste » du même acabit, on en trouvera ici une description : <https://ojs.library.ubc.ca/index.php/clogic/article/view/190923/188502>.

A propos du Piatakov volant rencontrant le monte-en-l'air Trotsky.

Cette mise en bouche ayant été à la hauteur de ce qu'on pouvait attendre, nous avons au chapitre 1 une laborieuse autojustification des auteurs. Il y aurait trois versions de l'accusation principale du second procès de Moscou : la version « *du ministère public* », leur manière élégante de désigner Staline/Vychinski, la version « *encore plus monolithique* » de Trotsky - hommage involontaire : à la différence de Staline, Trotsky fut « monolithique » contre le nazisme, lui ! -, et la version objective et juste de nos essayistes, qui ne traitent pas Trotsky de nazi, eux, mais non mais non, mais qui ont compris que sa soif de pouvoir et son sens tactique l'avaient conduit à traiter avec les nazis. Bref, leur version est la version de Staline concernant l'intégralité des faits, mais cela, on le savait déjà.

Nous voici enfin *in medias res* au chapitre 2. Le point de départ vient de Trotsky, dans sa déclaration devant la commission d'enquête à Coyoacan, le 17 avril 1937 (*Œuvres*, tome 13, p. 245 – c'est moi qui donne cette référence, nos essayistes l'ignorent).

Trotsky y donne lecture d'un article du journal travailliste norvégien, *l'Arbeiderbladet*, à propos de l'aéroport de Kjeller près d'Oslo. Il convient de préciser (nos essayistes n'en faisant rien), que dans les inventions stalinien, Kjeller est à Oslo ce que le Konditori Bristol était à l'hôtel Bristol : une pauvre roue de secours. En effet, Piatakov n'a pas dit dans quel aéroport norvégien il prétendait avoir atterri pour aller voir Trotsky. Le public en déduisant que c'était à Oslo, la presse norvégienne a vite fait savoir ce que tout le monde savait à Oslo à l'époque : en décembre, aéroport fermé. C'est alors un communiqué de la légation commerciale soviétique qui a annoncé que l'aéroport de Kjeller (ou Heller) reçoit « *toute l'année* » « *les vols étrangers* », pour permettre à Vychinski de dire, à la place de Piatakov, où celui-ci avait soi-disant atterri ...

L'Arbeiderbladet a donc interrogé par téléphone le directeur de l'aéroport militaire de Kjeller, dénommé Gulliksen, qui lui a déclaré qu'aucun vol étranger n'y a atterri entre le 19 septembre 1935 et le 1^{er} mai 1936, et qu'il n'y avait eu qu'un seul vol en tout, sans passager, en provenance de Linköping. Le tout repris intégralement par Trotsky, qui n'a naturellement pas caché ce détail – qu'un seul avion en tout et pour tout, non étranger donc norvégien, et sans passager, était venu depuis l'aéroport suédois de Linköping.

Sur ces données fournies par Trotsky, nos essayistes se lancent dans une fantastique construction reposant sur du sable, ou plutôt de la neige. Il y a donc eu un avion et un seul, venant de Linköping – une ville suédoise où se trouvent des industriels liés à l'Allemagne, tiens donc ! C'était donc l'avion de Piatakov allant voir Trotsky, puisque Gulliksen, un complice certainement, ne donne pas la date de sa venue ! Passons sur le fait que par la suite, nos fins limiers se contredisant sont convaincus que Piatakov a fait directement Berlin-Oslo ...

Et puis, Trotsky et son avocat Goldman ont fait violence à la commission Dewey, figurez-vous : ils ne lui ont lu ces révélations qu'à la fin, quand elle ne pouvait soi-disant plus rien dire, et les lui ont cachées auparavant ! En fait, p. 286 de *Trotsky n'est pas coupable*, Syllepse éd., on peut lire que Goldman après avoir mentionné cet article informe la commission qu'il lui remet les documents dont fait partie ce journal, « *Pièces Oslo-Piatakov* », « *n° 19* », bien avant la dernière séance.

Il se trouve qu'une assez longue partie du PV de la commission d'enquête, pp. 493-497 du même ouvrage, 11^e session, est une discussion entre Trotsky et le grand avocat du mouvement ouvrier américain, John Finerty, sur le prétendu « vol de Piatakov ». On y trouve des arguments relevant du

plus élémentaire bon sens – « ... il était impossible à Piatakov de disparaître du bureau soviétique de Berlin », car il était évidemment surveillé ; Vychinski n'a même pas demandé à Piatakov quel était le faux nom sur le passeport qu'il dit avoir reçu pour ce voyage ; en outre, Trotsky indique à Finerty que le dénommé Gulliksen, son complice pour nos subtils espingoins, a déclaré que ses autorités de tutelle lui avaient interdit d'en déclarer plus et de faire une déposition à la commission. Je ne pense pas que nos comiques troupiers cachent ces passages : ils les ignorent, tout bêtement.

Enfin, ils ont fait une trouvaille : en affirmant qu'il fallait trois heures pour aller de Kjeller à Wexhall, où il vivait chez le député socialiste Knudsen, Trotsky a menti, car nos arsouilles ont découvert, certainement en accord avec le « méticuleux suédois » Hölstromm, qu'il n'y avait que 50 km à faire et donc que Piatakov n'a bien mis, comme il l'a dit, qu'une demi-heure ...

J'invite les curieux à examiner cette région sur Google Earth et à vérifier les distances sur le site Michelin. Les 3 routes possibles font de 79 à 93 km pour une durée, aujourd'hui, et pas en hiver et avec des chaînes en 1935, de 1h 17 à 1h 26.

Ces élucubrations sur la distance Kjeller/Wexhall (ou plutôt Hönefoss : nos « essayistes » citent rarement la vraie localité où vivait Trotsky, située dans la périphérie de Hönefoss), sont reprises plus loin, au chapitre V. Il est intéressant de s'amuser à décortiquer le « raisonnement » suivi, d'une exceptionnelle puissance policière, en extrayant ses étapes de l'océan répétitif d'humour crasseux, de répétitions lancinantes, et de truismes d'hôtel de police, qui les camoufle et les englue. Les vrais personnages de Dupont et Dupond sont battus à plate couture. Il est vrai qu'ils n'étaient pas staliniens, eux.

Proposition valant preuve n°1 : -entre Kjeller et Hönefoss il y a – « à vol d'oiseau » - 48,9 km.

Notons bien ce « à vol d'oiseau » : il atteste que c'est sciemment que mentent nos pandores puisqu'ils tentent de se couvrir par cette petite précision ... Après tout, faire passer Trotsky pour un nazi vaut bien un petit mensonge kilométrique ? Voilà en tout cas qui nous indique ce que vaut la vérité pour ces branquignols. Mais poursuivons.

Proposition valant preuve n°2 : en Norvège, il y a des routes !

Proposition valant preuve n°3 : déjà, en 1935, il y avait des routes en Norvège !

Proposition valant preuve n°4 : sur les routes, il y avait des voitures, et cela, Trotsky l'a avoué : Trotsky a avoué, puisqu'il a déclaré qu'il fallait mettre des chaînes à leurs roues en décembre en Norvège !

Proposition valant preuve n°5 : d'ailleurs, l'hôte de Trotsky, Knudsen, avait une voiture !

Alors, les trotskystes, terrassés ? C'est une « preuve par neuf », hein, un « pistolet fumant » !

Et si ça ne suffit pas, autre « condition fondamentale » du voyage de Piatakov réunie en décembre 1935 : Berlin est à quatre heures de vol d'Oslo ! Diantre ! Et la rotundité de la terre n'attesterait-elle pas du fait que Trotsky et Piatakov pouvaient s'y rencontrer ? ...

Au chapitre III, revoilà l'immortel « chercheur suédois » Hölstromm, toujours aussi « méticuleux ». Pensez donc : il aurait découvert que le ministère des Affaires étrangères norvégien avait demandé au même aéroport, en février 1936, un rapport sur les arrivées d'avions dans les mois précédents, singulièrement en décembre 1935, et nous avons la supposée photocopie du dit rapport. C'est là un

document intéressant sur les débuts de l'aviation civile, remarquable par ses nombreuses imprécisions ... tenues par nos experts comme autant de preuves accablantes que Piatakov est venu voir Trotsky grâce aux nazis, ah mais !

Mais comme ils le disent eux-mêmes, c'est là un luxe pour l'édition française : leur thèse était déjà en place avant que leur méticuleux suédois ne leur envoie ce « *pistolet fumant* » (sic ...). Un chapitre nul et non avenu de l'aveu même de ses auteurs.

Ce qui précède permet déjà de rire du fantasmatique « vol de Piatakov ». Mais nos histrions touchant le fond, décident de creuser encore.

Dans le chapitre VI, nous apprenons que Trotsky, quand il était malade, faisait semblant (en réalité, un historien-médecin aurait beaucoup à dire sur la santé de cet homme, répercutant en lui la responsabilité du siècle, et ses troubles psychosomatiques bien réels, mais c'est un autre sujet). D'ailleurs, il a caché à l'hôpital d'Oslo qu'il avait le paludisme (ah bon ? il était donc bien malade ?). Et puis le soi-disant « *trotskyste* » Deutscher a voulu faire croire à ses lecteurs que comme Trotsky s'est trouvé bloqué par la neige lors d'une excursion visant à refaire sa santé, les 20-22 décembre 1935, alors Piatakov ne pouvait pas venir le voir à ces dates (parce que tout lecteur de Deutscher n'a qu'une question en tête : « et le voyage de Piatakov » !!).

Bref, le vague fil de démonstration à la Dupont-Dupont des chapitres précédents saute au profit de la dérive en roue libre sur le méchant Trotsky, qui se poursuit au chapitre VII, affligeante tentative de présenter le PV de la commission d'enquête à Coyoacan comme preuve de l'embarras de Trotsky tentant de mettre la focale sur cette excursion pour mieux dissimuler qu'il a rencontré Piatakov vers le 12 décembre ...

Le délire policier est le suivant : Trotsky informe la commission que le seul moment où il n'était pas chez lui en décembre 35 est cette excursion neigeuse, c'est donc qu'il cherche à la tromper sur la date où Piatakov est venu le voir ! La preuve, il y a quelques échanges rapides et hésitants entre Dewey et lui sur la date d'arrivée de Piatakov en Allemagne : si l'on comprend bien, nos pandores prétendent que Trotsky disant « *le 11* », avoue inconsciemment que Piatakov est venu le voir ce jour-là. Nous sommes là dans le domaine de la croyance extra-lucide ...

Un détail tout bête est passé sous silence : Vychinski n'a jamais donné la date exacte de cette prétendue rencontre de décembre 1935 ! En outre, la presse allemande n'a signalé la présence de Piatakov que le 20 décembre. Donc, Trotsky a fait état devant la commission de son emploi du temps de tout ce mois de décembre 1935. Tout cela évident, trivial.

Mais nos pandores n'ont pas lu leurs « pièces à conviction », nous l'avions déjà constaté : ce PV, pris en direct avec toutes les hésitations et répétitions des intervenants, notamment de Trotsky qui parle et entend l'anglais avec parfois de l'embarras.

A partir de là, chapitre VIII, Dupond-Dupont reconstituent les faits, attention tenez-vous bien : le 11 ou le 12 (en fait, ils n'en ont aucune idée ...) Trotsky est passé par la fenêtre de son bureau pour aller rencontrer en toute discréction Piatakov dans un endroit intermédiaire entre Kjeller et Wexhall ! Car il pouvait se balader comme il voulait en Norvège et, bien entendu, hop, passer par les fenêtres ! Faut-il continuer ? « *Nous sommes maintenant descendus à des niveaux véritablement pathétiques* » - c'est eux qui le disent !!!

Cela ne fait jamais que huit versions possibles du « vol de Piatakov » dans lequel on se vautre ici : 1) vol direct Berlin-Kjeller et rdv chez Trotsky, 2) idem mais en passant par Linköping, rappelez-vous ..., 3) la version 1, Trotsky passant par la fenêtre, 4) la version 2, Trotsky passant par la fenêtre, 5) vol direct et rencontre à mi-chemin entre le Piatakov volant et Trotsky, 6) idem mais en passant par Linköping, 7) version 5 avec le Trotsky monte-en-l'air, 8) version 7 avec le bondissant Trotsky. Nos limiers ont produit plusieurs versions dont chacune est absurde en elle-même et contradictoire avec toutes les autres.

Mais bon, ce Trotsky savait tromper son monde, comme nous le démontre une fois de plus le méticuleux suédois et si précieux « *universitaire Sven Eric Holström* » avec cette preuve accablante entre toutes : ce grand spécialiste a connaissance, tenez-vous bien, des « *Mémoires non publiés de l'officier de police Askvig* », digne officier mémorialiste à la retraite qui a entendu Trotsky parler norvégien, alors qu'il disait ne pas pratiquer cette langue : damned ! Ah, ce Trotsky, quel terrible « *astucieux* » ...

Variations sur le Piatakov volant.

Se contredisant une fois de plus eux-mêmes, nos pandores nous apprennent au début du chapitre VIII que « *La principale preuve de l'existence de la conversation secrète de Piatakov avec Trotsky est « l'affaire Olberg »* », laissant fuiter qu'eux-mêmes ne tiennent pas leurs « preuves » précédentes pour solides ...

Mais l' « affaire Olberg », dont j'ai dit l'essentiel ci-dessus à propos du premier procès de Moscou, ne l'est pas plus. Nos lauréats cherchent à inventer des mensonges de Trotsky sur Olberg : les archives de Harvard indiqueraient une correspondance (assez formelle) de Trotsky et d'Olberg jusqu'au 3 mars 1931 – admettons le, quoi qu'ils ne donnent aucune source ... Trotsky aurait donc menti en écrivant qu'Olberg avait depuis 1930 « *disparu de mon esprit* ». Mais la citation est inexacte : d'une part Trotsky ne donne pas de date, d'autre part il écrit, au présent, que Olberg a « *tout à fait disparu de mon horizon* » (*Œuvres*, tome 11, p. 85). On voit à ce genre de détails les truqueurs à l'œuvre.

Admirs ensuite l'argument excluant que le dit Olberg fut un agent du GPU : Staline l'a fait fusiller et c'est bien connu, Staline ne faisait pas fusiller ses agents ! ... Que dire ? ... et pour finir, ils affirment pour « *démontré* » que Olberg avait un passeport hondurien fourni par la Gestapo et par ... Trotsky ! « *Démontré* » où ? Hé bien dans les accusations indémontrées des procès de Moscou ...

A ce stade, que peuvent faire nos zozos pour s'enfoncer encore ? Hé bien (chapitre XV) annoncer que le « pistolet fumant » final consiste dans le « *témoignage* » (sic !) de Piatakov et Radek lors de leur procès ! De tels témoignages ne peuvent pas avoir été « *inventé de toute pièces* », n'est-ce pas ? Certes non : ils ont été longuement fabriqués, et les accusés, surtout Radek, ont participé à leur fabrication. Nous apprenons qu'à Moscou en 1936 ces gens-là étaient « *libres* » !!! D'ailleurs (chapitre XVII) aucun n'a été torturé puisque, lors des audiences publiques, ils ne se sont pas plaints !!! Piatakov avait même été chargé d'être « *procureur général* » du premier procès de Moscou (p. 664) !!!

La dernière touche de ce scenario de série B est portée ici : si Piatakov, en accord avec Radek, était allé voir Trotsky avec l'aide des nazis (demandée et obtenue par Trotsky !), c'était pour s'engueuler avec lui parce que ces vieux bolcheviks n'admettaient pas qu'il n'ait pas attendu d'avoir leur accord pour s'acoquiner avec Rudolf Hess ! Bon sang mais c'est bien sûr !

Et puis, chapitre XVI, Trotsky n'a pas évoqué ses désaccords avec Piatakov à propos de ses relations avec les nazis : c'est bien une preuve !!! Nous voici arrivés de plein pied dans le raisonnement de tous les tortionnaires et flics politiques du monde : si l'accusé n'a pas fait ce dont on l'accuse, c'est la preuve qu'il dissimule !

Deux accusations encore contre Piatakov sont présentées comme vraies. Responsable du commerce extérieur en 1931, il aurait financé « les trotskystes » par les trop-payés des firmes Borsig et Dermag, ce que « prouveraient » ... les PV du procès de Moscou, et un ouvrage d'un ingénieur américain, Littelpage, qui avait remarqué des malversations dans les services soviétiques du commerce extérieur. C'est tout ... Au passage, Boukharine est lui aussi accusé de terrorisme, en 1929, passons.

En outre (chapitre IV) nos limiers sont bien entendu convaincus que la rencontre de Sedov et de Piatakov à Berlin en 1932 n'était pas fortuite, et se livrent à de longues triangulations du quartier de Unter den Linden pour avoir l'air d'être des enquêteurs, alors qu'il est clair que Sedov y « rodait » près des lieux où résidaient les personnels soviétiques pour faire des rencontres, tout simplement. Mais leur preuve clef est la suivante : Broué pense que le voyage de Blumkine, allant voir Trotsky en 1929, n'avait pas été fortuit (Blumkine, responsable du contre-espionnage, a été fusillé juste après, peut-être sur dénonciation de Radek), et il sait que la rencontre de Sedov et Smirnov en 1931 ne l'était pas, donc il n'est pas possible que celle avec Piatakov, croisé dans la rue, l'ait été. Le seul intérêt de cette « démonstration » qui n'en est pas une, est son caractère profondément, très typiquement policier. Dans la vraie vie, le hasard existe, le demi-hasard aussi.

Autre démonstration sordide de cette mentalité policière de « *pistolet fumant* », expression favorite oh combien symptomatique de nos Vidoc à la gomme : ils ont vu dans le *Journal d'exil* de Trotsky, ce très beau texte écrit en 1935, un passage qui évoque un souvenir ravivé par Natalia, sur Piatakov en 1926, et que, rapportant ce souvenir, Trotsky n'insulte pas Piatakov : c'est bien la preuve ! la preuve par neuf ! le pistolet fumant ! Basseesse d'indics ...

Et donc Piatakov avait une personnalité qui « *correspondait parfaitement au portrait-robot du sujet qui allait réellement effectuer le voyage risqué de Berlin aux environs d'Oslo, en décembre 1935* » ! Bas-fonds de pourriture policière, bêtise insondable ...

J'ai gardé pour la fin l'affriolante révélation finale du chapitre XIX. Le saviez-vous ? Le vol de Rudolf Hess en 1941 a été inspiré par le vol de Piatakov en 1935 ! A ce stade, que dire ? ... (bien entendu, le fait que Hess n'a pas été interrogé sur ses prétendus liens avec Trotsky par les juges soviétiques à Nuremberg, malgré une lettre publique de Sedova, n'est pas mentionné).

Ouf, on a fini ! Il reste un appendice. Mais l'intéressant est que le pape des branquignols staliniens, Grover Furr, a ses entrées dans les archives du FSB de Poutine, qui lui a donné en 2015 une déclaration de Piatakov à Ejov en décembre 1936 – qui n'apporte strictement rien.

Admirons encore une fois la triste mentalité et la bêtise crasse de ce pavé. D'après cette découverte offerte par Poutine à Grover Furr, Trotsky aurait écrit qu'il fallait procéder à la « *liquidation de S* ». S au lieu de Staline : « ... pas même un *Shakespeare (inexistant et encore inconnu) du NKVD n'aurait pu inventer de toutes pièces de manière aussi efficace* » un tel procédé !!! Vous avez bien lu : c'est tellement « vrai » pour Trotsky d'écrire à Piatakov qu'il faut « liquider S » que vraiment, vraiment, le NKVD n'aurait jamais pu avoir le talent d'inventer une chose pareille !!! ...

Le reçu postal découvert par M. Getty.

Nous avons donc vu ce qu'il en est de la « preuve » qui fournit le titre de l'œuvre et justifie la croix gammée sur le portrait de Trotsky. Le chapitre IV est consacré à la seconde grande « preuve », la supposée « lettre à Radek ».

L'enjeu est ici important, car la recherche historique doit passer : selon l'historien américain John Archibald Getty, la partie des archives de Trotsky restée fermée à Harvard jusqu'en 1980 contient des reçus de lettres envoyées, non par Trotsky mais par des responsables de son courant (nous ignorons leur contenu et de qui elles étaient), à Radek, ainsi qu'à Preobrajensky et à Sokolnikov, en 1932. La photo du reçu de la lettre envoyée à Radek en mars 1932 figure comme une triomphale pièce à conviction brandie par les Dupond-Dupont, en page de garde de l'ouvrage. Ils n'ont rien à dire sur celles adressées à Preobrajenski et à Sokolnikov. Pour eux, bon sang mais c'est bien sûr : Trotsky en disant ne pas avoir eu de relations avec Radek depuis sa capitulation, qui fut crapuleuse à la différence d'un Smirnov ou d'un Smilga, avoue « en creux » l'avoir recruté pour ses basses œuvres !

L'enjeu pour les chercheurs est que l'emballement de nos petits policiers staliniens pour ce document ne doit pas faire écran à la vraie recherche historique à ce sujet, qui ne peut à ce stade que s'en tenir à des hypothèses. J.A. Getty est le tenant d'une interprétation « fonctionnaliste » des années 1930 en URSS, par analogie avec l'école « fonctionnaliste » qui atténue le rôle personnel d'un Hitler et privilégie les « processus » objectifs incontrôlés. Les purges deviennent alors une réaction non maîtrisée par rapport à une absence de contrôle des structures de base de la bureaucratie. Le fond de vérité de cette thèse ne doit pas masquer le rôle moteur des initiatives répressives et manipulatrices de Staline, même si elles furent prises empiriquement, de manière roublarde pourrait-on dire. J.A. Getty a exploité dans ce cadre la mise à jour par Pierre Broué, dès l'ouverture, en 1980, de la partie fermée des archives de Harvard, du Bloc des oppositions en 1932 – j'ai l'impression qu'il s'en est beaucoup servi sans trop le citer. Le début de dédouanement « fonctionnaliste » et « objectif » de la responsabilité des sommets, et de Staline lui-même, dans les purges qui portent son nom, est bien entendu amplifié par les staliniens eux-mêmes se cachant derrière la référence à J.A. Getty, qui, cela dit, ne me semble pas être un historien de premier plan.

Le plus grave ici est l'utilisation de Pierre Broué qui aurait « prouvé » que complot contre Staline il y avait. Je dois dire que j'ai vécu sa joie d'avoir découvert cela ! Que, loin d'être des « capitulards », des bolcheviks comme Smirnov avaient repris contact avec Trotsky - et qu'il y a probablement eu un début de débat sur l'élimination de Staline, dans lequel on sait que Trotsky était tout à fait contre de tels projets et initiatives : un débat pleinement légitime !

Nos Dupond-Dupont prétendent avoir la « preuve », avec ce reçu postal, que Radek s'était placé sous l'allégeance de Trotsky en 1932. Les nazis alors n'étaient pas encore au pouvoir, mais à partir de leur « preuve » ils mettent sur le dos de ... Trotsky, tous les contacts avec l'Allemagne nazie qu'a eu Radek de 1933 à 1936 pour le compte de Staline !

Ils affirment même qu'il y avait d'autres « preuves », mais qu'elles ont été escamotées des archives par les « trotskystes » Isaac Deutscher et Jean Van Heijenoort ! Grossière calomnie, purement gratuite, et stupide de surcroît : ni l'un ni l'autre n'était plus de longue date, au sens politique du mot, « trotskyste ».

Le reçu en question est celui d'une lettre envoyée non par Trotsky, mais par « Molinier », sans doute Raymond Molinier (et non Henri comme le supputent nos sbires), depuis un bureau de poste parisien, à Radek, « délégué russe du comité du désarmement », à Genève, sans adresse plus précise.

Nos Dupond-Dupont ne font pas l'enquête nécessaire, ce sont en définitive de bien piètres policiers. Tout historien sérieux connaissant un tant soit peu les organisations révolutionnaires ne peut en effet qu'être frappé par le défi absolu à toute norme de sécurité d'un tel envoi. Raymond Molinier, connu du GPU, aurait voulu gravement compromettre Radek aux yeux de ses agents, et des agents directs de Staline les doublant, surveillant tous ses contacts, qu'il ne s'y serait pas pris autrement !

Deuxième évidence « policière » : ce document ne confirme pas du tout les accusations du second procès de Moscou, mais il les contredit. Le « témoin » Romm y a raconté qu'étant à Paris, il a reçu en février 1932 un billet de Sedov qu'il était chargé de transmettre à Radek, lettre qui demandait à celui-ci d'organiser l'assassinat de « *Staline et de Vorochilov, ensuite tous les autres* ». Au procès, rappelons encore une fois que Radek conteste ce contenu, non que telle n'ait pas été l'intention des ordres de Trotsky, mais « *parce que nous ne donnions jamais de noms dans nos lettres* ». D'après lui, il a ensuite reçu d'autres lettres de Trotsky – donc suite à ce contact de février 1932 -, en URSS, mais, c'est dommage, il les a toutes brûlées et ne peut donc pas les montrer au procureur (*aucun document, et pour cause, ne fut exhibé aux procès de Moscou ...*) !

Il était donc pour le moins absurde que Molinier le grille en mars par une lettre imprudente à une conférence internationale à Genève ... sauf s'il n'existe bel et bien aucune correspondance Trotsky/Radek !

Nos Dupond-Dupont qui veulent montrer que les accusations des procès de Moscou étaient véridiques, « oublient » ici de rappeler en quoi elles consistaient réellement ...

Ils n'ont, bien entendu, pas pris la peine de se renseigner sur ce que pouvait bien faire Radek en mars 1932 à Genève. Il vaut la peine de lire la biographie de Radek de Jean-François Fayet (ils l'ignorent, ne la citant qu'une seule fois de seconde main, via Internet).

Radek avait, à la demande de Staline et pour faire ses preuves envers lui, formé une sorte de commission des affaires étrangères, dite d'information, auprès du Comité Central, qui doublait le ministère de Litvinov et pouvait mener des négociations officieuses. Sa première sortie d'URSS depuis sa déportation comme « trotskiste » (ce qu'il n'a jamais été) et sa capitulation, était celle de Genève en mars 1932, c'est dire s'il y était sous contrôle ! Le but était de prendre des contacts officieux avec les États-Unis en vue du rétablissement des relations diplomatiques, et sur ce plan sa mission fut sans doute efficace. Par la suite, beaucoup de missions de Radek furent spécialisées dans les rapports officieux avec les nazis et l'armée allemande. Si nos espingoirs avaient lu Fayet, ils auraient pu donner des « informations » bien pires encore que celles qu'ils mettent sur le dos de Trotsky, comme s'il avait été le supérieur de Radek, qu'était Staline ! Ils auraient découvert les bonnes relations de Radek, sous la coupe de Staline, avec Koch, le futur Reichskommissär d'Ukraine !

Alors, que pouvait contenir cette lettre envoyée très ouvertement et de façon très transparente et compromettante par Molinier ? L'hypothèse la plus vraisemblable à cette date est une adresse à la diplomatie soviétique sur le danger nazi, la nécessité du front unique contre Hitler, voire l'appel à des mouvements préventifs de l'armée rouge, toutes choses formulées publiquement par Trotsky dans la même période, mais qu'il tenait – il y a d'autres exemples de cela – à faire parvenir directement au Bureau Politique d'un parti qu'il voulait encore, à cette date, « redresser », et à Staline. En compromettant Radek, il savait que celui-ci était absolument obligé de faire remonter le courrier à qui de droit ...

Cette explication, politiquement plausible et beaucoup moins rocambolesque que les élucubrations des Vychinski de chez Delga, est en tout cas un beau sujet de recherche historique qu'il convient d'étendre aussi aux reçus des lettres qui auraient, selon J.A. Getty, été adressées à Preobrajensky et à Sokolnikov, qui peuvent avoir eu d'autres mobiles, celui du Bloc des oppositions étant totalement exclu dans le cas de Radek.

Au lieu de cela, nous avons dans la suite de ce chapitre IV un pénible salmigondis d'affirmations stupides mais caractéristiques. Par exemple, Radek a été, disent-ils d'après Getty, convoqué par le GPU sur l'affaire Rioutine (c'est probable : le GPU a alors convoqué beaucoup de monde). C'est une preuve qu'il avait quelque chose à se reprocher du côté de Trotsky ! Et alors, il s'est disculpé en expliquant que « *I.P. Smirnov* » (faute de frappe ? I.N. Smirnov ?) était un ... boukharinien. Franchement, s'il a dit ça le GPU aurait dû le garder pour foutage de gueule ! Le reste est à l'avenant, c'est pourquoi je me contenterai d'en reprendre deux points seulement.

Après avoir mis sur le compte de Trotsky les coquetteries faites par Radek au compte de Staline en direction de l'Allemagne nazie, nos comiques troupiers en arrivent à la possible opposition exprimée par Radek à la non intervention en Espagne, dont j'ai traité ci-dessus. Il s'agit d'une hypothèse de Pierre Broué, mais, dans un inimitable style policier, ils tentent de nous raconter que P. Broué avait voulu la dissimuler ! Pierre Broué, donc, aurait donné, dans sa biographie de Trotsky (Fayard 1988), « *la énième preuve concrète de ce point particulier du thriller historique exposé* » (sic !), mais il l'aurait dissimulée dans une note de sa biographie de Trotsky : « *une note très brève, bien cachée à la fin de son intéressante biographie sur Trotsky, et donc presque inaccessible.* », p. 158, dissimulation qui prouve bien qu'anguille sous roche il y avait !

Petit problème : la référence donnée p. 158 est fausse (elle indique une note de la page 667 de Broué, note qui n'existe pas, et page dans laquelle il n'est pas question de Radek) : la note citée concerne en fait la page 856 (hé oui, je l'ai trouvée ...), et même le lecteur pressé qui ne lit pas les notes peut savoir en lisant le corps du texte, p. 856 donc (où il est question du second procès), que l'on « *murmure à Moscou qu'il [Radek] a été arrêté à cause de ses articles sur l'Espagne et de ce qu'il a dit sur la défense de sa révolution quand Staline se préparent à approuver la non-intervention* ». Qu'est-ce qui est prouvé ici ? Uniquement que nos indics de sous-préfecture ne lisent pas les livres dont ils parlent.

Pot-pourri pour charger la barque.

De fait, toutes les « preuves » de nos soi-disant « enquêteurs » concernent le Piatakov volant et l'épistolaire Radek. La première est un mauvais vaudeville, la seconde repose sur un document réel mais qui a toutes chances de contredire les accusations du second procès de Moscou, loin de les confirmer. Sans parler des autres affabulations des procès : le Mikado, l'Intelligence Service ... dont nos pandores ne parlent pas. Sachant fort bien que tout cela est bidon, ils chargent la barque avec plein d'autres choses pour impressionner le lecteur. Comprendons-bien qu'il n'y a que deux sortes de lecteurs possibles pour un tel ouvrage en tant que tel illisible : le lecteur déjà informé, comme l'auteur de ces lignes, et le lecteur pas trop malin et adhérant déjà plus ou moins à la thèse défendue. C'est ce dernier qu'il s'agit de finir de noyer.

Le chapitre XVIII tente donc de rajouter au voyage de Piatakov et à la correspondance terroriste avec Radek un nouveau dossier : le bois de Boulogne où Romm aurait rencontré Trotsky !

Nos malheureux précisent que le but de leur « démonstration » est de confirmer que Romm a mis Radek en contact avec Trotsky en février 1932, sans se rendre compte qu'ils sapent ainsi leur roman sur la missive terroriste envoyé à Genève le mois suivant. On appréciera d'ailleurs leur « raisonnement », mais à ce stade on est habitué : si Romm a mis Radek en contact avec Trotsky en février 1932, ceci prouverait qu'il l'a rencontré au bois de Boulogne fin juillet 1933 !

Trotsky est arrivé en France, à Saint-Palais près de Royan, le 25 juillet 1933, ce qui laisse peu de jours pour aller au bois de Boulogne. Conformément au proverbe qui veut que plus le singe monte haut dans l'arbre, plus il montre son c..., nos pandores tentent de mettre en doute tout son témoignage à la commission Dewey sur cette dernière semaine de juillet. Ils assimilent sa liberté de mouvement relative en France à un incognito total par rapport aux autorités, ce qui est absurde. Ils appellent Véra Lanis, compagne de Raymond Molinier qui aide alors à la cuisine, une « *esclave roumaine* » de Trotsky, qualifient Jeanne Martin des Palières de « *riche aristocrate* », et ils imaginent des vaudevilles, avec des parties à trois, entre toutes ces femmes résidant chez Trotsky ...

La crasse le dispute à la bêtise, mais de toute façon : quel rapport autre que fantasmatique avec le bois de Boulogne ? Mieux encore, nos pandores savent que Trotsky a pu s'y rendre ... en « *Panhard-Levassor* » !!! Le summum, enfin, est la chose suivante : Romm au procès de Moscou a prétendu que Trotsky lui avait dit : « *ce qui ne peut être guéri par la médecine sera guéri par le fer ; ce qui ne peut être guéri par le fer sera guéri par le feu* ». Paraît que c'est d'Hippocrate. Or, au procès de Moscou, cela a été présenté comme une « citation latine ». Or justement, Trotsky à Coyoacan n'a pas dénoncé cette erreur entre le grec et le latin. C'est bien qu'il avait quelque chose à cacher ! Ah, mais ...

Dans la rubrique « chargeons la barque », nous avons encore le futur accusé du 3° procès, Bessonov (chapitre V), dont Broué aurait « *reconnu* » (sic) qu'il avait des contacts de l'Opposition à la légation commerciale soviétique de Berlin (mais le contact, par Naville, n'est attesté par Broué qu'à la date de 1929, ce sur quoi nos fifrelins ne s'attardent pas). Un peu de courage, messieurs : pourquoi n'essayez-vous pas de nous « prouver » qu'en 1934 Trotsky lui a ordonné d'assassiner Gorki ? Feignants !

P. 621 on apprend que Trotsky a dénoncé des « communistes » au représentant du FBI Robert McGregor, en 1940. Enfin : le FBI ! la CIA ! L'impérialisme américain ! Cela manquait !

Divers sites staliniens et stalino-maoïstes dans le monde répercutent effectivement les travaux d'un certain William Chase, universitaire américain, cité en note ; le titre de son article atteste de son biais : *Trotsky in Mexico. Toward a History of His Informal Contacts with the US Government*. Des contacts informels ? Pour tout en savoir, il suffit de se reporter au tome 22 des Œuvres publié par P. Broué, et à son introduction. Trotsky avait accepté, publiquement, de déposer devant une commission réactionnaire formée auprès du Congrès US, la commission Dies, qui comptait le questionner sur « le communisme ». Ce que nos rigolos se gardent de dire, qu'ils ignorent peut-être, c'est que les chefs staliniens américains ont eux aussi déposé auprès de cette commission, avant Trotsky, et y ont dénoncé l'alliance Hitler/Trotsky, tout du moins avant le pacte Hitler/Staline ...

Finalement, les autorités US ont pris peur et ont renoncé à donner suite à leur invitation. Quant aux staliniens et agents de Staline agissant notoirement au Mexique en 1940 que mentionne Trotsky dans sa correspondance avec ladite commission, ils sont tout à fait connus et étaient dénoncées tout aussi bien publiquement par lui : ils collaboraient à la préparation de son assassinat, proche. Comme

« collaboration avec le FBI », on fait mieux ... mais un Trotsky allié à Hitler pouvait-il avoir des scrupules ?

Après Romm, Bessonov et la commission Dies, Mussolini. Le 23 novembre 1932 Trotsky aurait déclaré avoir fait une « *grande expérience* » en passant à Pompéi (chapitre XIV). C'est ennuyeux, car ce jour-là il arrivait à Copenhague et n'était pas passé par l'Italie ... C'est à son retour en Turquie qu'il est passé en bateau par la côte italienne. Bien entendu, pour nos fins limiers, ceci prouve qu'il avait passé un accord avec Mussolini. Soyons généreux, donnons à Dupont-Dupond le nom de cet accord : un visa de transit. Et son contenu : passer le moins de temps possible en Italie !

Pendant ce temps, Staline vendait le pétrole russe à Mussolini, qui s'en servira pour massacer les Éthiopiens. Mais voyez-vous, Staline était sincère : c'est avec une parfaite sincérité qu'il accusait Trotsky de s'être allié aux nazis ! Il ne pouvait quand même pas inventer une chose pareille !

C'est d'ailleurs possible : Staline s'étant allié aux nazis et ayant recherché cette alliance tout au long des années trente, pouvait imaginer que d'autres essayaient de le doubler ! On mesure ici les univers moraux incompatibles des combattants pour l'émancipation humaine, d'un côté, et des profiteurs et défenseurs de l'ordre existant, de l'autre. Et l'on voit clairement où sont nos pandores ...

Où nos pandores disent faire de la politique.

Au début du chapitre XI est annoncée une analyse « politique » des positions de Trotsky, venant compléter le « *polar historique* ». « ... Trotsky n'est certainement pas devenu un agent des nazis, mais a joué au contraire, entre 1933 et 1940, un jeu politique complexe » consistant à tendre la main à Hitler, qu'il n'aimait pourtant pas, contre Staline. Belle « objectivité » !

L'analyse mondiale de la lutte des classes par Trotsky est ramenée à un pur catastrophisme (qui était en fait le lot des staliniens en 1928-1933), qui lui aurait fait croire à l'impossibilité de construire le socialisme dans un seul pays et à l'incapacité de Staline, trop « *incapable et désastreux* », de défendre ce pays. Donc, à partir de la victoire de Hitler, Trotsky est convaincu à juste titre que l'Allemagne attaquera l'URSS et convaincu de manière erronée qu'elle la vaincra fatallement. D'où le plan génial qui consiste à ... tendre la main à l'ennemi allemand, collaborer avec lui !

J'ai, dans la première partie de ce travail, présenté les positions effectives de Trotsky, sans rapport avec cet écrémage de bas étage. Il n'y a en fait aucune analyse politique ici : ce sont le « vol de Piatakov », la « lettre à Radek » et autre « pistolets fumants » qui déterminent tout ce que Trotsky a pu écrire, très mal connu de nos auteurs et presque toujours cité de seconde main.

Ainsi, l'article de Trotsky du 1^{er} octobre 1933, *La nature de classe de l'Union soviétique. La Quatrième Internationale et l'URSS* (Œuvres, tome 2, je précise), contient une phrase disant que la transmission du pouvoir de la bureaucratie à « *l'avant-garde prolétarienne* » ne se fera que par « *la force* » et pas par des voies « *constitutionnelles* ». Bien entendu, nos penseurs voient là un appel au terrorisme. En fait, cet article est une étape dans la construction par Trotsky de la catégorie de *révolution politique* contre la bureaucratie, qui n'y apparaît pas encore clairement – et l'essentiel de sa polémique y est dirigée contre la tentation d'appliquer à l'URSS le diagnostic de rupture porté quelques mois auparavant sur la III^e Internationale.

Le chapitre XIII du *Vol de Piatakov* est tout entier dévolu à dénoncer ce que, dans leur style inimitable d'indics de sous-préfecture, ses auteurs appellent cette fois-ci un « *super pistolet fumant* », carrément. Trotsky aurait écrit en octobre 1933 que s'il était au pouvoir en URSS il serait, vu la

situation, bien obligé d'avoir des relations diplomatiques et économiques avec l'Allemagne nazie, ce qui était selon eux une offre publique de service à Hitler (notons que Staline et Vychinsky n'avaient même pas pensé à dénoncer ces propos, c'est ballot !).

Or, il est tout simplement impossible au lecteur « de base » de trouver de quel article de Trotsky ils peuvent bien parler. Nos auteurs ne se basent que sur la biographie de Trotsky par Deutscher, qui cite la phrase suivante, dans le tome 5 aux pp. 294-295 (et non aux pp. 281-282 d'un tome inconnu si l'on en croit leurs notes !) : si l'opposition était au pouvoir, « *Elle serait forcée, en particulier, de maintenir des rapports économiques et diplomatiques avec l'Allemagne de Hitler. En même temps, elle préparerait la revanche ...* ». Nos auteurs ne connaissent que ce passage de l'article de Trotsky, et ils nous expliquent que la revanche dont il est question ne vise pas l'Allemagne nazie, mais Staline et cela avec l'assistance des nazis !!!

L'absence de source autre qu'une référence à Deutscher ne donnant pas le tome semble avoir conduit le traducteur à ajouter une note : il s'agirait selon lui de l'article suivant : « *Il faut reconstruire les partis et l'Internationale communiste* », signé G. Gourov, paru dans le *Bulletin de l'Opposition*, n° 36-37, d'octobre 1933. ». Bon, si nous ouvrons les Œuvres de Trotsky (tome 2) parues sous la direction de Pierre Broué, nous trouvons un tel article plus correctement titré *Il faut construire de nouveau des Partis communistes et une nouvelle Internationale*, mais il est daté du 15 juillet 1933 et il est paru en bulletin intérieur avant d'être diffusé dans le n° 35, et non 36-37, du *Bulletin de l'Opposition*, sa réédition de juillet 1943 dans *Fourth International* est trouvable sur Internet ... et il ne contient absolument pas le passage cité par Deutscher !

Bref : nos branquignols sont incapables de dire d'où vient cette citation, ils ne le disent donc pas, le traducteur animé par un léger scrupule tente de le dire et se trompe à son tour. Comme j'utilise les œuvres de Trotsky que nos comiques troupiers n'ont jamais ouvert, j'ai trouvé la vraie source de Deutscher : *A propos de la politique extérieure de la bureaucratie stalinienne*, daté du 12 mai 1933, paru dans le journal trotskyste français *La Vérité* le 19 mai.

Il sera salutaire, et ça nous fera respirer un meilleur air, de citer entièrement ce fameux article, « super-pistolet fumant » que ni les « essayistes italiens » ni leur traducteur-éditeur ne connaissent ni n'ont lu, bien qu'ils nous disent qu'il prouverait que Trotsky voulait se venger de Staline avec l'aide d'Hitler !

Un peu d'air frais.

Le voici - nous sommes trois mois et demi après l'arrivée de Hitler au pouvoir :

En Orient le gouvernement soviétique est prêt à vendre ses droits sur le chemin de fer de l'Est chinois. En Occident, il renouvelle l'ancien traité germano-soviétique sur le nom de Hitler. Dans deux directions opposées de sa politique extérieure, le gouvernement de Staline-Molotov s'incline devant l'impérialisme et le fascisme.

L'abandon du chemin de fer de l'Est chinois ne signifie pas simplement pour l'État ouvrier la perte d'une position économique et stratégique importante, mais le transfert direct entre les mains de l'impérialisme japonais d'un instrument important qui, demain même, sera dirigé contre la Chine et aussi contre l'Union soviétique.

L'accord de Staline avec Hitler affermit la position de Hitler et ne peut pas ne pas réagir de façon funeste sur l'état d'esprit des ouvriers allemands. « Que le puissant État ouvrier soit obligé de

rechercher l'amitié de l'Allemagne fasciste signifie que la position des nazis est solide. » C'est ce que se dit inévitablement tout prolétaire allemand qui pense. Au moment où la bureaucratie de l'Internationale communiste présente la victoire de Hitler comme un épisode passager et met à l'ordre du jour la question de la grève générale et de l'insurrection (sur le papier), la bureaucratie soviétique trouve indispensable d'établir des relations « normales » avec la dictature fasciste d'Allemagne. Les actes de Litvinov-Khintchouk [le ministère des Affaires étrangères soviétique] caractérisent beaucoup plus exactement le point de vue des staliniens que la littérature à bon marché de Manuilsky-Kuusinen [l'Internationale communiste].

La révolte règne dans les cercles révolutionnaires européens à propos des derniers pas de la bureaucratie stalinienne en politique extérieure, pas seulement d'ailleurs dans les groupes oppositionnels, mais aussi dans les partis officiels. Le mot de « trahison » se trouve de plus en plus souvent, sinon dans les articles, du moins dans les lettres et dans les entretiens.

De telles protestations ne sont pas difficiles à comprendre du point de vue psychologique ; mais nous ne pouvons pas nous y associer politiquement. La question des relations entre l'État soviétique et l'impérialisme est, dans son essence, une question de rapport de forces. Après que la révolution chinoise en Orient et l'avant-garde du prolétariat européen en Occident furent étouffées, le rapport de forces s'est brusquement détérioré au détriment de l'État soviétique. A cela, il faut ajouter la néfaste politique intérieure, le relâchement complet des liens entre le prolétariat et la paysannerie, entre l'appareil et le dictateur personnel, entre le parti et le prolétariat. Chacune de ces causes politiques oblige les bureaucraties centristes à foudroyer l'opposition et à battre en retraite devant le Mikado et devant Hitler.

La bureaucratie stalinienne est responsable de toute sa politique opportuniste et aventuriste. Mais les conséquences de cette politique ne dépendent plus de sa volonté. Il lui est impossible de se tirer à sa guise d'un rapport de forces défavorable. Quelle politique aurait-on pu attendre ou exiger de la part du gouvernement soviétique à l'égard de l'Allemagne fasciste ? La rupture des relations ? Le boycottage ? Ces mesures ne pourraient avoir un sens que comme préparatifs d'opérations militaires. Il y a deux ans, nous avons tracé une perspective de cette sorte, non pas isolément, mais en rapport étroit avec un changement radical de politique en URSS et en Allemagne, c'est-à-dire en comptant sur le renforcement de l'État ouvrier et du prolétariat allemand. Le développement s'engagea dans la voie opposée. Aujourd'hui, alors que les ouvriers allemands sont écrasés, que l'État soviétique est affaibli, le cours vers la guerre révolutionnaire serait de l'aventurisme le plus pur.

Sans un tel cours, c'est-à-dire sans des préparatifs directs de guerre révolutionnaire et d'insurrection en Allemagne, la rupture des relations diplomatiques et le boycottage économique ne seraient qu'un simple geste misérable d'impuissance. L'absence de commandes russes, il est vrai, accroîtrait quelque peu en Allemagne le nombre des sans-travail. Mais est-ce que, jusqu'à présent, c'est de sans-travail qu'il a manqué pour la révolution ? Il a manqué un parti révolutionnaire et une politique juste. Cela manque doublement maintenant. Nous pouvons ne pas examiner maintenant à qui serait directement utile une reprise économique en Allemagne : au fascisme ou au prolétariat. Il est clair que le problème général de la conjoncture ne se tranche pas par les commandes soviétiques. En revanche, d'un autre côté, le refus de liens économiques avec l'Allemagne frapperait durement l'économie soviétique et, par conséquent, frapperait encore plus l'État ouvrier.

Nous répétons : la fraction stalinienne porte une responsabilité directe et immédiate dans le naufrage de la révolution chinoise, dans la destruction du prolétariat allemand et dans

l'affaiblissement de l'État ouvrier. C'est sur cette ligne fondamentale qu'il faut mener la lutte contre elle. Il faut purifier le mouvement ouvrier mondial de la lèpre du stalinisme. Il faut lutter contre les racines de la maladie et non contre ses symptômes et ses conséquences inévitables.

En marxistes, dans la lutte contre le centrisme bureaucratique, nous restons sur le terrain du réalisme révolutionnaire. Si les bolcheviks-léninistes (Opposition de gauche) se trouvaient aujourd'hui à la tête de l'État soviétique, ils seraient tenus, dans leurs actes pratiques immédiats, par le rapport de forces existant et dix années de politique des épigones, d'entretenir des liens économiques et diplomatiques avec l'Allemagne de Hitler. En même temps, ils se prépareraient à la revanche. C'est une grande tâche, qui demande du temps, et qui ne se résout pas par un geste démonstratif, mais qui exige un changement radical de la politique dans tous les domaines.

Magnifique article, qui se situe encore dans la perspective de la réforme de l'URSS et du PCUS que Trotsky va abandonner bientôt, appelant le stalinisme un « centrisme bureaucratique » (supposé se situer entre la gauche prolétarienne et la droite restaurationniste du capital). Que l'on soit d'accord ou non avec Trotsky, il suffit de savoir lire pour voir clairement qu'en aucun cas cet article, leçon combinée de réalisme politique et de passion révolutionnaire, n'est une offre de services à Hitler : bien au contraire, Trotsky y condamne à la fois – c'est le point de départ – les capitulations de Staline devant l'Allemagne et le Japon, et – c'est le point d'arrivée – les démonstrations menaçantes velléitaires liées à la persistance d'un triomphalisme démoralisant, en pleine défaite, dans la bureaucratie de l'Internationale communiste, deux maux staliniens tout à fait combinés. Il est surtout absolument évident que la « revanche » vers laquelle tout l'article est tendu, est la revanche du prolétariat sur Hitler. Seuls de pâles espingoins peuvent oser prétendre qu'il s'agirait d'une revanche ... sur l'URSS aux côtés de Hitler ! Il est vrai qu'ils ignoraient cet article, n'en connaissant qu'une courte citation, ce qui ne les excuse en rien tout au contraire. Mensonge politique éhonté, incompétence historique crasse, folklore indigne dans les sources, se marient ici de façon exemplaire ...

Un sommet ...

L'un des aspects les plus invraisemblable et extraordinaire de la construction « Trotsky ami des nazis » conduisant à adapter toutes les positions de Trotsky à cette grande alliance, est l'affirmation selon laquelle – encore une « preuve », encore un « pistolet fumant » ...- Trotsky après 1933 se contrefout de l'antisémitisme nazi comme de l'an quarante, pour ainsi dire.

Quelques rares citations, comme d'habitude de seconde main, sur la relation entre capitalisme en crise et antisémitisme, servent à nos auteurs à prétendre qu'ainsi, Trotsky disculpait les nazis, vu qu'il avait passé un accord avec eux !

Il n'est pas nécessaire de consacrer des pages à la réfutation de cette énormité. Rappelons qu'en ce qui concerne l'analyse du nazisme, Trotsky fait partie des rares auteurs du mouvement ouvrier, avec Simone Weil et Daniel Guérin (et, dès 1923, Paul Lévi et Victor Serge), à en avoir affirmé la spécificité bestiale-sexuelle ou « zoologique », dont l'antisémitisme est le pivot. Après 1933, c'est beaucoup plus que les fameux « quatre » articles sur l'Ukraine que Trotsky consacre à la question, notamment dans sa correspondance avec des composantes juives du mouvement (en Pologne), et avec des intellectuels juifs nord-américaines de premier plan comme Herbert Solow.

Ainsi que l'a relevé, parmi d'autres, Enzo Traverso dans *Le marxisme et la question juive*, Trotsky récuse dans cette période l'assimilation comme but nécessaire, la distinguant de l'unité dans le

combat de classe, il reconnaît l'importance de la question nationale et du fait national juif, y compris le besoin éventuel d'un territoire, bien qu'il récuse la capacité du sionisme à résoudre cette question, et il va jusqu'à écrire que les ouvriers juifs ont une culture messianique qui peut faciliter leur engagement révolutionnaire. C'est donc, en réalité, une évolution importante et significative que le nazisme, mais aussi des faits comme le refus de visas américains aux juifs d'Europe, produit chez ce dernier grand représentant du marxisme classique germano-russe.

Au même moment, le KPD expliquait qu'il n'y avait pas réellement de contradiction entre Hitler et les « *capitalistes juifs* ». Et, je l'ai suggéré, l'antisémitisme est un facteur souterrain actif des procès de Moscou, ce dont Trotsky a conscience et l'écrit, bien que cet aspect n'ait pas été abordé par la commission Dewey. Nous allons voir ce qu'il en est chez nos branquignols de chez Delga qui osent se permettre de donner des leçons sur ce sujet clef. Un mot encore sur des faits décisifs que bien entendu ils ignorent.

Fin 1938, peu après les accords de Munich, 17000 juifs allemands d'origine polonaise sont odieusement jetés des trains à la frontière de la Pologne par le régime nazi. Le 7 novembre le jeune Herschel Grynszpan abat un diplomate nazi à Paris : la « riposte » nazie est la Nuit de cristal. Si la politique de défense de la démocratie qu'était censée être celle des fronts populaires avait eu le sens qu'elle prétendait avoir, c'était le moment de lancer une immense campagne d'alerte contre l'antisémitisme, dénonçant Hitler, exigeant le droit d'asile refusé par lesdites démocraties, et soutenant la résistance juive. Dans cette période, Trotsky multiplie les cris d'alarmes et se déclare ouvert à des contacts avec la « bourgeoisie juive » et les sionistes, auxquels il explique que c'est seulement la révolution prolétarienne qui pourrait lever la menace mortelle qui plane sur les Juifs. Mais H. Grynszpan est dénoncé comme « *terroriste* » et agent provocateur allemand « *en contact avec les trotskystes* » par la *Pravda* et par *l'Humanité* au moment précis où les nazis lancent la Nuit de cristal ...

Le 20 février 1939, ce sont les trotskystes américains qui appellent à manifester contre un meeting central des nazis américains au Madison Square Garden de New York : c'est un de leurs plus grands succès, il y a 50 000 manifestants et une bataille rangée stoppe le rassemblement nazi. Le PC américain a dénoncé comme une « *provocation* » cet appel à manifester ...

Tels sont les faits. Il y a d'ailleurs un certain parallélisme entre la prise de conscience croissante chez Trotsky de la gravité de la menace qui pèse mondialement sur les Juifs (il est l'un des très rares à affirmer que c'est leur massacre total qui menace), et de la question nationale ukrainienne, deux sujets qui sont au cœur de la guerre qui vient ...

Cerise sur le gâteau : Rops, vous avez dit Rops ?

Ne reculant devant aucun sacrifice, nos branquignols ouvrent, p. 624, un nouveau front sur « *l'astucieux* » Trotsky : non seulement il était allié aux nazis, mais il se faisait financer par ... un groupe d'intellectuels catholiques et personnalistes français. Voilà qui prouve, n'est-ce pas, que pour cet astucieux Trotsky « *l'argent n'avait pas d'odeur* », et voilà qui ouvre de vastes perspectives, n'est-ce pas, du côté des milieux catholiques, de Vichy, etc., et de leurs liens avec Trotsky. Au boulot, Mme Lacroix-Riz !

Ce fut là ma plus vaste rigolade, il en faut bien, en absorbant ce brouet insipide, dans lequel c'est justement Broué qui est invoqué comme « *preuve* » : le lien fatidique Trotsky/Daniel-Rops serait

indiqué p. 628 de sa biographie de Trotsky. On n'y trouve strictement rien de tel et nulle mention de Daniel-Rops, écrivain catholique français, dans tout l'ouvrage ...

Par contre, on trouve un « Rops ». Le « groupe Rops » était un groupe de militant tchèques et allemands des Sudètes issus d'un vieux foyer du mouvement ouvrier centre-européen, Reichenberg, et certains d'entre eux étaient de familles bourgeoises et apportaient une importante contribution financière au mouvement. Le tout en toutes lettres dans Broué.

Donc, nos branquignols ont vu écrit « Rops » et ils ont lu « Daniel-Rops », ce qui réfère peut-être à leur fond culturel catholique, je ne sais, et ils ont inventé une nouvelle compromission de l'astucieux Trotsky : les procès de Moscou avaient énuméré Hitler, le Mikado, l'Intelligence service ... c'est vrai, quoi, il manquait le pape ! Et hop, « Rops », connexion catholique de Trotsky ! Et que ça saute !

Vaste perspective pour de nouveaux mensonges ... Au boulot, Mme Lacroix-Riz !

Comment fonctionnent nos branquignols à la lumière de cet exemple révélateur ? Trois possibilités.

Soit ce sont des imbéciles qui, convaincus de leur génie, ont vaguement entendu parler de « Daniel-Rops, intellectuel catholique » et, feuilletant la biographie de Trotsky par Broué (qu'ils n'ont pas lue), ont vu écrit « Rops » et se sont lancés, bien entraînés par leurs élucubrations sur le Piatakov volant, dans cette nouvelle piste : « Quel thriller historique » ! « Ah, un pistolet fumant » ! « Je dirais même plus ... ».

Soit ce sont des cyniques nourrissant le plus total mépris pour leurs lecteurs éventuels, qu'ils prennent pour des imbéciles profondément incultes.

Je penche pour la troisième possibilité, cumul des deux premières : nous avons affaire à des imbéciles qui prennent leurs quelques lecteurs pour des imbéciles. Et je crois que ceci est démontré ...

Un peu de morale ...

C'est un parfum de saleté morale qui émane de cet ouvrage, et ceci doit être bien compris. Ses auteurs mettent Trotsky, et tout le monde, à leur niveau.

Dans *Leur morale et la nôtre*, Trotsky écrit que la fin justifie les moyens en précisant que la fin du même coup détermine les moyens. Donc, tous les moyens ne conviennent pas à telle fin. En fait, tout en poussant de grandes protestations contre la morale kantienne, Trotsky n'en est pas si éloigné car c'est bien une indignation morale qu'il manifeste.

Bien entendu, nos pandores n'ont compris qu'une chose (chapitre XIV) : pour Trotsky, tous les moyens sont permis ! C'est là l'interprétation bourgeoise la plus courante. Idem, lorsque dans la même brochure Trotsky écrit qu'il vaut la peine de payer une cotisation syndicale aux réformistes pour être dans les syndicats, nous aurions là un « *indice multiforme* » (sic !) du fait qu'il n'avait vraiment aucun scrupule ! C'est vrai quoi, un type qui est capable de payer une cotisation pour être dans un syndicat est capable de s'entendre avec les nazis : tel est en substance la pensée de nos pandores (qui, par ailleurs, semblent ignorer que Lénine dans *La maladie infantile* a écrit la même chose). D'ailleurs, Trotsky a appelé au front unique avec la social-démocratie contre Hitler : eh bien, cela aussi, ça prouve que ce type totalement dépourvu de scrupules pouvait bien s'entendre avec Hitler !

C'est ce que nos pandores appellent le côté « astucieux » de Trotsky, qui d'ailleurs semble les impressionner. Quel malin, ce lascar ! Au chapitre V, nous avons droit à un commentaire littéralement admiratif de la ruse de Trotsky à propos du mémorandum Tanaka (le programme explicite du militarisme japonais, découvert par les services soviétiques en 1926, que Trotsky propose de diffuser aux États-Unis sans en donner la source : voilà le genre de choses qui fascinent nos Dupont-Dupont, dont les compétences ne sont effectivement pas à ce niveau).

Prêtant à Trotsky leur propre fascination pour les complots, voilà que, p. 555, nos astucieux pandores tentent de philosopher avec leurs gros sabots. Voici ce que cela donne :

« *Seuls quelques initiés, comme, par exemple, un spécialiste de la franc-maçonnerie comme Trotsky qui, en 1898, « pendant une année entière, travaille sur la franc-maçonnerie » (Broué), ne pouvaient pas échapper au fait que la connaissance du processus de transformation mutuelle des opposés dans le domaine politico-social n'était certainement pas un champ d'analyse monopolisé par les marxistes, étant donné qu'une part importante de la franc-maçonnerie avait adopté, depuis le XVIII^e siècle, la devise dialectique « ordo ad chao », c'est-à-dire la thèse selon laquelle l'ordre émerge du chaos, du pôle antagoniste du déséquilibre et de la lutte. »*

Ce charabia vise à attribuer au spécialiste de la franc-maçonnerie et des complots que nos pandores voient en Trotsky (certainement franc-maçon lui-même, non ?), une espèce de dialectique à la gomme consistant à semer le chaos pour en faire émerger l'ordre – par exemple, aider les nazis à envahir l'URSS pour y prendre le pouvoir ...

Complots, basse-police, absence totale de toute grandeur morale, de tout engagement sincère, de toute dignité, composent donc l'univers des auteurs de cet ouvrage, qui, au total, nous en apprennent bien plus sur eux que sur Trotsky. C'est là la mentalité, la « culture », des polices politiques au service de l'ordre établi. Qui, comme nous le voyons, est intriguée par « la franc-maçonnerie » ... et par les Juifs.

La peste brune aux éditions Delga.

J'aurai pu commencer par-là, afin de discréditer d'emblée un ouvrage qui ne se distingue que par une incompétence et une crasse exceptionnelles. Mais j'ai préféré garder ceci pour la fin, après l'examen des soi-disant « preuves scientifiques » de Dupont-Dupond : nous avons là le couronnement de leur conception, l'illustration parfaite de ce à quoi nous avons affaire.

Nous venons de voir un intérêt équivoque mentionné au passage pour les « *initiés* » et pour les francs-maçons, en les rapprochant de Trotsky. Et nous avons vu que nos pandores n'ont pas hésité à proclamer qu'une des preuves des liens nazis de Trotsky était son désintérêt complet pour le sort des Juifs en Allemagne nazie – il fallait le faire ! Nous en arrivons maintenant à ce qui constitue pour eux la preuve que les nazis, eux, pouvaient s'allier avec Trotsky, que, somme toute, les nazis n'étaient pas dégoûtés.

Car les nazis, voyez-vous, se sont bien entendus avec des Juifs, si ce n'est avec les Juifs. Au chapitre V (requis au chapitre XIII), nous apprenons que les nazis ont collaboré avec « *les sionistes* » et réciproquement. Je ne suis pas spécialiste de l'histoire des courants sionistes et suis prêt à envisager que certains courants bourgeois aient pu discuter avec les autorités nazies, mais ceci n'est pas la question. Le problème, c'est le syllogisme de nos pandores : pourquoi les nazis pouvaient-ils bien s'entendre avec Trotsky ? Mais c'est que les nazis pouvaient fort bien s'entendre avec des Juifs ! C'est

là, en substance, le centre de leur « démonstration », et sans doute le point central de la collusion Trotsky/nazis, sujet de leur ouvrage ...

En outre, p. 252, la principale source qu'ils donnent sur ce sujet (la bonne entente nazis/sionistes accréditant la bonne entente nazis/Trotsky) est un site Internet, dont ils publient des extraits. Ce site, www.effedieffe.com, est un site d'extrême-droite catholique, qui défend « *la Russie* » et combat « *les vaccins* » et « *les Rothschild qui dominent le monde* ».

Résumons : le soi-disant livre historique du siècle, qui en finit avec le trotskysme, tient pour établi que les nazis se sont entendus avec Trotsky parce que les nazis pouvaient fort bien s'entendre avec les Juifs, et il cite à l'appui de cette thèse une site d'extrême-droite antisémite. La peste brune suinte aux éditions Delga. Et on prétend donner des leçons d'antifascisme ? ...

Le cadre plus large des mensonges staliniens.

Le thème de l'alliance Trotsky/nazis, directement issu des procès de Moscou, est fréquemment, dans cet ouvrage, mis en relation avec l'Allemagne d'avant les nazis, au point qu'il semble bien que cette collaboration avec les « nazis » existât avant leur arrivée au pouvoir.

Le prétendu financement de Piatakov via des trop perçus de firmes allemandes, la soi-disant lettre terroriste à Radek, etc., se situent à des dates antérieures. Fréquentes sont, de même, les références aux accords secrets passés entre l'armée rouge et la Reichswehr en 1922, suite au traité de Rapallo par lequel la jeune URSS et l'impérialisme allemand vaincu et brimé avait formé une alliance de raison. Plus ou moins explicitement et plus ou moins implicitement, la politique de Rapallo est présentée comme l'antichambre de l'alliance Trotsky/nazis (elle était le fait de la totalité de la direction bolchévique de l'époque, de Trotsky à Staline). Rappelons que Staline voulait la poursuivre avec Hitler et que c'est Hitler qui y a mis fin en 1933.

Mais remontant toujours plus loin (car Trotsky n'est-il pas un comploteur né ?), nos pandores en viennent à expliquer que pour Trotsky, il y avait deux précédents à son alliance avec Hitler : le traité de Brest-Litovsk et, encore en amont, le retour de Lénine en Russie, en avril 1917, dans le wagon soi-disant « plombé » comme le disaient alors ses calomniateurs. De fait, ils n'établissent aucune différence politique et morale entre une collaboration avec les nazis dans les années trente, qu'ils attribuent à Trotsky, et ces deux « précédents » qui font, eux, partie de l'histoire révolutionnaire européenne. Et il ne fait aucun doute que pour eux, il n'y en a pas : en un sens ils trouvent que collaborer avec Hitler est une ruse comme une autre pour un révolutionnaire, et ce n'est pas tant d'avoir été soi-disant l'allié des nazis qu'ils reprochent à Trotsky, que d'avoir été contre Staline ... lequel s'est réellement allié à Hitler !!!

Très significativement, nos pandores en écrivant, p. 639, « ... train « blindé » pour ainsi dire », accréditent la légende du wagon plombé – car, plombé ou blindé avec ou sans guillemets, c'est une légende - dans lequel Lénine serait rentré en Russie en 1917.

Et ils se réfèrent à l'édition italienne de la biographie de Lénine par Robert Service. Or, Robert Service n'est pas n'importe quel « historien » : avec presque autant d'incompétence que nos comiques troupiers, la biographie de Trotsky de ce professeur à Oxford est un modèle d'accumulation d'erreurs et de thèmes antisémites plus ou moins ouverts et plus ou moins latents, mâtiné d'une mentalité de corps de garde graveleux ignorant tout désintéressement et toute abnégation dans les comportements humains, ce qui rapproche singulièrement le professeur réactionnaire et les

« essayistes » staliens. Il se trouve que j'ai décortiqué et étrillé en son temps cette « biographie » lamentable, mais saluée par la critique officielle (VP, *Un barbare à Oxford*, 2011).

Ceci dit, l'édition française du *Lénine* de Service ne contient pas de passage correspondant à leur référence au wagon « blindé » - je n'ai pu consulter l'édition italienne mais je ne parierai pas un kopek qu'ils aient donné une référence exacte. C'est dans une autre partie de cet ouvrage, sur la période d'attaques violentes anti-bolcheviques suite à l'insurrection avortée des ouvriers et des soldats de Petrograd début juillet 1917, que Robert Service donne crédit aux accusations sur l' « or allemand de Lénine » (p. 323 de son *Lénine* en version française, éditions Perrin). On trouve la même affirmation, indémontrée, sur la complicité entre Lénine et l'état-major allemand, dans son *Trotsky* (le terme sublime employé par Service à ce sujet, si proche de l'esprit du « vol de Piatakov », est : « preuves irréfutables » qui sont « fondées sur des présomptions » !!!).

Donc, nos staliens, sans trop s'y attarder, avalisent la thèse d'un accord entre Lénine et l'état-major allemand.

Rappelons rapidement les « éléments de vérité » déformés qu'elle utilise. Avant tout, le retour de Lénine en 1917. Il ne fait aucun doute que l'état-major allemand a estimé être une bonne opération de faciliter le retour en Russie de révolutionnaires dont plusieurs, notamment Lénine, ne reculaient pas devant la défaite militaire de leur pays, et qui condamnaient la guerre mondiale. L'histoire circonstanciée de ce retour contredit tout donnant-donnant entre Lénine et l'État allemand. Il commence d'ailleurs par sonder la France et le Royaume-Uni, et les discussions sur le retour des exilés sont menées entre tous les courants (bolcheviks, mencheviks, s-r, Bund, groupe de Trotsky) et des diplomates allemands, avec des socialistes suisses comme intermédiaires. Refusant d'attendre l'aval du gouvernement provisoire russe, Lénine provoque le voyage du premier groupe, une trentaine de militants dont lui-même, Zinoviev, Safarov, Radek quasi clandestin qui s'arrêtera en Suède, et quelques bundistes. Martov décide finalement de ne pas attendre non plus et ce sont alors 280 exilés qui font le même voyage.

Un autre élément consiste dans les tentatives de financement et de corruption allemande ou austro-hongroise de secteurs révolutionnaires ou oppositionnels russes, qui ont marché avec des courants nationalistes notamment polonais, finlandais et ukrainiens, mais pas avec les révolutionnaires. Ils ont cherché cependant à les atteindre, et le célèbre Helphand dit Parvus, ancien révolutionnaire devenu un homme d'affaire lié aux sommets de l'État, ancien ami de Trotsky, a déployé de grands efforts en ce sens. Il a été brutalement éconduit par Lénine à deux reprises, mais Radek voulait bien discuter avec lui. D'autre part, Radek en 1917 milite en Suède pour le parti bolchevik de concert avec Hanecki, dont les affaires commerciales ont peut-être fourni des fonds au parti, bien qu'il semble établi qu'en 1917 elles sont liquidées par la surveillance suédoise et danoise. La mise au point d'ensemble de J.F. Fayet dans sa biographie de Radek, pp. 203-219, écarte de manière solide les accusations du gouvernement provisoire de Kerensky et leur recyclage au moyen des « archives » par Volkogonov, qui admet d'ailleurs lui-même n'avoir que des présomptions et pas de preuves.

Ce qui est ici très important, c'est qu'en juillet 1917, pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier et socialiste, la calomnie est utilisée comme une arme massive par des courants contre d'autres courants – par les ailes droites des mencheviks et des s-r (mais pas par Martov) contre les bolcheviks. Ceci s'insère dans une « petite terreur blanche » qui fit sans doute quelques centaines de victimes. C'est un précédent capital, mais temporaire. C'est le stalinisme qui fera du mensonge et de la calomnie des poisons permanents, pourrisant en profondeur la conscience, la

volonté et l'organisation des travailleurs. Mais le précédent de 1917 a son importance historique fondamentale et nous le vérifions ici.

Le thème des « bolcheviks agents de l'Allemagne » est bien entendu un thème « de droite », en général, au XX^e siècle. Il est lourd de sens que la calomnie stalinienne tende à se raccorder à ce vieux thème dans un opus tel que le *Vol de Piatakov*. C'est même là l'intérêt politique réel de ce pensum faisandé, inaperçu de ses auteurs et éditeur, que de démontrer à quel point la calomnie stalinienne peut se greffer sur la calomnie anti-bolchevique et former avec elle un tout pour ainsi dire cohérent, somme des mensonges contre-révolutionnaires d'un siècle. Vu la bassesse policière, la mentalité petite-bourgeoise au pire sens du terme, et les affinités antisémites d'un ouvrage écrit pour défendre une vraie complicité avec les nazis, celle de Staline, par la dénonciation de la complicité imaginaire de Trotsky, ceci n'a au fond rien de surprenant.

La bêtise a une dimension sociale et la croyance aux complots déterminant le cours de l'histoire en est aujourd'hui une dimension forte. Il y a là un trait d'union qui va de nos staliniens ... aux nazis. Parions que le complot allemand des bolcheviks et le complot nazi de Trotsky fusionnent déjà, dans les petites cervelles de certains d'entre eux, dans un complot juif universel ...

Complément : la mémoire de trois militants.

Avant de conclure, il me paraît indispensable de reparler un peu de trois hommes, qui furent des militants. Deux sont au cœur de ce qui est traité ici, ce sont les deux principaux accusés du second procès de Moscou, Gyorgi Piatakov et Karl Bernadovitch Sobeksohn dit Radek. Inutile de dire que les centaines de pages du *Vol de Piatakov* nous en apprennent bien moins sur eux que les 3 pages qui vont suivre. Le troisième est un supplément, mais comme il est censé constituer encore une « preuve » de la collusion Trotsky/nazis, la seule dont je n'ai pas encore traité, il fallait en parler : il s'agit de Ferdinand Lassalle.

Gyorgi Leontievitch Piatakov.

Piatakov est un russe d'Ukraine : son père est directeur d'une sucrerie à Tcherkassk, où il naît en 1890. A 14 ans il se considère comme révolutionnaire, et il anime les grèves lycéennes de la révolution de 1905. Renvoyé à deux reprises du collège, la seconde fois pour insolence envers le pope, il rejoint un groupe anarchiste-communiste qui prépare des attentats et des « expropriations », puis, étudiant à Saint-Pétersbourg, il se considère comme marxiste suite à ses lectures de Plekhanov, Lénine - et Darwin.

En 1910 il est exclu de l'université et assigné à résidence à Kiev, où il va reconstituer l'organisation du Parti Ouvrier Social-Démocrate en se réclamant de sa tendance bolchevique, avec un groupe de militants dont sa compagne, Eugénia Bosch. Ayant à nouveau reconstitué l'organisation suite à des arrestations en 1912, il est à son tour arrêté et envoyé en Sibérie orientale, d'où il s'évade par le Japon début 1914 : la guerre mondiale le voit résidant en Suisse, où il forme avec Boukharine, Eugénia Bosch et d'autres, le groupe dit « de Baugy », près de Montreux en Pays de Vaux, jeunes militants vivant pratiquement tous ensemble, d'une forte créativité théorique et qui s'opposent à Lénine par leurs positions gauchistes sur la question nationale. Fin 1915 le groupe se base en Suède.

Début mars 1917 Piatakov est de retour à Kiev où il est le principal dirigeant bolchevik jusqu'à la révolution d'Octobre. Sa négation de la question nationale ukrainienne joue donc un rôle dans la faiblesse initiale du bolchevisme en Ukraine. A l'automne, Lénine et Boukharine le font venir à

Petrograd, comme responsable adjoint de la Banque d'État. Avec Boukharine il s'oppose vigoureusement au traité de Brest-Litovsk. Au printemps 1918, puis à partir de l'automne 1918, il dirige des détachements de gardes rouges puis des divisions de l'armée rouge en Ukraine. On peut dire de Piatakov que, dans les faits, il n'a pratiquement pas respecté le traité de Brest-Litovsk. La reconquête de l'Ukraine début 1919, par Koursk, Kharkov, Kiev, se fait sous sa direction militaire. Tout en persistant dans la négation de la question nationale ukrainienne, c'est lui qui associe à l'armée rouge les armées paysannes de Grigoriev, d'une part, et de Makhno, d'autre part. Après avoir été proche de l'Opposition militaire à Trotsky, il applique lui-même à son armée une discipline « à la Trotsky ». Lénine impose son remplacement, à la tête de la branche ukrainienne du PC bolchevik, par Rakovski. Rallié aux méthodes de Trotsky, il préside le Tribunal militaire. Dès lors, on le trouve sur de nombreux fronts de la guerre civile dont l'Oural, puis face à la Pologne et en Crimée.

A partir de 1920, Piatakov devient un organisateur dans le domaine économique, ce qui semble avoir été sa véritable vocation, en dirigeant d'abord la restauration des houillères du Donbass, jusqu'à l'organisation du Conseil économique national en 1923, mais c'est aussi lui qui préside le tribunal de dirigeants s-r en 1922. Dans ce que l'on appelle le Testament de Lénine, il est le dernier des six responsables clefs que caractérise Lénine, après (dans l'ordre) Trotsky, Staline, Zinoviev, Kamenev et Boukharine, bien qu'il ne soit membre du CC que depuis 1921. Lénine le décrit comme « *d'exceptionnelles capacités* » mais trop enclin au « *côté purement administratif des choses* », reproche qui concerne aussi Trotsky. La fin de l'année 1923 le voit, en fait pour la dernière fois, politiquement en première ligne : il est envoyé en Allemagne pour préparer cette insurrection d'Octobre qui n'aura jamais lieu, avec Radek, Ounschilcht et Schmidt. A son retour, il signe la lettre des 46 réclamant le retour à la démocratie dans le parti, point de départ de l'Opposition de gauche, le courant trotskyste.

Selon l'historien Georges Haupt, l'opposition de Piatakov portait surtout sur la politique économique, car il était en faveur du passage à l'industrialisation planifiée. Piatakov est assez proche durant cette période de Trotsky et de sa famille, mais peu après son exclusion du parti fin 1927 et son envoi à la légation commerciale soviétique en France, il demande à être réintégré en abjurant ses positions, sitôt que Staline paraît vouloir affronter la « droite ». A la tête de la Banque d'État en 1930, puis numéro deux d'Ordjonikidze à l'industrie lourde, en fait principal dirigeant industriel du pays, Piatakov ne fait plus de politique : son domaine, c'est la planification industrielle, et il est sans doute durant le premier plan quinquennal et au début du second le plus ardent combattant d'Union soviétique pour faire de la planification une réalité – ce dont on peut douter.

Quoi que faisant les déclarations calomniant les opposants que demandait Staline, il était sans doute sans illusions sur son sort, au moins sur la fin, et nullement en liberté, durant toutes ces années qui se terminent par le second procès de Moscou, où il raconte ce qu'on lui a demandé sur son vol chez Trotsky, sans trop de détails, et est prestement exécuté, ce qui évite d'avoir plus de précisions.

Karl Bernadovitch Sobelsohn, dit Radek.

Radek est né en 1885 et a grandi à Lvov, Lwov, L'viv, Lemberg, dans une famille juive de cette ville qui connaîtra le terrible pogrom nazi-bandériste de juillet 1941. C'était un milieu juif éclairé et déjudaïsé assez caractéristique, ouvert à la culture allemande, et le jeune Karl se sentira polonais dans son adolescence. En fait, Radek sera tout à fait multinational. Son premier milieu militant est le PPSD, la social-démocratie polonaise de Galicie affiliée à la social-démocratie austro-hongroise, puis il rejoint

la SDKPil, la social-démocratie polono-lituanaise inspirée par Rosa Luxemburg, vivant à Cracovie puis en Suisse.

En 1905, il participe à la révolution à Varsovie, fait un séjour en prison puis se retrouve dirigeant syndical pour le compte de la SDKPil. Il se retrouve en opposition au vrai dirigeant de ce parti, l'ancien compagnon de Rosa Luxemburg, Léo Jogisches, à propos de la légalisation des syndicats et de l'unité d'action avec les autres partis socialistes polonais qu'il préconise. Il devient en même temps un personnage international du monde socialiste, se rendant en compagnie de Karl Liebknecht et de Léon Trotsky au congrès de Copenhague de l'Internationale, et séjournant de plus en plus en Allemagne où il influence la section brêmoise du SPD, de plus en plus oppositionnelle. En 1911, Jogishes et Dzerjinski, couverts par Rosa Luxemburg qui ne pouvait pas le supporter, sans qu'on sache bien pourquoi (désinvolture ?), organisent son exclusion de la SDKPil pour « vol » et « immoralité », l'accusation principale, non prouvée, étant d'avoir détourné à son usage personnel des cotisations syndicales. Cette exclusion est appliquée, au nom de la « solidarité internationale », par le SPD, ce qui fait de Radek une sorte de paria du socialisme européen.

La guerre de 1914 le sort de cet isolement car il est des internationalistes actifs basés en Suisse, animateur, avec Lénine, de l'aile gauche de Zimmerwald, et mettant Lénine en minorité au sein de cette aile gauche par ses positions gauchistes sur la question nationale, défendues au même moment et en relation avec lui par Boukharine et Piatakov. En 1917 il est du voyage en train à travers l'Allemagne mais, en accord avec Lénine, il se base en Suède pour diriger une sorte d'antenne européenne du parti bolchevik désormais recentré sur la Russie.

Après Octobre, Radek est commissaire du peuple adjoint de Trotsky aux Affaires étrangères, chargé de la propagande parmi les troupes allemandes et les prisonniers de guerre. C'est lui qui organise les prisonniers (libérés) allemands, autrichiens et hongrois, à travers deux recrues importantes, l'allemand Reuter dit Friesland, qui sera dans une autre vie bourgmestre social-démocrate de Berlin-Ouest, et le hongrois Béla Kun. A Brest-Litovsk, Radek distribue des tracts sous le nez des généraux allemands, ce qui semble avoir été l'un des plus grands amusements de sa vie.

Il s'oppose au traité, rejoint les communistes de gauche, et écrit, au printemps 1918, dans leur revue *Kommunist* : « *Si la révolution russe était écrasée par la contre-révolution bourgeoise, elle renaittrait comme le Phénix ; si par contre elle perdait son caractère socialiste et décevait par ce fait les masses ouvrières, alors ce coup aurait des conséquences dix fois plus terribles pour l'avenir de la révolution russe et internationale.* »

Il est permis de penser que ce jugement pessimiste habite Radek très tôt, et confère une part de cynisme et de résignation à la suite de son action. Comme la plupart des communistes de gauche de 1918 en dehors des décistes, il se rallie au « communisme de guerre » militarisé, puis se voit confier la mission essentielle d'assurer la jonction avec les spartakistes allemands. Il se rend à Berlin et retrouve Rosa Luxemburg, Léo Jogishes, Paul Lévi, Karl Liebknecht, et se fait envers eux, et leurs craintes, le porte-voix du bolchevisme. C'est sans doute son arrestation, le 12 février, qui le fait échapper à la même mort que Karl et Rosa en janvier 1919. Un an et demi de prison à Berlin vit passer sa situation de mort en sursis à celle de prisonnier d'État que visitent hommes politiques, industriels et généraux allemands et même turcs : Radek devient le diplomate officieux de la Russie rouge, le diplomate d'État, et acquiert, avec ses déguisements et sa dégaine de juif errant ou d'intellectuel rigolard, une célébrité sulfureuse.

De retour à Moscou, son rôle est de plus en plus équivoque dans le fonctionnement de l'Internationale communiste et les relations avec le PC allemand : excellentes analyses journalistiques, proposition tendant à une politique de front unique, jeux d'appareil du genre billard à plusieurs bandes poussant à la marginalisation puis à l'exclusion de Paul Lévi, son ancien ami de Suisse. Aussi bien Lénine que Trotsky ne le prennent pas au sérieux, se méfient de ses bavardages et le tiennent pour un journaliste habile, mais « concierge », avant tout.

Pourtant, son rôle dans l'orientation du communisme internationale est essentiel en 1922. Au sommet, la plus grande partie de la politique de front unique ouvrier, Lévi exclu et Zinoviev et Boukharine n'y tenant guère, est de son fait. Il dirige la délégation communiste à la conférence des trois Internationales à Berlin, en même temps que la conférence internationale de Gènes où Allemagne et URSS ont signé le traité de Rapallo, auquel il n'est pas étranger, et il impose à Lénine d'accepter, au nom de l'unité d'action, de ne pas condamner les dirigeants s-r à mort et d'accepter une délégation d'avocats socialistes en Géorgie. L'élaboration de la politique de front unique jusqu'aux formulations sur le « gouvernement ouvrier », le « gouvernement ouvrier et paysan » et les « revendications transitoires », toutes choses qui formeront la tradition trotskyste, est essentiellement de son fait.

En 1923, Radek fait la promotion de Trotsky dans la *Pravda* alors que l'intéressé trouve qu'il en fait trop. Intervenant au plenum de l'Internationale communiste, il lance la « ligne Schlageter » vers les jeunes fascistes, « *pèlerins du néant* », qui combattent pour une cause désespérée et auxquels on doit tendre la main aux meilleurs d'entre eux. On a beaucoup glosé sur cette « ligne Schlageter » alors que la ligne « nationale et sociale » du KPD lors de la montée nazie, qui ne doit rien à Radek, a une bien plus grande importance historique.

Seul avec Staline à ne pas être en vacances au cœur de l'été 1923, il décide avec lui qu'il faut modérer le parti allemand. Il prend part ensuite aux préparatifs de l'Octobre allemand et est envoyé en mission sur place -avec Piatakov – mais il est probablement sceptique sur les chances de succès. De retour, il signe la lettre des 46 et tient des propos imprudents sur l'opposition à Zinoviev et Staline dans les partis allemand, français et polonais.

Le Radek oppositionnel de 1923 à 1929 fait plus que jamais dans le billard à plusieurs bandes. Il a soutenu Trotsky en 1923 mais il ne veut pas de la « révolution permanente ». Il aurait préféré que Trotsky s'allie à Staline contre Zinoviev. Il est lié avec l'aile droite de Bandler et Thalheimer, nullement trotskyste, dans le parti allemand. Recteur de l'université Sun-Yatsen, il intervient aussi sur la question chinoise. Exclu et relégué, il capitule en 1929. Une capitulation active, bruyante, affirmant que Staline c'est l'avenir du socialisme avec l'industrialisation, assortie de la dénonciation de carrément 700 *oppositionnery*, dont Blumkine fusillé : Radek est désormais pour les trotskystes le traître.

Il rentre peu à peu en grâce auprès de Staline. La reconnaissance de ce fait est sa mission diplomatique officieuse auprès des États-Unis, à Genève en mars 1932. Pour le compte de Staline, Radek double le ministre des Affaires étrangères Litvinov. En particulier, les relations officieuses avec l'Allemagne nazie lui sont confiées.

Selon Pierre Broué, Radek esquisse une dernière opposition, en relation avec une grande partie de l'appareil qu'effraie la non intervention en Espagne, qui signifie la renonciation à toute résistance à l'Allemagne. Arrêté, il n'est probablement pas torturé car il négocie sa collaboration. Il sera accusé-

accusateur au 3^e procès, envoyé en prison où une « rixe entre prisonniers » certainement décidée en haut lieu aura raison de sa vie.

Radek a longtemps été une âme morte, mais une âme morte très vivante, coriace et pleine d'humour. Sa plisanterie de 1918 est bien connue sur « *les trois stades de l'humanité : matriarcat, patriarcat, commissariat* » (ou *secrétariat*, l'effet est le même). Carpette de Staline, il ne pouvait pas s'empêcher de se foutre de sa gueule :

« *Staline : Heureux de vous revoir parmi nous, camarade Radek, mais vous devez cesser de répandre des blagues à mon sujet. N'oubliez pas que je ne suis pas seulement le secrétaire général du parti, mais aussi le chef de la révolution mondiale.* »

Radek : Cette fois, camarade Staline, c'est votre blague, pas la mienne. »

Et Ferdinand Lassalle ...

Contre la bassesse policière et stalinienne, il faut défendre la mémoire des hommes, même d'un Radek qui avait abdiqué ses espoirs et sa dignité mais pas son intelligence. C'est pourquoi il me faut encore dire quelques mots d'un énième « *indice* » (sic) sur Trotsky et les nazis : en 1933, Trotsky aurait cité cette belle phrase de Ferdinand Lassalle, *Toute grande action commence par l'expression de ce qui est.*

Comme d'habitude, cette citation ne se trouve pas à la page de la biographie de Trotsky par Broué indiquée en note (la p. 583). Et aucune page donnée en index pour « *Lassalle* » ne la comporte. Mais Trotsky, de toute façon, et depuis sa jeunesse, citait souvent Lassalle, à juste titre. On aura sans doute compris que comme Marx l'avait soupçonné et comme ceci a été établi par étapes (en 1878, puis en 1918 avec des ouvertures d'archives du Reich) Lassalle avait eu des contacts directs avec Bismarck, et que c'est donc cela qui « prouve » ... les contacts de Trotsky avec Hitler ! Encore une fois que dire ? ...

... Si ce n'est que la bêtise policière ne saurait nous empêcher de considérer Lassalle comme faisant partie de notre patrimoine, avec sa « *force physique de l'intellect* » et sa rude phrase : *Dire ce qui est, c'est faire acte de révolution.*

Pour conclure.

Je me suis efforcé ici de dire ce qui est, et j'espère que le contraste entre l'histoire réelle et globale, et le récit picrocholin de nos « essayistes », n'en ressortira que mieux. Mais les niaiseries mesquines et odieuses font partie, aussi, de l'histoire réelle. Il faut les expliquer.

Nous avons affaire à une sorte de petite orchestration appuyée par le FSB et le régime de Poutine, basée principalement aux États-Unis autour du professeur de littérature et stalinien amateur Grover Furr, avec des relais français et italiens, sans oublier le « méticuleux suédois » Hölstromm, stalinien expert en hôtellerie et en aviation civile. Sans oublier Bruno Drweski, soutien du régime de Loukatchenko, que l'on retrouve parmi les admirateurs de cet ouvrage « *copernicien* » (sic). Cette galerie de petits personnages peut par elle-même être traitée par le mépris, d'autant qu'ils sont les alliés d'authentiques nazis contemporains, comme le régime syrien de Bachar el-Assad. Maqués avec des nazis, ils traitent Trotsky d'allié des nazis et, d'une voix suave, implorent l'abdication du trotskysme ...

L'unité d'action contre les attaques gouvernementales et patronales, si tant est qu'elle existe avec de tels groupes, ne justifie aucun débat sur leur terrain. Les lettrés pour débattre avec les illettrés commencent par leur apprendre à lire, mais quand ils font de leur illettrisme une vertu, ils les laissent tomber. C'est l'histoire réelle qui doit être débattue pour les combats d'aujourd'hui : la nature réelle de l'URSS, le rapport réel, fondamental, entre stalinisme et nazisme.

Le « trotskysme » pour eux, c'est la révolution, ce qu'ils haïssent avant tout, car c'est seulement dans la société bourgeoise que la division du travail donne une base matérielle à l'existence de telles entreprises d'enfumages et de mensonges. Mais les organisations se réclamant du trotskysme n'ont quant à elles pas rompu le cordon ombilical avec le prétendu État ouvrier, dont la transformation en un capitalisme « normal », intégré au marché mondial et à la circulation financière, quoi que mafieux et étatique, en 1987-1993, leur est restée sur l'estomac. Dans la mesure où nous avons connu bien des mouvements révolutionnaires du prolétariat, mais aucune révolution victorieuse, depuis Octobre, la défense d'Octobre et l'élucidation de son antithèse contre-révolutionnaire stalinienne demeurent indispensables. Et pour les mêmes raisons, le combat pour l'histoire, qui est aussi le combat pour la mémoire (historique) des luttes pour l'émancipation humaine, est indispensable.

C'est pourquoi, je n'ai pas voulu traiter simplement par le mépris un livre pareil. Le mépris, oui, mais il fallait se coltiner un contenu méprisable pour l'exposer, comme au pilori, et le déconstruire. Le *Vol de Piatakov* étant présenté par ses auteurs et éditeur et le petit club de ses supporters comme un ouvrage clef, comparable à la découverte de l'Amérique ou à la théorie de l'évolution, en matière de trotskysme, j'en ai donc traité. Le travail en valait-il la peine ? La vérité vaut toujours la peine. Il s'agit d'un combat concret, actuel. L'actualité de la révolution exige qu'on reconnaîsse la contre-révolution !

VP, le 04/12/2021.

NB. J'espère ne pas avoir écrit cette étude à la veille de l'invasion de l'Ukraine par les troupes de Poutine, mais, si c'est le cas, elle n'en a que plus de nécessité.

Éléments bibliographiques.

J'ai utilisé ici l'ensemble des *Œuvres* de Trotsky, première série, 24 tomes de janvier 1933 à août 1940, publiées sous la direction de Pierre Broué par l'Institut Léon Trotsky entre 1978 et 1989, les biographies de Trotsky par Pierre Broué, *Trotsky*, Fayard, 1988 ; et par Isaac Deutscher, *Trotsky*, UGE/Oxford University Press, 6 volumes, initialement paru en anglais en 1954, ainsi que le *Staline* de Jean-Jacques Marie, Fayard, 2001.

Le procès-verbal des réunions de la commission Dewey en présence de Trotsky a été très récemment traduit en français, aux éditions Syllepse-Page 2 (*Trotsky n'est pas coupable*, Lausanne, septembre 2018), sauf la déclaration finale de Trotsky, renvoyée sur la [page internet](#) des éditions Syllepse, et par ailleurs disponible en français depuis 1982 dans le volume 13 des *Œuvres* de Trotsky publiées sous la direction de Pierre Broué.

Deux revues offrent de nombreux éléments, les *Cahiers Léon Trotsky* (CLT, 1979-2003) qu'animait Pierre Broué, et les *Cahiers du Mouvement ouvrier* (CMO), fondée en 1998, animée par J.J. Marie. J'en ai mentionné dans le corps du texte plusieurs articles. Sur le sujet traité, l'article de Pierre Broué

sur le Bloc des oppositions, écrit en conclusion de son premier séjour dans la partie jusque là fermée des archives de Trotsky à Harvard, est fondamental : [*Trotsky et le bloc des oppositions de 1932*](#), CLT n° 5, 1980 :

http://cadoureneguy-2021.fr/cadou1221555_6kwmdg/broue/pdf/Trotsky%20et%20le%20bloc%20des%20oppositions.pdf

Robert Service, professeur à Oxford, auteur réactionnaire et surtout sans déontologie, sur lequel s'appuient nos staliniens à propos du « wagon blindé » de Lénine a truffé d'erreurs (la moyenne dans sa biographie de Trotsky est de 4 par pages) ses trois biographies parues chez Perrin de Trotsky, Lénine et Staline. Ma critique de son *Trotsky*, intitulée *Un barbare à Oxford*, a circulé sur Internet, il vaudra le coup de la ressortir très bientôt.

Indispensable aussi, *l'Histoire de l'Internationale communiste* de Pierre Broué, Fayard, 1997.

Sur les procès de Moscou, la complémentarité de deux livres différents, au même titre, *Les procès de Moscou*, l'un de Pierre Broué paru en 1964 chez Julliard, l'autre de Nicolas Werth paru en 1987 chez Complexe, est utile.

Sur Radek, Jean-François Fayet, *Karl Radek (1885-1939)*, Berne, Peter Lang, 2004. Sur Boukharine, Stephen Cohen, *Nicolas Boukharine, la vie d'un bolchevik*, Paris, Maspero, 1979. Sur Rakovsky, Pierre Broué, *Rakovsky ou la révolution dans tous les pays*, Paris, Fayard, 1996. Sur les responsables bolcheviks, Georges Haupt et Jean-Jacques Marie, *Les bolcheviks par eux-mêmes*, Maspero, Paris, 1969. La citation de Radek de 1918 est tirée de Boukharine-Ossinski-Radek-Smirnov, *La revue Kommunist*, Smolny éd., Toulouse, 2013.

Sur la seconde guerre mondiale, on se gardera d'oublier l'histoire purement militaire au sens technique du terme, car bien des choses y sont traduites, fut-ce à l'insu de leur auteur : Liddle Hart, *Histoire de la seconde guerre mondiale*, Fayard, 1970. La dimension des crimes de masse avec le rôle charnière *des années du pacte, 1939-1941, est analysée dans : Timothy Snyder, Les terres de sang, l'Europe entre Hitler et Staline*, Gallimard, 2012.

Je ne me lancerai pas ici dans une bibliographie de l'URSS, qui serait considérable s'il ne faut pas oublier d'ouvrage important, à l'exception des études sur la paysannerie et la collectivisation qui ont nourri ma conception d'un capitalisme *sui generis* n'ayant rien d'un « Etat ouvrier » : Moshe Lewin, *Le siècle soviétique*, Fayard/Le Monde diplomatique, 2010, *La formation du système soviétique*, Gallimard, 1987, et un grand historien non traduit en français, Victor Petrovitch Danilov dont je donne ici le travail accessible en anglais : Lynne Viola, V.P. Danilov, N.A. Ivnistkii, Denis Kozlov, *War against the peasantry 1927-1930, The Tragedy of the Soviet Countryside*, trad. Steven Chabad, Yale University Press, New Haven and London, 2005 (version abrégée d'un ouvrage russe).

Par contre, outre les Œuvres de Trotsky que j'ai utilisées de près sur ce point, voici quelques indispensables sur les sujets très méconnus de l'histoire ukrainienne :

- Le récent Marco Bojcun, *The workers movement and the national question in Ukraine, 1897-1918*, Brill, 2021, sur le mouvement national et ouvrier en Ukraine jusqu'à la révolution.
- Dans la révolution, la captivante autobiographie d'Yvan Maistrenko, Yvan Maistrenko, *Borot'bism. A chapter in the history of the ukrainian revolution.*, Ibidem-Verlag, Stuttgart, 2017, constitue la source accessible (en anglais) n° 1 sur le plus grand mouvement de masse révolutionnaire des années 1918-1920 en Ukraine : le borot'bisme.

- Sur le second de ces mouvements en importance, l' « oukapisme » ou communisme indépendantiste (1919-1925), un ouvrage auquel j'ai contribué (préface et une partie des traductions) : Christopher Ford, *Ukapisme-une gauche perdue. Le marxisme anti-colonial dans la révolution ukrainienne 1917-1925*, Ibidem-Verlag, Stuttgart, 2021.
- Sur la troisième composante, celle des bolcheviks partisans de l'indépendance ukrainienne comme maillon clef de la révolution mondiale, une très importante réédition d'écrits de 1918-1919 : Serhii Mazlakh et Vasyl Shakrai, *On the current situation in the Ukraine*, écrit en 1918, réédition Chicago, Ann Arbor, 1970.
- Et bien entendu Makhno, la seule spécificité révolutionnaire ukrainienne connue du grand public : Vsevolod Voline, *La révolution inconnue*, diverses éditions depuis 1947 ; Alexandre Skirda, *Nestor Makhno, le cosaque de l'anarchie*, A. Skirda éd., Paris, 1982.
- Enfin, toujours sur l'Ukraine, les staliniens de tous poils ont coutume de parler des « nazis ukrainiens » aujourd'hui et pendant la seconde guerre mondiale. Il se trouve que la principale étude sur l'implication de l'UPA dans la Shoah, *Ukrainian nationalists and the Holocaust*, John Paul Himka, Ibidem-Verlag, Stuttgart, 2021, ne vient pas des milieux néo-staliniens pour lesquels « ukrainien=nazi », mais de l'historiographie pro-ukrainienne.

Et reste donc : *Le vol de Piatakov*, éditions Delga, 2021 ... (dont les auteurs n'ont rien lu de tout ce qui précède).